

**ENTRE LE SAVOIR
ET L'ACTION :
CHOIX ETHIQUES ET
METHODOLOGIQUES**

Traitement de texte: Esther Cloutier
Coordination à l'édition: Christiane Gagnon
Coordination à la publication: Jean-Pierre Deslauriers et Christiane Gagnon

Copyright, Université du Québec à Chicoutimi
Dépôt légal - 4^e trimestre 1987, Bibliothèque nationale
ISBN 2-920730-07-X

Distribution: GRIR
555, Boul. de l'Université, Chicoutimi
(Québec) G7H 2B1
Tél.: (418) 545-5011

Cette publication a été rendue possible grâce à une collaboration de
l'Université du Québec dans le cadre du programme de la Communauté
scientifique réseau.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION :

Entre le savoir et l'action: choix éthiques et méthodologiques

Christiane Gagnon, GRIR, Université du Québec
à Chicoutimi..... 1

L'université périphérique et le savoir

Michel Belley, Université du Québec à Chicoutimi..... 3

PREMIERE PARTIE : COMMUNICATIONS

La dynamique des mouvements sociaux et ses exigences
en matière de recherche-action

Marc-André Morency, GRIR, Université du Québec
à Chicoutimi..... 13

L'action de recherche et la recherche-action

Hugues Dionne, GRIDEQ, Université du Québec
à Rimouski..... 27

Au sujet du savoir

Andrée Fortin, Université Laval..... 47

Les forces et les limites des méthodes qualitatives dans l'étude des
mouvements sociaux

Robert A. Stebbins, Université de Calgary..... 75

Recherche et pratique sociale : un rendez-vous sans cesse à reprendre?

Lionel Robert, Centre de recherche sur les services
communautaires, Université Laval..... 87

DEUXIEME PARTIE : INTERVENTIONS

La validité scientifique d'une recherche-action

Michel Belley, Université du Québec à Chicoutimi.....101

Un chat parmi les colombes: quelques réflexions sur le savoir et l'action

Ron Lévy, Université de Montréal.....105

Ethique fondamentale et méthode en sciences sociales

Alejandro Rada Donath, Université du Québec à Chicoutimi....113

CONCLUSION

Jean-Pierre Deslauriers, GRIR, Université du Québec à
Chicoutimi..... 141

ENTRE LE SAVOIR ET L'ACTION: CHOIX ETHIQUES ET METHODOLOGIQUES

CHRISTIANE GAGNON

Agente de recherche

Groupe de recherche et d'intervention régionales

Au fil des ans, le Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR) a démontré son souci constant de susciter des moments de réflexion et d'échanges, au moyen des colloques¹. Mais au-delà de cette tradition, ces rencontres multidisciplinaires, sur des questions d'ordre méthodologique ou des aspects du développement régional, correspondent à un besoin réel pour les chercheurs-es, professeurs-es et étudiants-es, comme elles concernent finalement tout intervenant-e ayant à intégrer des activités de recherche dans ses pratiques sociales.

Le colloque de mars 87, tenu à l'Université du Québec à Chicoutimi, s'intitulait: **Les sciences humaines. Entre l'action et le savoir: nouveaux rapports?**; l'objectif global était de réfléchir sur les enjeux et les modes de production du savoir en sciences humaines. Plus spécifiquement, le colloque se proposait d'explorer les conditions et les limites d'une véritable praxis sociale dans la recherche. A cela s'ajoutait un questionnement sur les principes épistémologiques de la scientificité en regard des nouvelles tendances méthodologiques en sciences sociales, soit la recherche-action et l'approche qualitative.

A partir d'un constat de crise affectant sérieusement le statut, les fondements et les méthodes de production du savoir en sciences humaines, le comité organisateur du colloque a demandé à des personnes-ressources, chercheurs-es et praticiens de faire part de leurs propres réflexions sur différents thèmes, tels que la rupture épistémologique, l'objectivité, la pratique et la position du ou de la chercheur-e - acteur-e, le rôle de la recherche dans la pratique sociale, l'approche qualitative dans l'étude des mouvements sociaux. Evidemment, les aboutissants sont différents, dans une certaine mesure, du point de départ. Et heureusement! Car ce serait nier toute dynamique de création des communicateurs-trices et celle résultant de la synergie avec les participants-es. C'est ainsi que spontanément, toute la question de l'éthique et de sa prise en compte dans le processus de la recherche a émergé des discussions.

Les textes présentés dans ce recueil proviennent à la fois des communications du colloque (première partie) et d'un certain nombre d'interventions en réaction aux discussions ou aux articles (deuxième partie). Tous ces textes sous-tendent ou proposent des choix éthiques et épistémologiques, compte tenu des objets et objectifs de la recherche, de l'état actuel des sciences sociales dans la conjoncture socio-politique. Les prises de position des chercheurs-es vis-à-vis leur rôle social (Fortin) et politique (Dionne), leurs responsabilités (Rada), ou vis-à-vis le savoir, ses paradigmes (Levy) et ses institutions (Morency) se font sur le ton de la confiance et de l'essai. Ainsi, de l'ensemble des textes se dégagent non seulement une réflexion rationnelle appuyée sur l'observation des pratiques mais, pour une rare fois, une émotion témoignant de l'acuité de la

situation et d'une recherche de sens où, comme le note Rada, "la connaissance commence à devenir conscience".

Michel Belley, doyen des études avancées et de la recherche à l'Université du Québec à Chicoutimi, ouvre la discussion en rappelant que si tous sont tombés rapidement d'accord pour dire que la science n'est pas neutre mais traversée par des rapports sociaux, la vocation fondamentale de l'Université est de faire "oeuvre de lumière", ce qui suppose une ouverture d'esprit laissant place au questionnement sur le savoir, l'épistémologie et la méthode. Morency souligne que ce sont les mouvements sociaux qui devraient guider les choix des chercheurs-es en sciences sociales, puisque ces derniers "incitent à comprendre la dynamique en cours". A la suite de Morency, Dionne accorde un rôle privilégié à la recherche-action. Sa conceptualisation s'avère un "outil de reliance" pour les disciplines des sciences sociales, car "elle s'insère au coeur des tensions" dans leurs tentatives d'appréhension du réel. Dans cette perspective, l'objectivité scientifique devient davantage une question sociale qu'une question de méthodologie, puisque rattachée, comme la scientificité, à la symbolique sociale de l'institution d'appartenance du chercheur (Dionne).

Cette idée est en quelque sorte illustrée dans le texte de Fortin. En effet, sur la base d'une recherche utilisant l'observation participante, cette sociologue livre sa trajectoire en tant que chercheure impliquée auprès du Rézo d'alimentation coopératif. Là, il n'était pas question de prouver son objectivité, bien au contraire; il fallait avant tout bâtir sa crédibilité, faire preuve de disponibilité et retourner une expertise au

milieu. Mais dans ce type de groupe où les intellectuels organiques foisonnent, Fortin pose une interrogation cruciale: "Qu'est-ce que la chercheure peut apporter de spécifique?" Comment produire un savoir avec une "méthode douce"?

Stebbins étudie de façon systématique les forces et les faiblesses de l'approche exploratoire tout en mettant en valeur sa pertinence dans l'étude des mouvements sociaux, à la condition que l'on respecte deux principes fondamentaux, soit l'ouverture d'esprit et la flexibilité de la part du ou de la chercheur-e. Cependant, les connaissances produites par la recherche pourront-elles être réutilisées par les porteurs de flambeaux, par les membres actifs de la société civile afin de mieux articuler leurs pratiques? Pour Robert, le rendez-vous entre la pratique sociale et la recherche a plus de chance d'être réussi avec la société civile qu'avec l'Etat. Son expérience dans le milieu politique et le développement régional lui fait dire que le vide entre la recherche et la pratique pourrait être comblé en établissant des ponts avec les décideurs-es et en effectuant des commandites. Ce qui, en sciences sociales, pose tout de même plus d'une difficultés.

La deuxième partie du recueil regroupe quelques articles basés sur des interventions verbales qui avaient suscité un intérêt particulier. Soulignons, pour ceux que le rattachement disciplinaire intéresse, que tous les articles de la première partie ont été écrits par des sociologues de formation alors que les interventions sont le fait de chercheurs provenant d'autres champs disciplinaires. La brève intervention de Belley renvoie à la question posée sur la validité, voire la reconnaissance des recherches-

actions ou des recherches qualitatives. Pour Belley, la diffusion des résultats de recherche et la tenue de colloques s'imposent alors comme d'excellents moyens.

Dans un autre ordre d'idée, Levy, à titre de "catalyseur officiel" du colloque et selon sa propre image humoristique de "chat parmi les colombes", ramène la réflexion sur les bases épistémologiques de la recherche qualitative, et ce à travers le paradigme systémique. Dans une perspective de globalité, Rada étaye sa réflexion sur l'éthique fondamentale, constatant d'abord que la science se retrouve dans une impasse, et qu'ensuite la seule façon de s'en sortir est de produire la "vérité", qui "ne se trouve jamais toute faite", avec l'aide de la science, c'est-à-dire "dans le sens du moins arbitraire". Et de conclure Rada, c'est lorsque "les théories se rapprochent de la certitude que la connaissance commence à devenir éthique". En guise de conclusion sur l'ensemble des articles, Deslauriers fait part de sa réflexion sur l'avenir des sciences humaines.

Comme ces choix éthiques et méthodologiques s'inscrivent dans le temps et dans l'espace et qu'ils constituent des positions parmi d'autres, ce volume se veut le point de rencontre d'une démarche collective en construction, ou encore une sorte de pont avec votre propre réflexion.

NOTE

- 1 Rappelons les colloques portant sur: la recherche-action (1981); le renouveau méthodologique (1984); les regroupements sociaux et les perspectives de développement autonome (1984); le développement agro-forestier au Québec et en Finlande (1985); la territorialité (1986); la gestion intermédiaire des territoires (1986). Tous ces colloques ont fait l'objet de publications dont vous retrouverez la liste à la fin du volume.

L'UNIVERSITE PERIPHERIQUE ET LE SAVOIR

MICHEL BELLEY

Doyen des études avancées et de la recherche
Université du Québec à Chicoutimi

Bien que mon intérêt pour la recherche est grand, je limiterai mon intervention au rôle de l'Université dans ce débat fondamental sur les savoirs. Je débiterai toutefois mon propos en passant par une porte latérale, celle de l'éloge de la périphérie!

En vous souhaitant la bienvenue à Chicoutimi, je vous accueillais dans une université "périphérique"... et fière de l'être. Ne pas être au centre des choses et être éloignée des "masses critiques" n'a pas que des inconvénients. Faire reconnaître notre statut universitaire n'a pas été chose facile, mais de ce fait notre position d'université secondaire nous a permis de développer une plus grande conscience de ce qu'est, ou de ce que devrait être l'Université. Ce n'est pas par vertu particulière que, précisément dans les universités dites périphériques, s'est développée cette hyper-conscience de leur nature; c'est plutôt à cause de la question, de l'inquisition (probablement sainte elle aussi...) à lesquelles nous avons été soumis par le milieu universitaire traditionnel. Bien que du côté des inquisiteurs, la question ne soit pas encore résolue, de notre côté, nous pouvons revendiquer que le fait d'avoir été questionnés nous a permis au moins de développer une lucidité et une sagesse qui n'est pas le lot de ceux qui sont confortablement installés dans le conformisme.

Soumis à l'examen des autres, nous avons su être dynamiques et créatifs dans des domaines d'une importance capitale pour l'Université, soit ceux de la connaissance, de la science, des savoirs, de l'épistémologie.

Quelque reproche que l'on puisse adresser à l'Université du Québec, il n'en reste pas moins qu'elle porte dans ses structures une vitalité qui l'a poussée, pas assez vite pour certains, à redéfinir l'Université. Cette redéfinition s'est faite premièrement au niveau des programmes. C'est le réseau des universités du Québec qui a conçu les premiers programmes PLURI, TRANS, INTERDISCIPLINAIRES, dotant le paysage universitaire québécois de nouvelles spécialités qui ont ceci de particulier qu'elles sont plus générales...!, permettant de développer de nouveaux angles d'approche aux phénomènes, davantage ajustés à la complexité des réalités environnantes. Si nous ne pouvons pas revendiquer l'exclusivité de cette réflexion, nous pouvons certainement en revendiquer l'initiative et l'intensité. Voilà donc un point où nous possédons le leadership et qui devrait être facteur d'émulation pour l'ensemble du réseau universitaire. En effet, bien servis par l'intuition, ces programmes nouveaux donnent lieu au développement de savoirs nouveaux, et c'est là, avec la propagation du savoir, le rôle essentiel de l'Université.

Comme nous vivons l'époque sans doute la plus exaltante pour le progrès de la connaissance, la fécondité des découvertes, l'élucidation des problèmes, nous nous rendons difficilement compte que les gains inouïs de connaissance se paient en gains inouïs d'ignorance. Comme l'Université et la Recherche sont

les refuges naturels de la liberté de pensée, tolèrent des déviances et des non-conformismes et permettent des prises de conscience des carences universitaires et scientifiques elles-mêmes, on oublie qu'elles produisent la mutilation du savoir, c'est-à-dire un nouvel obscurantisme.

Le nouvel obscurantisme, différent de celui qui stagne dans les recoins ignares de la société, descend désormais des sommets de la culture. Il s'accroît au coeur même du savoir tout en demeurant invisible aux producteurs de ce savoir, qui croient toujours faire uniquement oeuvre de Lumière¹.

Cette imprécation, il va sans dire un peu cynique, n'en interroge pas moins nos pratiques universitaires. Ne contribue-t-on pas à cette mutilation du savoir quand on réduit un cours de méthodologie de la recherche à un cours de statistiques? Quand on ne tient pour scientifique que ce qui peut se compter? Peut-être mérite-t-on les apostrophes de Morin quand on érige en système l'intolérance et la fermeture d'esprit. Heureusement, il existe un courant de scientifiques qui ont le courage de se poser ces questions fondamentales sur la connaissance et le savoir. Votre présence ici démontre votre intérêt pour ce courant et votre volonté d'en faire partie.

Le souhait que je formule en terminant, c'est que vos travaux de recherche et de réflexion fassent en sorte que l'Université se consacre de nouveau et entièrement à sa vocation fondamentale dans notre société: faire oeuvre de LUMIERE.

REFERENCE

- 1 MORIN, Edgar, *La méthode*, tome III, partie 1, La connaissance de la connaissance, Seuil, 1986.

PREMIERE PARTIE : COMMUNICATIONS

LA DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET SES EXIGENCES EN MATIERE DE RECHERCHE-ACTION

MARC-ANDRE MORENCY
Professeur et coordonnateur du GRIR
Université du Québec à Chicoutimi

Il y a quelques années à peine, l'Association canadienne des sociologues et anthropologues de langue française (l'ACSALF) tenait à Sherbrooke, pour la première fois dans le cadre de l'ACFAS, un colloque sur le thème de l'intervention sociale. Jusqu'à cette mémorable rencontre où l'on voyait nos maîtres aller jusqu'à nier la possibilité d'enseigner la recherche-action à l'Université alors qu'elle y était depuis longtemps, jusque là donc, l'académisme régnait sans désespérer!

Or, une recherche venait de démontrer, de témoigner plutôt, que 95% des sociologues sortis des universités québécoises depuis vingt-cinq ans oeuvraient dans des sphères non-académiques! Pour conserver sa crédibilité, l'organisation devait donc trouver des bases plus ajustées à la réalité en marche. Cet indicateur parmi d'autres suggère plus de modestie devant la mobilisation d'énergie de ces analystes et agents de changement.

S'il faut tenir compte des préoccupations et des réalités montantes, nous devons, les 5% qui restent, continuer de parler, et c'est

bien ce que nous ferons en analysant les nouveaux rapports qui s'établissent entre les savoirs et les pouvoirs, entre le savoir et l'action.

Comme coordonnateur du Groupe de recherche et d'intervention régionales (GRIR), je me permets d'évoquer quelques espoirs ou gestes récents. Nous espérons, au cours des Fêtes du 150^e anniversaire du Saguenay — Lac-Saint-Jean en 1988, partager une tribune avec les mouvements sociaux de cette région. Un autre projet de recherche-action en cours d'élaboration s'efforcera d'assurer la participation des groupements sociaux à la formulation même des concepts d'autodéveloppement. Récemment encore, le GRIR apportait son aide à un ministère afin de solutionner un grave problème écologique régional. On aura compris que ce groupe se définit une place paradoxale dans l'Université, place qu'il partage sans doute avec des groupes comme le GRIDEQ de l'Université du Québec à Rimouski. Ces groupes se reconnaîtront sans doute dans nos tribulations de dérangeur académique.

A l'énoncé du titre de ma communication, on aura peut-être pensé: "*Ou bien il ne craint pas le niveau de difficulté, ou bien il l'ignore tout à fait!*" En effet, traiter des mouvements sociaux, c'est comme parler de dialectique. Parler de recherche-action est tout aussi malaisé, si l'on en juge d'après la polysémie qui règne dans ce mode de recherche. Mais le sociologue se devant d'être à l'aise dans les situations et les discours paradoxaux, notre devoir est de constater qu'on ne peut guère dissocier ces deux sphères de l'action sociale sans perdre le sens dont elles sont porteuses dans notre conjoncture.

Avant 1944, c'est-à-dire bien avant que nous héritions du génial psycho-sociologue Kurt Lewin ce nouveau concept de recherche-action, ces mêmes réalités existaient, bien que n'ayant pas de liens très explicites. Comme dit le philosophe d'Ephèse, "Le lien le plus fort est caché, et la nature aime à se cacher".

Si l'on songe aux révoltes d'esclaves ou de groupes subjugués comme les Zélotes, dans l'Empire romain, on comprendra que la notion même de mouvement social existe depuis longtemps. Pensons à Cromwell! Pensons à Montesquieu et à son admiration pour le mouvement constitutionnel anglais. Pensons à Voltaire, à Franklin. Quant au XIXe siècle, il est tout à fait exemplaire. Ces "nouveaux rapports" entre le savoir et le pouvoir ou l'action — qui ont des cheveux blancs, admettons-le — comment les appréhender, les définir, mais sans les brutaliser ni les trahir? Comment s'y insérer explicitement avec quelque chance d'y être utile et d'y réussir? Comment préserver, et surtout réaliser notre devoir, à titre de chercheur, d'élaborer des connaissances d'intérêt plus universel? Quels seront nos critères de "réussite" ou d'auto-évaluation, puisque notre régime académique reconnaît cette formule et l'associe au jugement par les pairs-es? Loin d'exploiter ces questions à fond, je ne pourrai, comme l'ancien oracle de Delphes, qu'indiquer, que montrer du doigt, que faire signe.

De quoi les mouvements sociaux sont-ils le symptôme? Quel lien faut-il voir avec l'émergence de la recherche-action, en pleine guerre mondiale? Cette nouvelle alliance entre la recherche et l'action est-elle en rapport avec ce vaste mouvement social visant le développement qui allait

se répandre comme une trainée de poudre et se diversifier partout dans le monde? Essayons, provisoirement, de définir ce dont nous allons parler.

- Un mouvement social se conçoit comme une dynamique impliquant, au-delà des vécus personnels, mais sans les exclure, une crise de transition, non irréversible; cette transition sociale affecte les agents sociaux dont les vécus quotidiens oscillent entre deux modes d'existence ou plus; cette crise de mobilisation de l'énergie humaine comporte des manifestations identifiables et se double de composantes typiques, psychosociales et psychosomatiques.
- Un mouvement social est un conflit, un programme, un discours, et ses agents en portent les cicatrices. Un mouvement social, **parfois**, se trouve à critiquer un mode d'existence dominant; il peut, **parfois**, articuler et formaliser son discours; il peut, **parfois**, se doter d'armes critiques, dont l'investigation systématique, ce qui lui permet, **parfois**, de viser à ébranler l'adversaire, récepteur de sa fougue, dans son opinion, sa légalité, sa légitimité, enfin il voit, **parfois**, à unifier les forces dont il peut disposer et en assurer la permanente mobilisation, tant que ses objectifs ne sont pas réalisés.
- Le mouvement social contemporain représente un front complexe et en diversification constante, une force combattante dans un conflit civil, le plus souvent non violent mais prolongé. Un mouvement social peut, de ce fait, bénéficier des nombreux intrants analytiques ou de recherches qui seront à la disposition des organisations le représentant.

Vous voyez donc apparaître, aux côtés des efforts académiques positivistes et souvent mercenaires, des efforts scientifiques engagés dans le changement social, selon des perspectives réformistes ou carrément révolutionnaires.

Tous ces "parfois" qui ont émaillé mon texte ne doivent pas faire conclure au caractère non-scientifique de notre connaissance en matières sociales et humaines, car pour les sciences sociales et humaines, l'universel que nous cherchons inclut bel et bien les petites marges, les effrayantes, les merveilleuses marges de notre liberté, dans toutes ses contraintes! Ces "parfois" n'en sont que le reflet. Ces "parfois" dépendent de l'énergie collective, de la lumière des connaissances dont les groupements disposent, des valeurs qui nous pilotent à travers toutes choses, comme l'électricité qui nous habite tous et dont nous avons à peine conscience.

Dans cette perspective, la recherche-action se trouve être un des moyens de production, d'existence, d'action des mouvements sociaux, mais aussi un des moyens dont disposent ces organisations qui, sur des bases de réseau plus ou moins resserré, constituent la pointe de l'iceberg des mouvements, la quotidienneté agitée et fébrile des militants et des militantes de ces milices modernes.

Revenons sur nos pas, brièvement, pour comprendre le sens de cette agitation, de cette énergie qui souffre, combat, critique et cherche à comprendre. Songeons un instant que la communauté mondiale, notre

village global disait McLuhan, est le lieu de l'affrontement entre des multitudes de modes d'existence et de modes de production. Songeons à la course hégémonique qui, nous le pressentons, unifie les développements socialistes et capitalistes en compétition, sous l'égide justificatrice du progrès et de la liberté, à l'encontre des autres réalités regroupées sous l'injure moderne, la Tradition! C'est, pour paraphraser Esope, ou Lafontaine, ou Mohammed Sfia, la rencontre du pot de fer et du pot de terre.

Songeons aux traditions millénaires, culturelles, religieuses, politiques, qui se voient menacées et détruites, sans compter l'introduction des formes nouvelles de la production, la marchandise, la transformation du travail en travail salarié. Jolies marmites pour l'éclosion des mouvements sociaux, n'est-ce pas? Aussi bien le dire, ces mouvements représentent pour les pouvoirs établis une source sans cesse renouvelée de dérangement, car mouvements sociaux et classes sociales y sont comme larrons en foire, partenaires obligés. Ajoutons à ces ingrédients la poudre explosive de l'**insolvabilité** croissante des groupes, régions, Etats, sur le marché mondial. Songez à la gêne financière, à l'incapacité croissante de payer les biens et les services marchands, cette faillite et pauvreté générales de la marchandise travail. Cela contraste avec l'abondance scandaleuse des armées et des richesses appropriées par les classes dominantes. Cela donne une idée de l'énergie réprimée par les polices et les dictatures militaires qui saupoudrent notre paysage. Bientôt, le monde entier devra chercher où se réfugier! M. Bouchard, ministre canadien de l'Emploi et de l'Immigration, n'est pas au bout de ses peines...

Dans une veine plus légère, mais tout aussi paradoxale, "l'innénarrable" Woody Allen, dans un de ses meilleurs films sur la sottise, "Guerre et amour", nous fait la leçon à ce sujet. Sonia, sa tendre et linotte amie d'enfance, tente de le persuader: "Mais voyons, Dieu existe et nous vivons dans le meilleur des mondes". Woody, le petit paysan russe qui affrontera l'armée de Napoléon, répond à cette vision de Spinoza: "C'est peut-être le meilleur des mondes, mais c'est sûrement le plus cher!".

En sciences humaines, le défi consiste, dans une sorte de concours qui oppose l'académisme traditionnel, ou Grâce Kelly de Monaco à Woody, la pensée paradoxale et le travail responsable, à choisir le paradoxal, le ridicule Woody. Et croire que *CROC* et *Le Canard Enchaîné* font une lecture plus juste que *Jours de France*. Il faut prendre la place de ceux qui sont fatigués ou qui sont tombés.

La science et les scientifiques prennent parti, par absentéisme ou autrement. Savons-nous apprécier que 80% des dépenses de recherche aux Etats-Unis proviennent et tombent sous le contrôle des militaires? Le dernier élément en date à succomber est la recherche en intelligence artificielle sans laquelle la guerre de l'espace ne peut avoir lieu puisque tout s'y passerait en nanosecondes. Evidemment, les causes structurales et historiques de cette folle réalité sont innombrables, et l'on pourrait dépenser tout l'or de Crésus ou du globe à fouiller ce magma volcanique, s'il était sain de le faire. Mais la contrainte touche tout autant les sciences académiques que l'on associe au positivisme, à l'empirisme, que les disciplines plus critiques. C'est Lénine qui, scientifique à ses heures, faisait observer qu'un imbécile peut à lui seul fournir tant de questions que

dix savants ne sauraient y suffire. Alors, imaginez que l'imbécile est soi-disant un savant!

Quels sont alors nos choix et nos moyens d'action dans le cadre opérant des mouvements sociaux? Nous pouvons travailler dans certaines productions spécifiques et délicates comme la décontamination du discours critique d'un mouvement, clarifier sa fonction créatrice, par opposition à son propre rôle dans la reproduction sociale. Nous pouvons cerner les phénomènes de résilience associés à ses efforts de reprogrammation et distinguer les obstacles que les cultures de séparation opposent à la nécessaire unification du monde.

Verriez-vous l'Etat, ou les seules instances académiques à l'oeuvre, dans de telles perspectives? Mais non! et vous voyez devant l'immense travail qui se fait les raisons mêmes de la crise de l'académisme, du rationalisme et de l'utilitarisme commercial ou militaire qui ont surgi. Vous comprendrez aussi la méfiance que d'un côté comme de l'autre on peut avoir à notre égard, puisque nos compétences ont dû se développer dans l'un et l'autre de ces domaines. Encore tout récemment, le président de la Fédération canadienne des sciences sociales devait rappeler notre existence au Premier ministre du Canada qui venait de créer un conseil de politique scientifique où nous n'avions aucune représentation. A ce propos, un peu de politique canadienne sera éclairant.

Les rapports entre les fédérations canadiennes qui représentent les humanités, les sciences sociales et les conseils subventionnaires, le Conseil de recherche en sciences humaines (CRSH) sont présentement

modifiés en profondeur. Pensons à l'impact des compressions budgétaires, au rapport Nielsen, à la nouvelle politique fédérale d'appariement des fonds publics aux fonds privés, et en particulier à l'exclusion de nos disciplines des pleines exemptions fiscales visant l'appariement. Imaginons notre handicap dans la course aux sous auprès de bailleurs de fonds. Après de nombreuses pressions, nous avons obtenu que l'on élargisse la notion de privé pour inclure les institutions municipales ou analogues. Mais nous n'avons pas obtenu le pleine exemption! Et comment servir les démunis?

Sous le choc de ce réaménagement de leur statut, les "académistes" eux-mêmes ont enclenché le processus de transformation de ces fédérations liées incestueusement au CRSH depuis sa création, en un lobby de quelques 22,000 scientifiques canadiens. On a dû couper dans de nombreux programmes; le plus important peut-être, le programme d'aide à l'édition savante — une création d'après-guerre des deux fédérations — se trouve convoité par le CRSH. Les fédérations se préparent à fusionner d'autres services, s'efforçant de trouver de nouveaux médias d'information, de créer de toutes pièces un réseau avec les milieux scientifiques du pays. Un lobby se doit de se financer lui-même, et c'est dire que les universités seront appelées à contribuer davantage à notre représentation.

On peut se demander si nous devons accepter cette dépendance, et si nous pouvons actionner un lobby puissant à Ottawa. Je ne me souviens pas que l'on ait même discuté de la légitimité des lobbies. Si nous ne méritons plus la confiance des dirigeants, on comprendra que

l'on cherche, sous couvert de l'appariement, à nous placer en tutelle de l'entreprise privée. Nous avons des choix à faire maintenant! Je pense que nous devons mériter la confiance des mouvements sociaux critiques, sinon c'est le donjon ou la tour d'ivoire "à perpète"! Que faire?

Nos choix proviennent des causes et des enjeux immédiats ainsi que des aspects opérants des mouvements sociaux. Les mouvements syndical, féministe, régionaliste, écologiste, etc. nous obligent à comprendre la dynamique en cours, à estimer les forces disponibles, les alliances disponibles, à organiser l'intervention, à en suivre le déploiement, à l'évaluer et à participer aux forums d'échanges publics sur ces questions. Comprendre, programmer, observer, évaluer, discuter publiquement, voilà quelques-unes des composantes d'action et de recherche intéressantes pour les organisations militantes. Il ne s'agit pas de devenir membres omniprésents, car nos tâches quotidiennes ne sont pas diminuées d'autant. Dans le meilleur cas, nous devrions pouvoir, dans le cadre normal de nos activités, partager ces responsabilités. Même en solitaire, il est toujours possible de travailler à décoder les vues d'avenir, les axes de prophétisation dont les groupes critiques sont porteurs. C'est une source inépuisable de données et d'inspiration, gratuite en plus. Quel pourrait être le cadre de référence de nos travaux et analyses de façon plus concrète?

Recherche-action et mouvements sociaux peuvent être analysés comme un système d'échanges ou de transactions qui s'effectuent entre les quatre domaines suivants:

- a) le domaine académique;
- b) le domaine des analyses pertinentes à l'organisation; son côté planification, analyse, stratégie;
- c) le domaine de la coordination et de l'action; le côté développement, action, militant actif;
- d) les mouvements sociaux eux-mêmes, et le contexte social global.

Si les domaines b et c sont constitutifs de l'organisation militante, les deux autres apparaissent comme son contexte et son environnement. Ce système de transactions ou de prestations comporte des composantes typiques, des attentes et des obligations¹. Rapidement, illustrons ces rapports.

Le mouvement social procure des ressources et des militants-es, mais exige en retour une garantie d'utilité, ce qui va influencer sur la fourniture continue de ressources et de membres, de vivres, de numéraire, de services, et du prestige. Si l'organisation ne peut renforcer les agences ou agents de ces prestations, elle devra dépérir. Il lui est donc essentiel de trouver un jeu d'alliances qui préserve un approvisionnement de ressources pour l'organisation, de façon à ce qu'elle demeure efficace dans l'environnement où elle intervient.

A son tour l'organisation, en plus de devoir s'organiser pour agir, se coordonner et répondre devant le public intéressé, doit pouvoir mobiliser et utiliser des intrants analytiques pour chacune des phases de son action. C'est là qu'interviennent, dans ces sous-domaines de l'organisation, les chercheurs ou analystes impliqués dans les efforts non-

académiques de recherche-action. C'est avec eux que les chercheurs académiques peuvent nouer des relations utiles tout autant qu'avec les responsables.

En ce qui concerne le monde académique, il doit aussi y trouver son compte; il doit pouvoir trouver un réinvestissement utile dans cette union peu facile des savoirs: savoirs académiques, savoirs pratiques, savoirs-faire, savoirs-être. Lewin avait un don particulier pour contrer les accusations souvent justifiées, hélas, de n'avoir rien de généralisable en retour des efforts consacrés aux mouvements sociaux. Bien entendu, il est des interlocuteurs universitaires qui n'entendront jamais raison, même avec la lumière la plus crue jetée sur leur hauteur.

En conclusion, si notre ambition est de devenir mercenaires, ou de participer à l'exploration des volcans, comme le philosophe Empédocle dont on n'a retrouvé qu'une sandale de bronze au bord du cratère de l'Etna, selon la légende de sa mort, alors il nous faudra obéir. Comme dit Héraclite, il faudra payer en fatigue et en monnaie de notre âme pour cet abandon, cet oubli, ce sommeil éveillé où nous serons plus près de la mort que de la vie.

Si notre ambition est d'agir comme chercheurs tenaces et responsables, sous le charme de notre prédilection personnelle pour un domaine particulier, alors il faut renoncer aux honneurs, aux contraintes étouffantes de l'académie ou aux suctions mercantiles, et servir dans la pauvreté et la dignité en joignant les rangs d'un ou des mouvements, à tout le moins comme alliés de fait.

Comme Rimbaud, il faut devenir oracles de temps nouveaux, reprendre le flambeau porté par les philosophes, amants de la sagesse, en faveur de la démocratie. Comme le disait Héraclite l'Obscur, le philosophe d'Ephèse, "La loi, c'est aussi se battre pour ses ramparts", et j'ajouterai, modestement, la loi, c'est aussi se battre pour créer la loi. Mieux vaut partager la gloire des obscurs, et celle du philosophe obscur par excellence, et avoir pour mot d'ordre, comme Parménide: "Vers la lumière!".

NOTE

- 1 Ces idées seront davantage élaborées dans un court ouvrage intitulé *Notes pour un protocole de recherche-action*, édité par le GRIR.

L'ACTION DE RECHERCHE ET LA RECHERCHE-ACTION

HUGUES DIONNE

Professeur

Université du Québec à Rimouski

L'OBJECTIVITE SCIENTIFIQUE COMME SYMBOLIQUE SOCIALE

Toute recherche a son utilité sociale; elle s'insère dans le marché symbolique de fabrication des savoirs où producteurs et consommateurs de connaissances tentent de développer des connivences politiques susceptibles d'enrichir l'action. La recherche est habituellement utilisée comme forme de légitimation de la pertinence d'une décision ou d'une orientation d'action. La recherche est action et a nécessairement une utilisation politique.

L'énoncé de ces quelques propositions sur l'action de recherche peut paraître globalisant et préconçu, sans attache évidente avec la "concrétitude" des situations vécues et quotidiennes de recherche, pour le pigiste qui est confronté à produire une commande mal énoncée d'une enquête, pour l'étudiant-e qui tente de définir et de limiter son sujet de thèse ou de mémoire de trop grande envergure, pour l'universitaire ou le fonctionnaire qui produit le rapport obligé d'une recherche commandée ou subventionnée qu'il considère décevante en regard des grands objectifs de départ... En deça des grandes questions épistémologiques, l'action de

recherche est avant tout un tiraillement quotidien, une démarche exigeante qui peut mettre les nerfs à fleur de peau, une "aventure" qui peut tourner mal...

Les quinze années de recherche que j'ai réalisées dans le cadre universitaire — enquêtes sur le terrain de nature tantôt qualitatives, tantôt quantitatives — m'ont enseigné une certaine modestie quant au potentiel explicatif et théorique vraiment efficace pour l'action. J'en ai tiré un certain scepticisme quant au contrôle des effets sociaux et politiques des résultats, une certaine circonspection quant à l'efficacité d'appréhension de certaines techniques méthodologiques.

Si je fais appel à mon propre cheminement biographique de chercheur, c'est pour mieux préciser l'argumentation du présent texte qui voudrait montrer le poids conjoncturel et symbolique de toute action de recherche, à savoir principalement l'importance de la position socio-politique du chercheur comme acteur social. Sa position sociale, son rattachement institutionnel, sa biographie influent sur sa crédibilité, sur son objectivité socialement reconnue. Son degré d'implication politique colore l'acceptation sociale de son explication, guide ses choix d'observations et ses manières de voir. Evidemment, ce ne serait pas un discours à tenir à des épistémologistes fermés, en quête de neutralité et d'objectivité a-sceptiques, craignant tout contact avec les sujets sociaux infectieux. Plusieurs chercheurs s'imaginent être en position a-sociale et neutre, flottant au-dessus des rapports sociaux et politiques, dans l'éther de l'intelligence universelle. Ces adeptes de la neutralité dénoncent même la perversion d'autres chercheurs qui, malheureusement, sont prisonniers

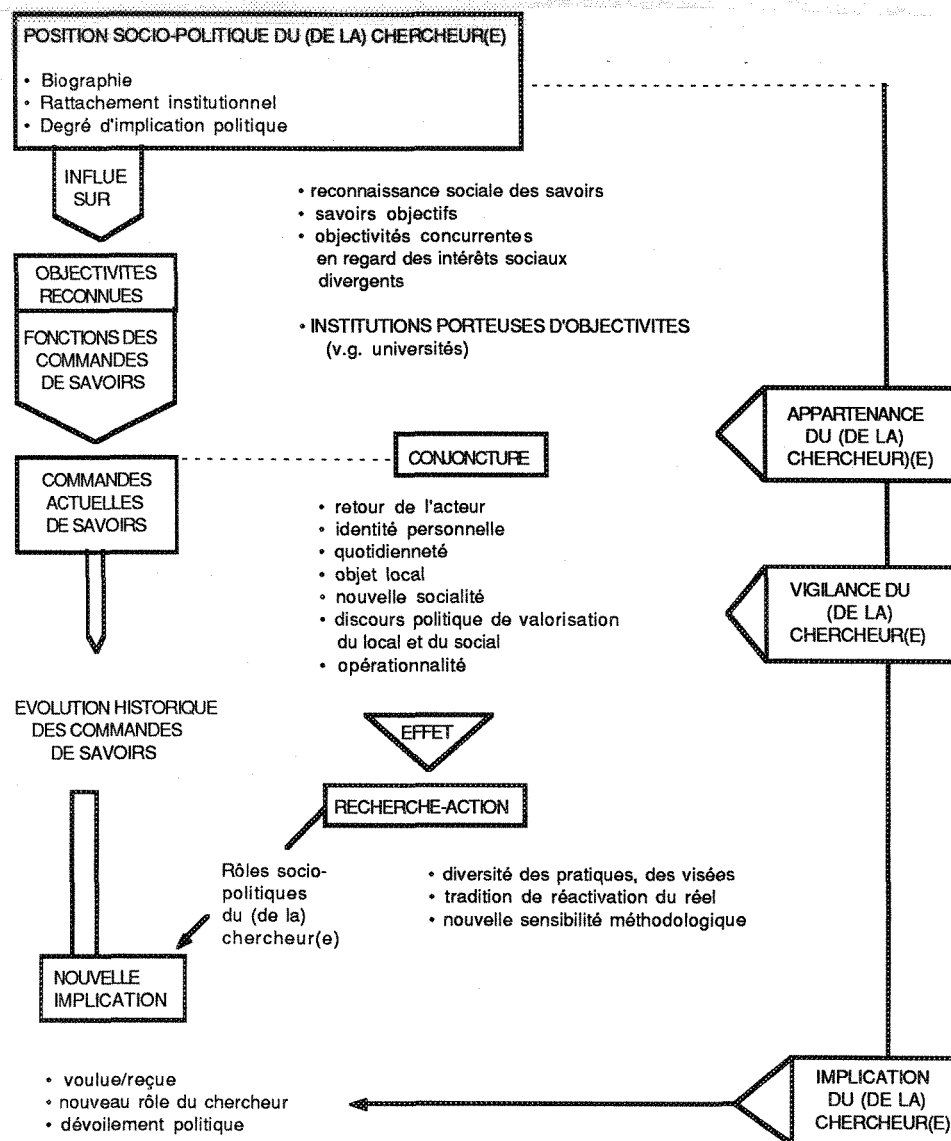
des enjeux socio-politiques inhérents à tout milieu, des chercheurs "tout-terrain" coupables de fraudes idéologiques parce qu'incapables de distanciation sociale. C'est comme si l'objectivité scientifique devenait inversement proportionnelle au degré d'implication sociale du chercheur.

Toute discussion de la scientificité des connaissances doit prendre en compte la position sociale du chercheur comme acteur, son "lieu" social ou institutionnel, son lien direct ou médiatisé avec les "sujets" de recherche, qu'ils soient considérés comme clients, comme échantillons observés ou comme partenaires d'action. Ainsi, je pense, par exemple, que le fardeau de la preuve d'objectivité n'est pas socialement le même pour l'universitaire permanent qui déclare ses résultats de recherche dans le confort d'une expertise reconnue que pour le pigiste précaire qui dépose son rapport "de dernière minute". Pour le moins, ce dernier ne peut se camoufler dans la prétention universelle et impartiale de l'institution universitaire, et son objectivité est moins socialement protégée.

Je veux surtout expliciter la nécessité, dans les discussions concernant la méthodologie scientifique, de considérer la position circonstanciée et symbolique du chercheur comme acteur social, et conséquemment, sa position politique, étant entendu qu'il n'existe pas de neutralité politique ou d'innocence idéologique pour un chercheur en action ou dans l'action. En cela, ma préoccupation est moins celle de l'utilité de la recherche que de l'utilisation qui en est faite (tableau I).

TABLEAU 1

L'utilisation de la recherche plutôt que son utilité



La sociologie de la connaissance montre comment la théorie ne peut pas être séparée des circonstances et des conditions de sa production, comment tout savoir ou tout système explicatif doit être envisagé en rapport avec la société où il est produit, reconnu et utilisé. La reconnaissance sociale des savoirs ou leur légitimité constitue le fondement principal de l'objectivité, plus encore que les stratégies règlementées d'observation et de collecte des faits. L'objectivité scientifique n'est pas le simple résultat d'application de techniques méthodologiques, ni l'aboutissement mécanique d'un processus rigoureux et discipliné d'appréhension du réel. Penser ainsi nous conduit à une "réification du savoir en une entité homogène, finie et universelle"¹.

On pourrait dire que l'objectivité scientifique est moins une question méthodologique qu'une question de symbolique sociale; la rigueur scientifique ne se réduit pas au respect des normes méthodologiques projetées. Sans négliger les critères de fidélité et de validité scientifique, je préfère parler des savoirs objectifs comme étant des systèmes explicatifs socialement utilisés parce que reconnus pour leur pertinence et leur efficacité culturelle et idéologique. C'est dire que tout savoir est circonstancié et que les objectivités peuvent être concurrentes parce que soumises à une utilisation légitimant les intérêts sociaux divergents (tableau I). Il ne s'agit pas de dire que chaque groupe social a sa science, sa vérité, mais que les savoirs sont légitimés, contrôlés et valorisés par les différents groupes sociaux. Chaque groupe social choisit et produit les scientifiques dont il a besoin.

Certaines institutions sont davantage garantes de cette légitimité. Il est évident, par exemple et comme je l'ai indiqué précédemment, que l'institution universitaire se voit confier, de manière privilégiée, cette garde du sceau de l'objectivité². Parce que l'Université est perçue comme lieu "neutre" socialement et politiquement, la recherche universitaire en soi est jugée comme étant moins prégnante de parti-pris parce qu'au dessus de la "mêlée sociale", parce que plus distante des pratiques. La neutralité devient synonyme d'objectivité, le désengagement social devient l'étalon de la scientificité légitime.

Je ne voudrais pas, encore une fois, démontrer le caractère arbitraire et illusoire de l'objectivité scientifique, mais rappeler la portée symbolique différenciée de la production scientifique, nonobstant la qualité intrinsèque des résultats de recherche. Les sociétés produisent en quelque sorte leurs propres objectivités; elles donnent aux systèmes explicatifs leur poids de vérité; elles formulent, selon les époques, leur commande de savoirs. Il est important d'identifier certains besoins socio-culturels actuels pour mieux évaluer les nouvelles commandes de savoirs.

NOUVELLES CONSOMMATIONS DES SAVOIRS

Il est devenu courant de parler du **retour de l'acteur**³ pour signifier, entre autres, le refus des appareils dépersonnalisants et bureaucratisés qui sont technocratiquement soumis à des rationalités gestionnaires et mécanistes obstruants les projets de société, les utopies de meilleure qualité de vie, les recherches de sens. Le refus de la robotisation est manifeste chez ceux qui dénoncent l'importance "économiste"

et veulent promouvoir le droit de rêver, d'imaginer, de créer en formulant des utopies auto-gestionnaires de sociétés⁴. D'autres auteurs analysent le développement des sociétés dites avancées en évaluant l'extension du contrôle dans la consommation, dans les services, dans les relations sociales. La réappropriation de l'**identité personnelle** est au coeur de la dynamique des nouveaux mouvements sociaux⁵.

La défense de l'identité, de la continuité et de la prévisibilité de l'existence personnelle, deviennent les contenus nouveaux de conflits... Les nouveaux mouvements sociaux luttent... pour la réappropriation du temps, de l'espace, des relations, dans l'existence quotidienne des individus⁶.

La quotidienneté, l'objet local et le "social proche" maîtrisé deviennent les nouveaux "lieux" d'émergence d'une socialité vécue⁷. Une telle conjoncture socio-culturelle crée de nouvelles commandes de savoirs. Par conséquent, elle oblige, et c'est là mon propos, l'intellectuel à une vigilance sociale et politique renouvelée parce que plus confronté personnellement à des luttes concrètes, ce qui n'est pas sans avoir des répercussions importantes sur son travail méthodologique⁸. Pour illustrer l'à-propos de ce dernier commentaire, je procèderai par l'exposé des demandes nouvelles adressées aux chercheurs et des défis nouveaux de recherches et d'interventions dans le champ du développement social et régional.

La quête d'une socialité inédite s'exprime fortement dans le discours de revalorisation du local et du communautaire: le local devient un

modèle et les potentiels locaux sont remis au coeur de la problématique de développement. Il faut savoir comment le discours étatique de privatisation et de désengagement social utilise cet "esprit du temps" pour démontrer l'importance de la décentralisation au nom du pouvoir local. Il invite à retrouver les appartenances communautaires et territoriales, à reconstituer les réseaux d'entraides bénévoles et les socialités de base. Ceci permet une déprofessionnalisation des services sociaux et une plus grande autonomie personnelle à l'égard de la santé. L'Etat commande aussi de nouvelles "prises en charge", surtout financières, au nom de l'autonomie locale, prône la désinstitutionnalisation et le retrait du support étatique au nom de la déprise nécessaire d'appareils dépersonnalisants.

Il peut paraître effectivement difficile pour l'intellectuel-chercheur de ne pas approuver cette démarche apparemment vertueuse de reconditionnement du social et du local, deux champs prisonniers, dira-t-on, de l'Etat québécois envahissant des deux dernières décennies. Le chercheur est par ailleurs vite amené à voir comment "l'objet local" est multiforme, habituellement transorganisationnel (un quartier, un village, une petite région), lieu carrefour d'une divergence d'intérêts sociaux, de pluralité d'acteurs. La pratique de recherche et d'intervention en "milieu ouvert" nous montre rapidement comment la communauté locale ou l'organisation particulière est loin d'être homogène. On reconnaît vivement les phénomènes de domination qui maintiennent l'unité sociale et spatiale dans son état, contrôlent l'affirmation des différences et les oppositions. On perçoit vite que les rapports organisationnels ou spatiaux sont traversés par les rapports sociaux⁹.

Confronté à l'objet local, le chercheur-intervenant peut plus difficilement se camoufler dans une neutralité externe de clinicien a-politique. Coincé, il doit d'une part développer un regard perspicace sur les enjeux socio-politiques et sur les rapports de domination amalgamés dans l'organisation ou dans l'espace local en conflit. D'autre part, il doit se montrer avisé à l'égard des nouvelles commandes de l'Etat "rationalisateur" qui tente de remodeler le local, de favoriser le reconditionnement d'une socialité perdue et d'envahir la "société civile". On n'a donc pas à se surprendre du fait que les théoriciens de l'autodéveloppement soient mieux écoutés, pourquoi les techniciens du développement endogène, de la prise en charge sont en plus forte demande dans un contexte de désengagement de l'Etat et de valorisation du local.

Face à l'épuisement des théories explicatives "lourdes"¹⁰ et souvent trop globales, on privilégie les équipements conceptuels plus légers et pratiques pour solutionner telle situation particulière, tel problème spécifique. A cet égard, la recherche est de plus en plus orientée vers la prise de décision immédiate; c'est moins la scientificité que "l'opérationnalité" qui est valorisée. Aussi la tâche de l'intellectuel-chercheur est-elle politiquement de plus en plus ambiguë alors qu'il doit à la fois répondre le mieux possible à plusieurs commandes de réinsertion fonctionnelle et faciliter une quête d'identité et de socialité plus autonome.

Tout en l'ignorant ou en le refusant, de plus en plus de chercheurs-intervenants sont politiquement engagés. La nouvelle commande sociale de savoirs fera tomber rapidement les masques de neutralité et obligera à des relations plus étroites entre les théories et les

pratiques. La protection symbolique de l'objectivité assurée par le désengagement social risque d'être plus fragile.

RECHERCHE-ACTION : OUTIL DE "RELIANCE"

L'essor de la recherche-action est davantage un effet de conjoncture: il découle du besoin actuel de "reliance" entre le travail théorique et le travail pratique, entre le chercheur et l'acteur, entre la décision et l'action¹¹. Les discussions de plus en plus abondantes au sujet d'une telle action de recherche permettent de mieux faire voir le rôle politique du chercheur et d'alimenter plusieurs réflexions méthodologiques. La recherche-action m'interpelle personnellement surtout comme outil de changement social, comme lieu de réappropriation de la connaissance et de contrôle des savoirs pour les groupes marginalisés, périphérisés par rapport aux centres de décisions.

La recherche-action est novatrice du point de vue scientifique seulement quand elle est novatrice du point de vue socio-politique, c'est-à-dire quand elle cherche à replacer le contrôle du savoir entre les mains des groupes et des collectivités qui expriment un apprentissage collectif tant dans leur prise de conscience que dans leur prise en charge de l'action collective¹².

Ceci ne veut pas signifier pour autant que les règles de socialisation aux savoirs soient simples et qu'il n'y ait pas de difficultés à

établir des stratégies de réappropriation de savoirs: c'est toute l'intervention "expertisante" qui est en cause¹³.

En ce qui concerne la diversité des définitions de la recherche-action, ceci me semble un atout positif et enrichissant. Certains en parlent comme d'un "méta-concept" recouvrant une vaste typologie de pratiques de recherche préoccupées de l'enrichissement du savoir et de l'action¹⁴, à partir des technologies d'interventions qui vont de l'approche clinique auprès des groupes et des organisations à l'approche socio-politique de mobilisation¹⁵. Par contre, le travail de conceptualisation de la recherche-action ne doit pas nous enfermer dans une attitude sectaire corporatiste des praticiens de la recherche-action qui cherchent à se distinguer des chercheurs "purs" ou sans effet d'action. Il existe un danger d'établir une dichotomie trop forte entre la recherche et l'action qui pourrait laisser croire que la recherche est éloignée de la décision et de l'action. Il faut se rappeler la place de la recherche militaire dans la décision politique, le rôle de la recherche psychosociologique dans la fabrication de la publicité, l'importance de la recherche en marketing dans l'orientation de l'entreprise, etc. Le chercheur classique n'est pas détaché du décideur et la recherche est très utile pour l'action. Nous sommes renvoyés à nouveau aux choix préalables et par conséquent politiques du chercheur-intervenant qui est amené à choisir ses lieux et ses partenaires de l'intervention. L'ambivalence des visées d'actions à tendance tantôt régulatrice ou adaptative, tantôt transformatrice et alternative nous enseigne encore une fois l'enjeu de la position sociale et politique du chercheur¹⁶.

Certaines conséquences directes de cet emballement pour la recherche-action sont à signaler. La première et peut-être la plus importante est ce questionnement sur le rôle sociétal du chercheur. La réflexion sur le rapport entre recherche et action permet de mieux redécouvrir la tradition scientifique et l'évolution des techniques interventionnistes. Celles-ci sont dominées par les polémiques sur la conception du changement social allant des "théories individualistes-libérales jusqu'aux théories marxistes"¹⁷. Ces débats surgissent régulièrement depuis plus d'un siècle lorsqu'on examine les volontés de réactiver le réel et les recherches élaborées dans une visée de changement.

Au fond, l'attitude qui consiste à présenter la position du sociologue comme extérieure à son objet, comme étrangère à toute intervention dans le réel, est plutôt un moment d'exception dans l'histoire de la sociologie. Ce moment correspond à l'entrée de la sociologie dans les disciplines académiques universitaires (et, sans doute, à un souci de "reconnaissance" au sein de ces milieux)¹⁸.

Ce qui est vrai des théories et des conceptions de la science l'est également des méthodes tant quantitatives que qualitatives, tant hypothético-déductives qu'inductives, qui ont subi historiquement des déplacements d'orientation, du moins une pondération différenciée d'utilisation en regard de la demande scientifique¹⁹.

Je ne crois pas que la recherche-action constitue un nouveau paradigme méthodologique, bien qu'elle oblige à décaper des certitudes "automatistes" de rigueur scientifique par l'application de techniques

sophistiquées de mesure. Elle est plus sensible aux approches qualitatives parce que plus proche de la complexité des situations particulières: la verticalité des phénomènes l'intéresse davantage que l'horizontalité des situations. La position d'extériorité du chercheur classique est même remise en question. "L'implication devient aussi un des modes valorisés du connaître... l'introduction du sujet observateur... apparaît comme une somme d'enrichissement de la connaissance"²⁰. Le chercheur est ainsi confronté à d'autres matériaux non préconçus, non construits; il est obligé à une réflexion postérieure, à un travail d'induction, "de construction empirique de la théorie"²¹.

La recherche-action s'insère donc au coeur des tensions qui agitent diverses disciplines de sciences sociales dans leur rapport au réel, ce travail de saisie, mais surtout d'activation du réel. Ici encore, le phénomène permet de mieux interroger le rôle social du chercheur, sa fonction symbolique, sa neutralité politique, en somme son implication.

IMPLICATION RECUE ET IMPLICATION VOULUE

L'implication de l'intellectuel est au coeur de ma démonstration du rôle déterminant de la position socio-politique du chercheur dans l'édification des critères d'objectivité et de scientificité.

Il faut distinguer l'**implication voulue**, comme étant une prise de position politique et éthique personnelle du chercheur à l'égard de son "objet", de l'**implication reçue ou donnée** qui fait référence à la position sociale du chercheur comme acteur. Comme je l'ai indiqué

précédemment, la scientificité et l'objectivité sont surtout rattachées à la symbolique sociale de l'institution d'appartenance du chercheur. J'ai aussi signalé que l'objectivité symbolique d'une recherche universitaire diffère de celle du pigiste sans appartenance institutionnelle, au-delà de la qualité intrinsèque des résultats de recherche. On oublie trop souvent la valeur construite et donnée de la crédibilité, établie dans le marché des savoirs. J'ai voulu préciser comment les discussions épistémologiques sur la scientificité ne peuvent faire fi de cette dynamique des rapports sociaux chez les chercheurs ou producteurs de savoirs. Il existe des degrés d'objectivité reconnus en regard de la crédibilité et du prestige social et la scientificité est fonction d'un tel processus de reconnaissance sociale.

La commande sociale de recherche se transforme historiquement et influe sur l'**implication donnée** du chercheur (au-delà de son implication voulue). La mise en marché québécois des nouveaux produits symboliques et intellectuels a évolué fortement depuis les dernières décennies. On n'a qu'à comparer le travail "d'élaboration d'Etat" des intellectuels de la Révolution tranquille, au travail d'opposition à l'Etat des années soixante-dix pour mesurer l'importance conjoncturelle du rapport de la recherche et de l'action. Le statut de l'intellectuel québécois a subi des transformations accélérées dans un laps de temps très bref, ce qui n'est pas sans influencer son rapport à l'action.

Au Québec, les années soixante sont marquées par la présence de plusieurs chercheurs préoccupés de moderniser une société jugée "en retard" ou traditionnelle afin d'éduquer la population à une rationalisation planifiée du développement économique et social. L'expert était alors en

forte demande au sein d'un Etat à bâtir comme outil collectif de promotion nationale. La recherche-action du temps s'appelait l'enquête-participation²².

Moins d'une décennie plus tard, la dualité traditionnelle moderne est remplacée par l'opposition des modèles capitaliste et socialiste²³. Plusieurs intellectuels s'opposent à l'Etat pour soutenir les initiatives populaires, mesurer l'état de rupture des mouvements sociaux et la dynamique de la société civile. Préoccupés de partage des savoirs, ils s'engagent dans des enquêtes critiques, voire militantes et tentent des analyses sociales en connexion avec certaines populations animées en vue d'entreprendre des actions de pression ou de mobilisation. C'est un travail "souterrain" qui cherche plutôt à développer des alliances avec la base, supportant ses luttes et ses revendications, de manière à contrer le mouvement d'aliénation engendré par l'Etat²⁴.

Aujourd'hui, nous sommes obligés d'essayer de vivre une "société sans Etat" et de reconstituer une socialité qui nous semble compromise. L'analyse de la nouvelle dualisation sociale, qui commence à se dégager, s'établit sur une société à "deux vitesses" où la marginalisation des "précaires" croît en regard de la société des permanents²⁵. L'expert est susceptible d'être confronté de plus en plus à des choix cruciaux, à des options décisives entre la société du statu quo qui continue et la société des ruptures. Il devra choisir ses partenaires: la personne-ressource en extériorité sociale semble de plus en plus questionnée, suspecte et les "sages" n'ont plus de traditions. Les formes actuelles de recherche-action

peuvent provoquer des alliances socialement et politiquement identifiées. L'implication est moins choisie ou voulue, elle est plus reçue et donnée.

CONCLUSION

Refusant au départ le caractère de neutralité de la production scientifique, et admettant la fonction d'utilité sociale de toute recherche, j'ai voulu interroger l'utilisation politique qui en est faite. Cette démarche m'a obligé à considérer la valeur relative et symbolique de l'objectivité scientifique et à expliciter la demande sociale actuelle des savoirs qui tend à privilégier les dynamismes endogènes et quotidiens de l'objet local ainsi que la nature opératoire et appliquée des connaissances. Dans ce contexte, l'essor des pratiques de recherche-action peut être mieux assuré et constitue une contribution majeure d'appropriation des savoirs pour des organisations ou des groupes sociaux. Aussi, l'implication voulue et décidée du chercheur comme acteur en faveur de ces groupes spécifiques est une des caractéristiques principales des nouveaux enjeux politiques de l'action de recherche.

C'est dire l'importance de considérer la position socio-politique du chercheur-acteur dans toutes discussions méthodologiques, étant entendu que la valeur d'objectivité scientifique est fonction de la reconnaissance sociale et symbolique sur le marché des producteurs de savoirs.

NOTES ET REFERENCES

- 1 LEVY, André, "La recherche-action et l'utilité sociale", In *Connexions*, no 43, 1984, pp. 81-97.
- 2 Il ne faut pas par ailleurs projeter une homogénéité du monde universitaire. Voir à cet égard Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Les Editions de Minuit, 1984.
- 3 Voir par exemple Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, *L'acteur et le système*, Seuil, 1977; A. TOURAINE, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984.
- 4 Plusieurs courants de pensée projettent cette société à transformer. Lire, par exemple, les réflexions globales et approfondies de Marcel Rioux, *Le besoin et le désir*, L'Hexagone, Montréal, 1984.
- 5 MELUCCI, A., "Sociétés en changement et nouveaux mouvements sociaux", In *Sociologie et Sociétés*, vol. 10, no 2, octobre 1978, pp. 37-53.
- 6 *Idem*, p. 43.
- 7 En particulier, les travaux de Michel MAFFESOLI, *La violence totalitaire*, Paris, P.U.F., 1979; *La conquête du présent*, Paris, P.U.F., 1979; de Jean BEAUDRILLARD, *A l'ombre des majorités silencieuses, la fin du social*, Paris, Denoël/Gonthier, 1982; *Les stratégies fatales*, Grasset, 1983. Pour le cas québécois, Gilbert RENAUD, *A l'ombre du rationalisme*, Montréal, Ed. Saint-Martin, 1984.

- 8 FEYERABEND, Paul, *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, Seuil, 1979. Voir, par exemple, l'article de Marc-Henry SOULET, "La recherche qualitative ou la fin des certitudes", dans Jean-Pierre Deslauriers (sous la direction de), *La recherche qualitative: résurgence et convergences*, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, pp. 11-29.
- 9 Les réflexions de plusieurs analystes de l'intervention sociale sont intéressantes à ce sujet. Voir, par exemple, Jean DUBOST, "Une analyse comparative des pratiques dites de recherche-action", In *Connexions*, no 43, 1984, p. 23.
- 10 LE GALL, D. et MARTIN, C., "Crise et conversion dans le champ du savoir", pp. 9-19; RACINE, L. et RENAUD, G., "De la crise des sciences sociales aux pratiques d'une société silencieuse", pp. 65-88, In *Revue internationale d'action communautaire* (Savoirs en crise), no 15/55, printemps 1986.
- 11 BOLLE DE BAL, Marcel, "Nouvelles alliances et reliance: deux enjeux stratégiques de la recherche-action", In *Revue de l'Institut de sociologie*, no 3, 1981, pp. 573-587.
- 12 ZUNIGA, Ricardo B., "La recherche-action et le contrôle du savoir", In *Revue internationale d'action communautaire* (La recherche-action: enjeux et pratiques), 5/45, printemps 1984, p. 44. Voir aussi R. PIRSON, "La recherche-action: une méthode de mise en disposition des savoirs", In *Revue de l'Institut de sociologie*, no 3, 1981, pp. 539-553.
- 13 CORPET, O., HERSENT, M., LAVILLE, J.-L., "Le savoir sans privilège", In *Revue internationale d'action communautaire*, 15/55, printemps 1986, pp. 101-136.

- 14 Quelques documents-synthèses récents reflètent cette grande diversité de la recherche-action. G. GOYETTE et M. LESSARD-HEBERT, *La recherche-action: ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1987; A. GELINAS et R. BRIERE, *La recherche-action: ses méthodes, ses outils conceptuels et son cadre d'analyse* (Recension des écrits), Rapport de recherche présenté au Conseil québécois de la recherche sociale, septembre 1985.
- 15 Plusieurs typologies de la recherche-action ont été élaborées, ce qui démontre la diversité des visées sociales et des fonctions politiques de la recherche-action. Voir A. GELINAS et R. BRIERE, *op. cit.*, pp. 145-170.
- 16 Différentes études sur la recherche-action nous révèlent la fonction socio-politique différenciée des diverses interventions. Voir entre autres B. GAUTHIER, "La recherche-action", dans *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Québec, P.U.Q., 1984, pp. 455-468.
- 17 DELRUELLE-VOSSWINKEL, Nicole, "La recherche-action: nouveau paradigme de la sociologie?", In *Revue de l'Institut de sociologie*, no 3, 1980, p. 515.
- 18 Idem, pp. 519-520.
- 19 Voir Andrée FORTIN, "La sociologie, science de/dans la société", In *Sociologie et Sociétés*, vol. XII, no 2, octobre 1980, pp. 75-95.
- 20 SOULET, Marc-Henry, "La recherche qualitative ou la fin des certitudes", *op. cit.*, p. 23.

- 21 LAPERRIERE, Anne, "Pour une construction empirique de la théorie: la nouvelle Ecole de Chicago", In *Sociologie et Sociétés*, vol. 14, no 1, avril 1982, pp. 31-41. L'auteure présente brièvement l'approche de B.G. Glaser et A.L. Strauss, *The Discovery of Grounded Theory*, Chicago, Aldine, 1967.
- 22 Pour une évaluation de cette pratique de recherche, voir Guy LE BOTERF, *L'enquête participation en question*, coll. Théories et pratiques de l'Education permanente, Paris, 1981.
- 23 En fait, il faudrait établir plusieurs distinctions pour montrer comment les dualités étaient en bonne partie concomitantes et révèlent plusieurs "débats" des intellectuels de cette période. Nous nous permettons de grandes fresques générales pour illustrer le déplacement historique de la demande sociale de recherche. Consulter, pour plus d'analyses pénétrantes de cet aspect, G.-H. LEVESQUE, *Continuités et ruptures*, P.U.M., 1984; deux numéros de *Recherches sociographiques*, sur la situation de la recherche 1962-1984, no XXVI, 1-2 et no XXVI, 3, 1985.
- 24 LEFRANCOIS, Richard, "Les nouvelles approches qualitatives et le travail sociologique", dans Jean-Pierre Deslauriers (sous la direction de), *op. cit.*, pp. 157.
- 25 Une littérature de plus en plus abondante s'attache à analyser cette société à "deux vitesses". Pour la situation québécoise des précaires, Marc LESAGE, *Les vagabonds du rêve* (Vers une société de marginaux?), Montréal, Boréal, 1986.

AU SUJET DU SAVOIR

ANDREE FORTIN
Professeure
Université Laval

PREAMBULE

Qu'en est-il du chercheur sur le terrain poursuivant une démarche de recherche-action ou d'intervention? Quel type de savoir produit-il, pour, et avec qui? Et, comme c'est un lieu commun de rappeler que savoir et pouvoir ne sont que les deux faces d'une même médaille, comment se débrouille-t-il dans les jeux de pouvoir se déroulant dans le milieu qu'il étudie?

On pourrait reformuler cette question autrement: comment le chercheur et le savoir qu'il produit se situent-ils face: 1) aux "militants", à la "base" du groupe; 2) aux intellectuels organiques; 3) aux décideurs, quelle que soit la fonction qu'ils occupent, soit leader, membre du conseil d'administration ou permanent, et 4) aux autres chercheurs, au milieu intellectuel et académique?

C'est à tout cela que je voudrais réfléchir ici, et par la même occasion, répondre au texte que j'avais produit dans l'ouvrage collectif *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire* (Dupuis et al., 1982).¹ Ce texte, proposition méthodologique, s'intitulait "Au sujet de la méthode" (Fortin, 1982).² Six ans plus tard, la recherche est bel et bien terminée.

Avec du recul par rapport à la recherche proprement dite, à l'équipe et au milieu avec lequel j'ai travaillé, ce colloque s'avère un moment propice pour faire le point.

Mes propos compareront ce qui avait été prévu et ce qui avait été négligé, en insistant davantage sur ce qui était imprévu. Parmi les surprises du terrain, je traiterai de construction de la crédibilité, de leçon de modestie, des relations avec ces intellectuels organiques; parmi les bons coups, je réfléchirai sur la "douceur" de la méthode, sur le passage de l'observation à la participation puis à l'intervention et enfin, à la diffusion. Je vais bien entendu me référer à ma propre expérience auprès du Rézo coopératif d'alimentation saine du Québec (Fortin, 1985),³ mais aussi à celles de Eric Alsène (thèse de doctorat en préparation), de Yves Hurtubise (Hurtubise, 1984)⁴ et de Claude Bariteau (Bariteau, 1985).⁵

SURPRISES DU TERRAIN

Construire sa crédibilité

Tout d'abord, en ce qui concerne les surprises du terrain, il faut dire que même si nous avons pressenti la difficulté, nous avons sous-estimé la tâche de construire sa crédibilité auprès du milieu dans lequel on souhaite intervenir. Je ne parlerai pas ici de la crédibilité que le chercheur doit se construire dans le milieu académique souvent sceptique, sinon réfractaire à toute la démarche d'intervention.

Nous savions que "le terrain avait été brûlé" par des marxistes-léninistes radicaux ou des chercheurs brièvement apparus et aussitôt disparus, en quête au moins autant de qualification professionnelle que de savoir... Par "terrain brûlé", on entend une situation de réticence d'un groupe ou d'un mouvement qui, à la suite d'une mauvaise expérience avec un chercheur, se méfie de tout ce qui sort de l'Université au point souvent de refuser toute collaboration. Il fallait donc adopter une attitude d'échange inscrite dans une démarche à long terme, ne serait-ce que pour gagner la confiance du groupe, et avoir accès à autre chose qu'au discours officiel donné par le porte-parole des relations aux universitaires et/ou touristes de passage.

Cette démarche "différente" avec le groupe s'imposait pour pouvoir saisir le caractère émancipatoire (ou non) de certaines pratiques, ce qui entraînait des actions et des discours pouvant aller jusqu'à l'imaginaire. Notre premier souci était de **travailler avec les gens**, car les groupes ne se gênaient plus pour envoyer promener des chercheurs qui voudraient travailler **sur eux**, leur demandant temps, énergie et information, sans rien offrir en échange.

Il n'y a pas que le terrain qui puisse être brûlé; c'est arrivé aussi à certains chercheurs-intellectuels, qui ont semblé trop décrochés ou trop préoccupés uniquement de leur carrière académique. La réputation des chercheurs au Québec circule très vite, dans un sens ou dans un autre: un tel ou une telle est jugé acceptable, d'autres moins. Il n'y a pas que les intellectuels qui accordent des bons points (progressistes, émancipa-

toires, ou autres) aux groupes: ce jeu se joue à deux, et les chercheurs à leur tour se font évaluer et juger par les groupes.

Mais reprenons les choses au début, soit les premiers rapports entre le chercheur et le milieu en général, ceux entre "la base" et lui.

La chance au coureur

Quand le chercheur amorce son travail de terrain et établit ses premiers contacts avec le milieu, il reçoit rapidement une première leçon d'humilité qui devient à la longue une véritable cure de modestie. Il arrive donc sur le terrain plein de bonnes intentions de collaboration avec le milieu... mais le terrain ayant souvent été échaudé, il ne suffit pas de proclamer ses bonnes intentions et/ou d'exhiber ses diplômes et publications pour que les portes s'ouvrent. Et, à supposer qu'elles s'ouvrent, complication supplémentaire, le dit milieu ne sait pas trop quoi faire avec un chercheur académique tombé du ciel.

En effet, il existe habituellement sur le terrain plusieurs intellectuels organiques (souvent bien plus nombreux qu'on ne l'imagine de l'extérieur) qui produisent déjà des analyses et des réflexions. Dans ce contexte, qu'est-ce que le chercheur peut apporter de plus et de différent? On ne voit pas toujours très bien comment "l'utiliser", canaliser son énergie; autrement dit, ce qu'il a à offrir n'apparaît pas clairement. L'impression qui ressort est qu'un spécialiste en administration, en animation, en dynamique de groupe ou en levée de fonds serait plus utile qu'un sociologue. Bref, le sociologue qui prend contact avec un groupe

doit "se vendre", prouver qu'il servira à autre chose qu'à faire perdre du temps à un peu tout le monde.

Notre proposition était d'établir une sorte de protocole d'entente avec le groupe auprès duquel il fallait travailler. J'ai essayé pendant un ou deux mois mais j'ai dû y renoncer parce que je ne trouvais pas l'instance qui aurait pu la ratifier. Il faut dire que je suis arrivée en pleine réorganisation administrative... et au beau milieu de conflits de pouvoir et de personnalité. Dans l'hypothèse où le chercheur parvient à parapher une entente officielle, avec le conseil d'administration par exemple, cela ne l'avance pas nécessairement dans ses contacts avec la base. La mésaventure de Jean-Pierre Dupuis est très révélatrice à ce sujet. Rappelons brièvement que dans un premier temps, il était arrivé à une entente officielle avec le conseil d'administration du Regroupement des organismes communautaires et culturels de Rimouski (ROCCR) qui a par la suite été "annulée". La non-entente officielle ne l'a cependant pas empêché de développer de bons contacts avec la base et de réaliser sa recherche (Dupuis, 1985).⁶ Le principe de l'échange entre groupe et chercheur demeure important, mais ne s'accompagne pas nécessairement d'une entente écrite et explicite.

En fait, le projet du chercheur de travailler avec les gens et non sur eux les déconcerte souvent: il risque de n'intéresser vraiment qu'une ou deux personnes "au pouvoir" et autant parmi les intellectuels organiques. Les autres personnes auxquelles il a affaire l'accepteront ou non sur la base de son apparence, ou à travers un rôle ou un statut "acceptable". Bref, la construction de la crédibilité dans un mouvement social, dans un

groupe où les intellectuels organiques sont nombreux, ou dans un "terrain brûlé", est à recommencer à chaque nouvelle rencontre.

Les terrains de recherche ne sont pas facilement interchangeables. Autant le chercheur choisit un groupe, autant le groupe doit le choisir à son tour. Pour ma part, j'ai eu la chance de retrouver à la tête d'un comité important dans le Rézo, une amie et consoeur d'étude, Louise, et son "chum", un autre confrère de classe, également très engagé dans le Rézo. Inutile d'insister longuement là-dessus pour qu'on comprenne que ces connaissances ont beaucoup facilité "mes entrées" et mon intégration dans ce milieu: j'étais la vieille amie d'un couple très impliqué, très visible et très connu dans le Rézo. J'avais déjà croisé chez eux quelques membres du Rézo et, avant même qu'il soit question de cette recherche, Louise me présentait souvent à la blague en disant: "C'est quand j'habitais avec elle, sous sa bonne influence, que j'ai commencé à modifier mon alimentation". C'était une fameuse introduction car, j'y reviendrai, ma crédibilité dans le milieu de l'alimentation saine reposait **aussi** sur la façon dont je m'alimentais.

J'arrivais donc dans le Rézo, bien introduite par quelqu'un de "haut placé", une intellectuelle organique. Ceci m'a facilité l'**accès direct** au conseil d'administration et aux travailleurs, avantage non négligeable. Par ailleurs, j'ai aussi un statut: je suis aussi "la fille de *Possibles*", la revue qui, à l'automne précédent, avait organisé un colloque sur l'autogestion. Cela me confère le titre de "journaliste", dont au début j'essaierai de me défaire pour expliquer que je suis chercheure, payée par l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC). Cependant, je me reconcilierai bien vite

avec ce statut quand je réalise qu'à part quelques intellectuels organiques, cela n'intéresse personne, et qu'à la limite, cela met les gens mal à l'aise que je sois payée pour les étudier. Mais "journaliste", cela veut dire quelque chose; cela explique bien pourquoi je fouine partout, parle avec tout le monde, prends des notes pendant les réunions, lis attentivement les procès-verbaux des réunions des années précédentes. De même, Serge Bouchard, dans un contexte qui n'en était pas un d'intervention mais de terrain d'anthropologue auprès des camionneurs, en est venu à acquérir le statut de "journaliste" ou "d'écrivain", ce qui rendait son comportement acceptable et supportable à ses interlocuteurs (Bouchard, 1985).⁷

Bref, on voit mon nom au sommaire de *Possibles*, même si on ne lit pas la revue, et bientôt il apparaît aussi à celui du *Journal du Rézo*, qu'on ne lit pas nécessairement non plus. On voit aussi que je participe au Groupe de travail pour l'autogestion, que je publie un article sur un autre groupe autogéré, Le Café Campus. Donc, j'ai un statut crédible de "journaliste" qui explique mon comportement. Et puis, une journaliste, c'est quelqu'un qui écrit, pas obligatoirement quelqu'un qui a un doctorat, une autre chose menaçante, intrigante à tout le moins. C'est ainsi que plusieurs personnes, avec qui j'étais en contact régulier, ont été sidérées quand je leur ai annoncé que j'avais trouvé une "job" à Québec, non pas parce que cela me forçait à déménager à Québec, ma ville natale, mais parce que c'était une "job de prof..." et de professeure d'université en plus. Cela a été pour moi une surprise et une révélation d'apprendre que des gens à qui j'avais expliqué ma démarche au début de mon intervention l'avaient totalement oubliée (tout comme mon diplôme) un an plus tard.

Comme je le mentionnais un peu plus haut, la crédibilité personnelle n'est jamais définitivement assurée; chaque nouvelle personne que l'on rencontre doit être rassurée. Combien de fois ai-je recommencé, avec des gens de "la base" surtout, la discussion sur la façon dont je m'alimentais; on ne me demandait pas d'être puriste mais d'être articulée, de "défendre" mon panier de provisions. Cette discussion à répétition est une autre conséquence du "brûlage" du terrain déjà évoqué. On tolère mal le "faites ce que je vous dis et non ce que je fais", l'écart trop grand entre le discours, les intérêts académiques et les pratiques. Pour étudier le changement social auprès de gens engagés dans ce processus, il faut soi-même y être impliqué personnellement, d'une manière ou d'une autre.

En conclusion sur la construction de la crédibilité du chercheur sur le terrain, je dirais que c'est quelque chose de multidimensionnel et de fragile. Pour ma part, je pense bien que même sans mon amie Louise, sans **Possibles** et le Groupe de travail pour l'autogestion, j'aurais réussi à m'insérer dans le Rézo, mais le processus aurait été plus long et le résultat, différent.

Leçon de modestie

L'intégration dans un milieu se fait d'abord en tant que personne. Assez rapidement, il faut se faire une place d'intellectuel ou de chercheur. Et s'il flotte une ambiguïté sur le "Qui suis-je?" et le "Qu'est-ce que je viens faire ici au juste?", il s'en développe également une sur le "Qu'ai-je à dire?" et surtout "Qu'ai-je à dire de spécifique?". En effet, de par leur nature, les

mouvements sociaux et groupes communautaires sont truffés d'intellectuels organiques. Certains sont autodidactes, d'autres ont des diplômes universitaires en service social, anthropologie, science politique, philosophie, littérature, génie, diététique, éducation physique, mathématiques, informatique, pour ne nommer que ceux-là. Tous ces gens ont une réflexion très articulée sur leur pratique et cela m'a souvent impressionnée. Pendant ma première année d'enseignement, alors que se poursuivait mon implication auprès du Rézo, il me semblait que la profondeur de leur analyse surpassait de loin ce qu'on pouvait entendre dans des colloques universitaires (et que dire des séminaires des gradués!), même si le vocabulaire était différent.

Quand on arrive sur le terrain, on écoute, on prend des notes et on réalise vite que même si on a une bonne grille d'analyse ou des concepts qui collent bien à une situation, on ne réinventera ni la roue, ni une analyse totalement neuve et originale sur le processus en cours. Le doute et le découragement affleurent: qu'est-ce qu'on pourra bien apporter de neuf? Ne sera-t-on que la caisse de résonance de certains discours qu'on systématisera en termes plus sociologiques? Ce faisant, ne renonce-t-on pas à toute distance critique? La distance critique et l'autocritique face à ses actions ne sont pas des privilèges exclusifs aux intellectuels et sociologues patentés! Plus le milieu ou le groupe qu'on étudie est gros et a un passé, plus on y trouve de factions, des cliques, des opposants, des discours critiques fort systématiques. En passant, quand je suis arrivée dans le Rézo, les conflits faisaient rage: les discussions concernaient l'orientation même du Rézo, ses objectifs et les meilleurs moyens pour y parvenir, bref les discours critiques, ce n'était pas cela qui manquait! Le

chercheur doit avoir la modestie d'admettre que les gens ne l'ont pas attendu pour réfléchir sur leur action et qu'ils ont des opinions fort pertinentes.

Bien sûr, même si on a l'impression de n'être qu'un écho, on ne renvoie pas le même écho à tous les discours. On en privilégie certains, parfois on les réorganise, on les resystématise. Pendant qu'il rédigeait son ouvrage sur le ROCCR, Jean-Pierre Dupuis m'a dit avoir l'impression de faire un vaste collage de citations. Dans le même ordre d'idées, Bariteau raconte comment des conversations avec des Madelinots ont fait avancer sa propre réflexion sur les Iles de la Madeleine. Après quelques années de recherche, il est arrivé aux mêmes conclusions que celles partagées par plusieurs "gens de la place", mais en les formulant différemment (Bariteau, 1985).⁸

Ce rapport ambigu du savoir populaire et du savoir plus académique ne se retrouve pas que dans le contexte de l'intervention sociologique. Daniel Bertaux, en parlant du matériel autobiographique, déclare:

Pourtant, il faut mettre l'accent sur le potentiel d'expression "scientifique" des récits de vie. Il est faux de croire qu'un récit de vie est, par nature, préthéorique (ou préanalytique), et que les idées, les concepts, les descriptions en profondeur n'ont d'autre forme d'expression que le discours théorique.

Tout d'abord, pour qui se donne la peine, il y a des trésors d'idées à trouver dans les récits de vie. Certes, il

s'agit d'éclairs sur un fond narratif obscur. Mais c'est largement à partir de ces éclairs que se construira le discours sociologique (1986: 31).⁹

Dans la recherche que je termine en ce moment et portant sur les réseaux d'échange et de sociabilité, j'ai l'impression que pour chacune des phrases qui apparaît dans l'analyse finale, on pourrait en retrouver le "double" dans les entrevues, en des mots un peu différents, dans un style parlé et non écrit.

Cette relation de réciprocité ou de miroir entre le savoir des acteurs et celui des chercheurs est le lot de toutes les recherches procédant à partir de matériel qualitatif. Il faut, comme dit Bertaux, se donner la peine, se mettre à l'écoute comme ces anthropologues qui, plongés dans une société autre, redeviennent enfants (Dorais, 1985).¹⁰ Bien sûr, dans le simple choix des propos auxquels on donne écho, dans la manière dont on les reformule prend place un travail d'analyse qui n'est pas nécessairement facile. Ceci dit, en contexte d'intervention sociologique, le rôle du chercheur dans la production du savoir ne s'arrête pas à la mise en forme d'un discours. Il faut aussi le mettre en circulation.

Intervenir... auprès de qui? Comment?

En ce qui concerne l'intervention sociologique proprement dite, je ne pense pas que sa dimension la plus importante soit les réunions que l'on préside, les rapports ou procès-verbaux que l'on rédige, les corvées auxquelles on participe. Le coeur de l'intervention, ce sont plutôt les

débats ou à tout le moins les discussions que l'on crée, puisqu'on ne cherche pas uniquement à faire avancer le savoir en général, c'est-à-dire universitaire, mais aussi celui des gens dans l'action. Le chercheur n'est pas là pour dire aux gens quoi faire ni quoi penser, mais pour éclairer des enjeux et provoquer des débats.

Mais comment? Vraisemblablement pas en produisant des documents de trois cents pages! Il faut bien se rendre à l'évidence: les gens lisent peu, soit par manque de temps, soit par goût. Un long rapport ne sera pas lu, sauf par les deux ou trois intellectuels organiques avec qui, de toute façon, on en aura discuté d'avance... Des "briques" n'attirent, en général, que des commentaires du genre "C'est très intéressant" ou "Quel beau (gros) travail", "A la page 128, quand tu dis qu'en 1981 le comité exécutif a pris telle décision, en fait c'est en 1980 que le conseil d'administration en avait discuté la première fois et...". Bref, des commentaires très généraux ou des détails. Ici, je ne crois pas avoir été spécialement chanceuse ni malchanceuse: Jean-Pierre Dupuis (1985)¹¹ et Yves Hurtubise (1984)¹² ont rapporté de semblables difficultés à obtenir des commentaires "de fond" sur leurs travaux.

Il est de même délicat, souvent impensable, de convoquer une réunion autour d'un texte (même court) quand les gens ont déjà des horaires surchargés. Au mieux peut-on mettre un document synthèse à l'ordre du jour d'une réunion déjà prévue mais là encore, on risque de n'obtenir que des réactions floues et décevantes. Reste quoi? Entre autres des rencontres en tête-à-tête, ou en tout petit groupe avec des

gens spécialement motivés par l'amitié, l'intérêt ou parce qu'ils sont "au pouvoir".

Pour la communication des résultats de l'intervention, nous devons trouver d'autres formes et profiter des canaux d'expression déjà existants. A l'époque où je travaillais avec le Rézo, il existait un journal interne à la fois dans le Rézo, *Le Journal du Rézo*, et à la coop St-Louis, *La filière naturelle*, où j'ai pu diffuser certaines analyses et les tester, en quelque sorte. Claude Bariteau, impliqué aux Iles de la Madeleine, a de même publié plusieurs articles dans trois journaux régionaux (Bariteau, 1985).¹³ On pourrait penser aussi à des radios communautaires, à la télévision communautaire... Je dois dire que ce sont ces textes assez brefs qui ont provoqué le plus de réactions spontanées; j'ai pu rejoindre ainsi une grande partie des militants du mouvement à travers le Québec.

La réaction la plus intéressante que j'ai suscitée, c'est quand *Le Journal du Rézo*, pourtant à l'affût d'articles, a refusé un des miens. Je n'en étais pourtant pas à ma première participation à ce journal puisqu'on m'invitait régulièrement aux réunions du comité de rédaction, à la fois en tant que collaboratrice régulière et chercheuse sur le Rézo. Ce texte m'apparaissait assez inoffensif, mais dans le contexte de tensions de l'époque, il avait touché un point sensible.

Cette histoire qui aurait pu mal tourner s'est très bien terminée; grâce à ce refus, j'ai mieux cerné les conflits de pouvoir et cela m'a donné le prétexte à une série d'entrevues systématiques auprès des membres et

anciens membres du conseil d'administration et des travailleurs. Il reste que la plupart du temps, j'ai dû aller chercher les seuls commentaires sur mes textes; quelques-uns des "anciens" du Rézo et des intellectuels organiques m'ont relue et ont discuté avec moi de telle ou telle partie qui les intéressait davantage.

Tout ceci pour dire que malgré mes articles dans *Le Journal du Rézo* et *La filière naturelle*, je ne sais pas à quel point j'ai rejoint "la base" et l'ensemble du mouvement, quoique lorsque je me présentais, je voyais bien que mon nom n'était pas inconnu. Avait-on lu mes articles ou simplement vu mon nom au sommaire, voilà la question. J'ai souvent eu l'impression de travailler et d'intervenir surtout auprès des intellectuels organiques. C'est seulement auprès d'eux que je pouvais "mesurer", "sentir l'effet intervention": je discutais avec eux, je leur posais des questions; ils réagissaient à mes propos, à ma présence. Pour moi, ces discussions ont été très importantes et m'ont grandement aidée à préciser mes idées.

Non moins important est le dialogue avec des interlocuteurs en dehors du milieu, avec des sceptiques, des avocats du diable qui forcent le chercheur à prendre du recul. Dans le cas d'une intervention qui se déroule dans notre propre société, le recul avec le milieu étudié reste difficile, même si on ne le connaissait pas du tout initialement. Il est d'autant plus important alors de cultiver sa distanciation par des discussions, ou en se plongeant périodiquement dans d'autres milieux.

Entre intellectuels

En résumé, dans le cadre d'une intervention sociologique, les interlocuteurs privilégiés du chercheur sont les intellectuels organiques qui, éventuellement à titre de relais, répercuteront leur et notre réflexion. Ce sont eux aussi les informateurs-clés sur l'histoire et le fonctionnement du groupe qui réagiront à nos propos, collaboreront le mieux ou mettront le plus de bâtons dans les roues.

Ces intellectuels sont très nombreux. Gramsci dirait que tout militant est un intellectuel; chose certaine, la plupart des militants sont articulés même si leur réflexion ne coule pas à travers le moule et les concepts universitaires. Diplômés ou autodidactes, ils seront d'autant plus nombreux que le projet du groupe ou mouvement auquel ils appartiennent est en rupture par rapport à l'ordre dominant, à l'**American way of life**. On sait que plus on "monte" dans les instances d'une organisation quelconque — jusqu'au conseil d'administration ou en général jusqu'aux sphères décisionnelles — plus le nombre d'intellectuels augmente. Ceci n'est pas uniquement le cas des groupes communautaires; on trouve la même chose dans un Centre local de services communautaires (CLSC), un hôpital, une coopérative d'habitation ou de taxi. Le cas extrême a été raconté par Jean-Pierre Dupuis, intellectuel cherchant à intervenir dans un regroupement d'organismes, c'est-à-dire auprès d'intellectuels. Et entre intellectuels, il y a souvent de la complicité qui s'installe, mais aussi parfois de la compétition.

Jeux du savoir et du pouvoir

Si intervenir provoque le débat et cerne des enjeux, voilà un facteur insécurisant pour le milieu qui ne sait déjà pas trop quoi penser d'un sociologue en tant que tel. Aux questions, on préférerait à tout coup des recommandations de la part d'un "expert" au service du milieu. La pression est très forte pour la formulation de recommandations. Si le sociologue s'entête à poser des questions, de l'autre côté, on s'entête à lui demander: "Et toi, qu'est-ce que tu en penses?", "Qu'est-ce que tu ferais?". Le refus de prendre position et de trancher sur ce qu'il serait bon ou préférable de faire, est parfois senti comme une trahison, comme une démission face à la responsabilité d'un pouvoir lié au savoir.

C'est là que se joue une des parties les plus délicates de l'intervention: la tension du pouvoir. Le milieu auprès duquel oeuvre le chercheur est probablement en perpétuelle recherche d'énergie, de compétences, de "personnes-ressources", et à cause de cela, on le harcèlera de demandes. Si le chercheur argue qu'il désire attendre la fin de sa recherche avant de s'impliquer dans le processus décisionnel, on le pressera de finir et on reviendra à la charge!

C'est un moment très périlleux, car la démarche d'intervention suppose que le chercheur s'implique auprès du milieu: s'il ne le fait pas, soit qu'il "le brûle" ou qu'il "se brûle" ou qu'il fasse une recherche "ordinaire". Ne serait-ce que pour des questions d'éthique, le chercheur doit au milieu une grande disponibilité et une expertise, toujours sous forme interrogative plus que normative, même quand la démarche de

terrain et d'intervention proprement dite est terminée. Sinon, la recherche n'aura été qu'un moment dans la carrière du chercheur. Disons tout de suite que l'intervention "réussie" est non seulement un moment dans la carrière mais surtout un moment dans la vie...

La tentation du pouvoir est toujours présente: ayant comme interlocuteurs privilégiés les intellectuels organiques et les décideurs, le chercheur se retrouve rapidement au coeur des jeux du pouvoir. Quand des factions s'opposent, le simple fait de parler avec quelqu'un, de l'interviewer, de prendre un repas ou une bière avec lui sera perçu comme un geste "politique". Quand les conflits sont exacerbés, il est très difficile de surnager à ces conflits. Pourtant, c'est indispensable pour conserver sa crédibilité. Parfois, ce sont des gestes, des attitudes, des affinités interpersonnelles qui trahissent nos opinions. Ceci est un autre exemple de la trajectoire impossible du chercheur dont je parlais dans "Au sujet de la méthode" (1982).¹⁴ Le chercheur ne doit pas prendre position, pour des raisons théoriques, épistémologiques, éthiques et pratiques: on le lui tolérerait pas. Cela serait vu comme de l'ingérence de formuler des recommandations à l'ensemble de l'organisation, même si on le lui demande, si on l'en presse. Prendre parti dans les chicanes internes, ce serait quitter son rôle "d'expert" et perdre toute crédibilité. Cependant, la personne derrière le chercheur a beaucoup de mal à rester neutre.

Et plus le chercheur évolue longtemps dans un milieu donné, plus il a la tentation de prendre position, plus les pressions se font fortes sur lui et plus il est difficile d'y résister. Quand cela fait plusieurs mois qu'on "traîne" dans un milieu, on ne peut éviter de s'y faire des amis. Comme on

peut se rendre compte dans les avant-propos de recherches ayant été menées par observation participante, recherche-action ou intervention, ces informateurs-clés deviennent des amis, c'est un phénomène très courant. Et lorsqu'on a des amis dans le milieu ou l'organisation au départ, c'est très difficile, je dirais même déchirant, de dire non à des amis.

En ce qui me concerne, j'ai employé une solution radicale, mais je ne la conseille à personne: une fois le manuscrit terminé et pré-diffusé, alors que les pressions étaient les plus pressantes, j'ai été malade. On s'est habitué à moins me voir, à me voir plus par amitié que par travail. Ce qui ne m'empêche pas de rester disponible, "pour les grandes occasions", mais plus sur une base régulière comme auparavant. Aussi difficile et délicate que l'entrée sur le terrain, la sortie cause des sueurs froides au chercheur. Comment se retirer tout en demeurant disponible?

Pour conclure cette section sur ce que nous n'avions pas prévu dans les relations entre le chercheur et le milieu, je dirais que si nous avions prévu que tout n'irait pas de soi, nous avions mal cerné les deux termes de cette relation: c'est-à-dire que si c'est parfois difficile pour le chercheur, cela l'est tout autant pour le milieu auprès duquel il intervient. La construction de la crédibilité du chercheur est toujours à recommencer, la tentation du pouvoir toujours présente.

Je voudrais maintenant brièvement revenir sur quelques-unes des idées proposées dans l'article précité et qui concernent soit le savoir, soit le producteur de ce savoir (Fortin, 1982).¹⁵

NOS BONS COUPS

Douceur de la méthode

Nous proposons l'intervention sociologique comme une nouvelle relation sujet/objet dans la recherche sociologique, et comme une méthode douce pour l'environnement social, au même titre que des technologies respectueuses des cycles et rythmes écologiques qualifiées de "douce". A ce sujet, je voudrais mettre la pédale douce. J'ai déjà évoqué le malaise que l'intervention peut provoquer dans le milieu mais cela fait partie du jeu: si "le milieu" est traité comme sujet et non plus comme objet, il ne faut pas se surprendre qu'il ait des réactions dont le chercheur subit parfois les contrecoups. Mais dans l'ensemble, cette méthode me semble "douce" en ce qu'elle respecte les gens "étudiés" qui sont considérés comme sujets et non comme objets. Je continuerai donc à la prôner.

Cependant, il faut être conscient que l'intervention est loin d'être "douce" pour le chercheur! Je dirais même que, par moments, elle est très violente, ne serait-ce qu'en termes d'horaires, ce qui n'est pas sans répercussions sur la vie sociale, personnelle et même amoureuse du chercheur. On ne peut pas faire de l'intervention à temps partiel ni sans s'y engager entièrement. C'est en ce sens que la recherche devient une partie de la vie du chercheur et non seulement de sa carrière. Cela dérange! Il n'y avait pas que l'appréhension intellectuelle: serais-je à la hauteur, arriverais-je à faire une recherche intéressante pour moi, pour le Rézo... et "mon commanditaire", l'Institut Québécois de la Recherche sur la

Culture, trois ordres d'exigences pas toujours faciles à réconcilier. Il y avait aussi le fait de savoir que je mettais le pied dans un nid de guêpes traversé de conflits internes. L'ennui de penser qu'il fallait tout remarquer, se souvenir de tout pour remplir au retour un carnet de notes, exercice fastidieux mais indispensable qui gâche le plaisir qu'on peut avoir par moments d'être là, de jaser, de manger, de fêter.

Comme il s'agit d'intervention, il s'agit aussi selon l'expression de René Lourau d'implication de la part du chercheur; on se fait des amis ou des ennemis, peut-être des amours. De tout cela, Jean-Pierre Dupuis a essayé de rendre compte dans son ouvrage. A la fin, en particulier, et comme par hasard, il parle aussi de "leçon d'humilité", tout comme moi, d'une façon différente par des intermèdes ou dans ma tirade sur le Café. A ce titre, j'ai apprécié les confidences de Lourau dans *L'Analyseur Lip*: il y raconte comment ils avaient été perturbés, sa femme et lui, pendant "l'affaire Lip" (Lourau, 1974).¹⁶

Bref, parler de méthode douce en ce qui concerne l'intervention, oui et non! Pour le chercheur, la méthode douce est celle qu'il fait dans son bureau! Dès qu'il en sort, il s'expose à toutes sortes de choses.

De l'observation à la participation puis à l'intervention

En relisant mes notes de terrain pour préparer cet article, ce qui m'a le plus étonnée, c'est comment, en quelques mois, j'étais passée de l'observation à la participation. Au début, j'écoute, j'observe et je pose des questions; puis, à la fin, je suggère, je rappelle et je taquine. Au bout de

quelques mois, ma crédibilité à peu près établie, je savais que je pouvais commencer l'intervention proprement dite et avec des libertés qu'au début je n'aurais pas osées prendre. En effet, intervenir par des textes, cela permet de rejoindre beaucoup de gens, mais cela se fait à long terme. Des fois, des interventions à court terme s'imposent, mais comment?

Pour préserver la douceur de la méthode, ma crédibilité et ma personnalité, j'ai autant que possible utilisé l'humour. Voici deux exemples: un d'intervention très spontanée, un autre moins. Le Rézo, comme tout milieu intégré avait, au début des années '80 des normes bien précises, et cela jusqu'au niveau vestimentaire: en ce qui concerne les femmes, la jupe paysanne (fleurs, dentelles et volants) y était de mise. Malheureusement, ayant vécu l'adolescence à l'époque de Mary Quant et de Sergent Pepper, je n'ai jamais été à l'aise dans cet attirail. Pendant des années j'ai porté le pantalon, tenue qui fut la mienne pendant les premiers mois de ma présence dans le Rézo. Or entretemps, quelle n'était pas ma joie, les jupes raccourcissaient dans l'ensemble de la société. J'ai été une des premières, dans le Rézo, à apparaître aux réunions en "mini jupe". Ce faisant, je transgressais une norme et on me le faisait bien sentir. Ce qui me donnait une excellente occasion de répliquer avec humour et de délirer quelque peu sur le conformisme des non-conformistes. Ça, c'était l'exemple d'intervention spontanée! Je n'en pouvais plus de l'alternative jupe paysanne/pantalons. L'autre intervention fut mijotée quelque temps et avait été testée auparavant dans une assemblée générale d'étudiants en sociologie. A une réunion du conseil d'administration de la Coop St-Louis qui s'enlisait désespérément (comme à l'habitude, hélas), j'ai tiré de mon sac à main un petit contenant de plastique à l'allure inoffensive, et j'ai

commencé à faire des bulles de savon. Tout le monde a bien ri... et a compris. La réunion a redémarré! (Ce truc que je vous conseille ne peut malheureusement être utilisé qu'une seule fois!).

Le "coup de la minijupe" a peut-être l'air banal, mais la réaction des gens ne l'a vraiment pas été. Comme dirait Lourau encore, cela a servi d'analyseur, de point sensible qui révèle les contradictions. Si cela peut se faire dans l'humour, et bien tant mieux! L'intervention n'a pas à être grave tout le temps.

Imaginaire et vie quotidienne

La méthode d'intervention telle que nous la proposons permet, je crois, d'aller plus loin dans l'exploration de l'imaginaire et de la vie quotidienne que des méthodes classiques ou des interventions sociologiques du type de celle de Touraine. Marc Lesage a pratiqué une telle intervention auprès du Syndicat des sans emplois de la CSN. L'espace manque pour développer davantage, mais ses résultats sont d'autant plus fructueux qu'il s'est quelque peu écarté de la méthode de Touraine (Lesage, 1986).¹⁷ En effet, ce type d'intervention confine au niveau du discours et ne permet pas, sinon exceptionnellement, de confronter discours et pratiques. Sans observation participante, les analyseurs sont difficiles à repérer. Dans mon cas, sans observation participante, je n'aurais pas eu l'idée du café comme analyseur, les relations hommes/femmes ne m'auraient pas semblé aussi problématiques.

La confrontation des discours et des pratiques est d'autant plus pertinente qu'on a affaire à des intellectuels organiques nombreux et qui contrôlent bien leur discours. Ils savent tout à fait quoi dire à une sociologue, ils passent haut la main leur examen oral! C'est dans la vie quotidienne que surviennent réflexions et comportements révélateurs.

C'est pourquoi je n'ai pas fait d'histoires de vie, ce qui aurait demandé beaucoup de temps que je croyais pouvoir mieux utiliser en observation participante. J'ai tout de même réalisé une série d'entrevues à la demande même du *Journal du Rézo* comme je le mentionnais plus haut. Celles-ci ne m'ont pas appris grand chose que je ne savais pas déjà à part deux ou trois détails sur l'histoire du Rézo. Les discours étaient très prévisibles après un an d'observation participante, de prise de notes aux réunions et de rédaction de carnets de terrain. Sauf que j'ai toujours les bandes pour les sceptiques qui voudraient entendre de leurs propres oreilles les membres du Conseil d'administration de la Balance, les travailleurs et les membres expliquer que ce qu'ils veulent c'est ni plus ni moins que changer le monde, en commençant par leur monde, par leur vie à eux.

Le discours n'est que le premier niveau des "pratiques émancipatoires". Doit venir le moment où on ne l'écoute plus, ne l'entend plus (où on en est saturé, comme dirait Bertaux) et où on peut et doit être attentif à autre chose.

Travailler avec les gens et non sur eux

Ce que je retiens le plus de la méthode, c'est finalement le mot d'ordre "travailler avec les gens et non sur eux". J'avoue que même si c'était moi qui avais rédigé la proposition méthodologique dans *Les Pratiques émancipatoires en milieu populaire*, une fois en situation, j'ai à peu près oublié tout ce que j'avais écrit à l'exception de cette phrase qui a été mon garde-fou, ma balise. Dans cette maxime, il y a "avec", mais il y a aussi "travailler".

Cette phrase, cependant, exprime une philosophie, une manière d'être et ne recèle pas en tant que tel de mode d'emploi. La question demeure toujours: comment apprivoiser des gens qui, après tout, n'ont pas vraiment passé de commande au chercheur?

Note sur la diffusion

Je terminerai comme dans le texte "Au sujet de la méthode", en traitant de diffusion. La diffusion du savoir produit dans le contexte de l'intervention est un élément essentiel, constitutif même de l'intervention. A la limite, le mode de diffusion est la différence principale entre une recherche "ordinaire" et une intervention.

La diffusion dans le groupe ou dans le milieu avec lequel le chercheur a travaillé est de toute façon indispensable du point de vue éthique. Elle doit être sans concession dans sa forme et sa rigueur. Il faut dire ce que l'on a à dire, même si cela choque. Il est important de travailler

aussi à un style d'écriture, à un ton qui ne soit **ni académique** (c'est-à-dire pédant, encombré de terminologie spécialisée, et endormant!), **ni paternaliste**, c'est-à-dire tout en phrases de trois mots! N'oublions pas que nos lecteurs sont le plus souvent des intellectuels organiques et ne nous faisons pas d'illusions: ils lisent peu, mais ils savent lire!

La diffusion doit être large, c'est-à-dire en tout ou en parties, "extra-universitaire". En effet, à la limite encore, ce savoir n'intéresse les universitaires qu'à titre de pièce de collection, qu'élément d'un dossier, ou du savoir universel (hum!?), alors que pour d'autres groupes, d'autres mouvements auprès desquels il n'y a pas eu d'intervention proprement dite, le savoir produit en contexte d'intervention peut les aider à cerner leurs propres enjeux et à mieux formuler leurs propres débats. J'aurais envie de dire que l'interlocuteur du chercheur, son public-cible, ce n'est ni le prince ni le mandarin, mais le peuple et ses élites (intellectuelles).

En terminant, je dirais simplement qu'il est plus facile de parler d'intervention que d'en faire. Je continue à croire que l'intervention sociologique est la meilleure, parfois la seule, façon de procéder si on veut travailler avec/sur des groupes communautaires et des mouvements sociaux. Dans ce type de recherche, on ne renonce pas plus et pas moins à la "fonction critique" de la recherche, que si l'on travaille pour ou sur l'Etat.

REFERENCES

- 1 DUPUIS, Jean-Pierre, FORTIN, André, GAGNON, Gabriel, LAPLANTE, Robert, RIOUX, Marcel, *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982.
- 2 FORTIN, Andrée, "Au sujet de la méthode", dans Jean-Pierre Dupuis et al., *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1982, pp. 79-122.
- 3 FORTIN, Andrée, *Le Rézo, essai sur les coopératives d'alimentation saine au Québec*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1985.
- 4 HURTUBISE, Yves, *Autogestion dans les coopératives d'habitation au Québec*, thèse de doctorat, Paris, Ecole des hautes études en sciences sociales, 1984. (Une copie est disponible à la bibliothèque de l'Université Laval.)
- 5 BARITEAU, Claude, "De la cueillette à l'échange sur le terrain", dans Serge Genest (éd.), *La passion de l'échange: terrains d'anthropologues du Québec*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1985, pp. 272-291.
- 6 DUPUIS, Jean-Pierre, *Le ROCC de Rimouski, La recherche de nouvelles solidarités*, UQAC, Québec, 1985.
- 7 BOUCHARD, Serge, "De la nécessité des voyages inutiles", dans Serge Genest (éd.), *La passion de l'échange: terrains d'anthropologues du Québec*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1985, pp. 67-84.
- 8 *Idem.*

- 9 BERTAUX, Daniel, "Fonctions diverses des récits de vie dans le processus de recherche", dans Danielle Desmarais et Paul Grell (éd.), *Les récits de vie, théorie, méthode et trajectoires types*, Montréal, St-Martin, 1986, pp. 21-34.
- 10 DORAIS, Jean-Jacques, "Un sauvage chez le vrai monde", dans Serge Genest (éd.), *La passion de l'échange: terrains d'anthropologues du Québec*, Chicoutimi, Gaétan Morin, 1985, pp. 85-99.
- 11 *Idem.*
- 12 *Idem.*
- 13 *Idem.*
- 14 *Idem.*
- 15 *Idem.*
- 16 LOURAU, René, *L'analyseur Lip*, Paris, Union générale d'éditions, coll. 10-18, 1974.
- 17 LESAGE, Marc, *Les vagabonds du rêve, vers une société de marginaux?*, Montréal, Boréal, 1986.

LES FORCES ET LES LIMITES DES METHODES QUALITATIVES DANS L'ETUDE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

ROBERT A. STEBBINS
Professeur
Université de Calgary

Il n'y a pas, dans les sciences sociales, de meilleure façon d'utiliser les méthodes qualitatives ou exploratoires de recherche que dans l'étude des mouvements sociaux¹. La naissance et le déclin de ces mouvements ne sont pas chose nouvelle dans les sociétés occidentales. En fait, ces additions et soustractions dans la liste actuelle des mouvements se produisent si souvent qu'il n'a pas été possible pour les spécialistes des sciences humaines de tous les étudier. C'est la diversité de tous ces mouvements sociaux ainsi que leurs caractéristiques spécifiques, bien plus que leur nombre total, qui justifient l'utilisation de méthodes d'exploration pour découvrir leur nature et leur fonctionnement.

Mais pourquoi l'exploration est-elle si appropriée pour la recherche dans ce domaine? Pour répondre à cette question, commençons par dire que l'un des principes fondamentaux de l'approche exploratoire est de maintenir une certaine flexibilité pendant la phase de la cueillette des données. Les chercheurs utilisent alors tous les moyens éthiques disponibles pour réunir le plus grand éventail possible de données; toutes les informations pertinentes sont regroupées afin d'explorer à fond le domaine à l'étude. Un second principe à retenir est que cette recherche

extensive doit être menée avec la plus grande ouverture d'esprit possible. Il faut reconnaître qu'une ouverture d'esprit complète, une *tabula rasa*, est impossible à atteindre. Néanmoins, pendant la cueillette des données, les chercheurs qualitatifs doivent essayer de suspendre et de mettre en veilleuse les théories déjà établies afin que les spécificités du groupe, de l'événement ou de la situation à l'étude puissent apparaître et être reconnus par le chercheur.

Lorsqu'on compare ces principes avec ceux de la recherche validée, notamment le contrôle et la prédiction, alors les principes de flexibilité et d'ouverture d'esprit nécessaires à la recherche exploratoire permettent l'examen de la diversité et la spécificité des mouvements sociaux. Non pas que les méthodes de validation n'aient pas de place dans l'étude des mouvements sociaux: rien n'est plus éloigné de la vérité et leur contribution dans ce domaine devient évidente lorsque nous considérons les limites des méthodes qualitatives. Cependant, commençons par présenter leurs forces.

FORCES DES METHODES QUALITATIVES

Jusqu'à présent, nous avons identifié sept points forts des méthodes de recherche exploratoires dans l'étude des mouvements sociaux. Il faut le dire, l'exploration facilite la découverte des propriétés distinctives des mouvements sociaux à savoir la perspective, l'enthousiasme, les activités et l'organisation, les déclarations ou les énoncés formels, l'histoire, les conflits internes et les relations extérieures. Nous pensons que ces techniques, de même que l'observation participante,

l'entrevue non structurée et l'analyse de contenu, conduisent de façon significative à une meilleure compréhension de ces propriétés, certainement mieux que les techniques de validation.

Le **contexte** d'un mouvement social concerne la représentation collective de ses membres; celle-ci s'est élaborée autour du ou des problème(s) que le mouvement espère résoudre. Il s'agit d'une forme de réalité sociale — le monde vu par les membres du mouvement. Un contexte est composé des valeurs, croyances, attitudes, sentiments et objectifs partagés par un groupe ou une catégorie de gens²⁻³. C'est à travers leur vision partagée que les membres d'un mouvement considèrent, de façon sérieuse, que le monde est problématique et qu'il requiert une action spéciale. Si le chercheur est admis à participer aux activités courantes du mouvement (réunions, démonstrations, conférences, discussions), il peut connaître son contexte grâce à des données de première main. S'étant intégré dans les discussions et les actions des membres, le chercheur acquiert alors connaissance sur leurs représentations collectives.

Dans l'étude des mouvements sociaux, l'**enthousiasme** se réfère au degré d'engagement émotif des membres dans la poursuite des objectifs du mouvement. A l'instar du contexte, la nature et l'intensité de l'enthousiasme sont mieux perçues à travers la participation directe du chercheur au mouvement étudié. L'enthousiasme transparaît dans l'expression émotive des membres (colère, peur, pitié, haine), dans les sacrifices qu'ils font pour aider à atteindre les objectifs du mouvement (dons financiers, risques physiques, dépenses de temps et d'effort), et

dans leur volonté de progresser vers l'atteinte des buts du mouvement (encouragements, découragements, pessimisme, optimisme). En fait, l'enthousiasme révèle l'intérêt des membres et leur profond désir de contribuer à la réalisation des objectifs du groupe.

Le chercheur qualitatif attentif **aux activités et à l'organisation** d'un mouvement en particulier doit identifier les moyens concrets par lesquels les membres tentent d'atteindre leurs objectifs. Parmi ces moyens, il y a la rédaction de lettres, articles et livres, le lobbying auprès du gouvernement, la pression sur les individus influents, la tenue de conférences, l'organisation de manifestations et parfois l'exécution d'actes illégaux tels les incendies criminels, les menaces par téléphone et par courrier, et même les agressions. Avec l'aide de leurs techniques de recherche, les chercheurs sur le terrain sont dans une excellente position pour observer directement plusieurs de ces moyens et pour comprendre comment ils sont organisés.

Il en découle que les chercheurs qualitatifs sont aussi en position de voir comment ces activités sont reliées aux buts et à l'organisation du mouvement. Ainsi, dans les mouvements qui disposent d'une organisation formelle minimale, on voit comment ils font le lien entre leurs activités et la réalisation de leurs objectifs. Dans les mouvements plus anciens et plus organisés, les tendances développées n'ont parfois aucun rapport et peuvent même être nuisibles aux objectifs du mouvement. Michels⁴ et plus tard Zald et Ash⁵ ont décrit les tendances vers l'oligarchie, le professionnalisme, l'éclatement et la sur-bureaucratiation comme étant des facteurs pouvant affecter l'organisation de mouvements sociaux et des

associations volontaires. Ces contradictions sautent aux yeux du chercheur qui se donne la peine d'aller sur le terrain.

L'identification **d'énoncés ou de déclarations formels** qui sont faits par les membres et les organisations d'un mouvement dépend, à un haut degré, de l'analyse de contenu⁶⁻⁷. Cette technique sert à débusquer les thèmes communs qui émergent des communications formelles entre le mouvement et la partie de la population qu'il espère persuader de changer. Ces communications se présentent sous la forme de brochures, d'articles, de livres, de films, d'affiches, de t-shirts, de posters, d'entrevues radiodiffusées et télédiffusées et de communiqués de presse. L'observateur participant peut ainsi décoder le raisonnement que supportent le choix des mots et des images utilisés dans ces déclarations formelles.

L'analyse de contenu sert aussi à l'étude du mouvement en question. Plusieurs mouvements ne conservent pas d'écrits relatant leur **histoire**. En conséquence, des entrevues non structurées avec les organisateurs et les fondateurs du mouvement sont la seule option possible pour le chercheur intéressé à retracer le développement du mouvement dans son contexte historique. Les techniques structurées, notamment le questionnaire, peuvent ici être utilisées avec succès si le chercheur connaît assez bien le passé du mouvement pour être capable de poser des questions et d'obtenir des réponses précises sur les aspects importants de la chronologie des événements. Il est probable que peu de chercheurs puissent disposer de telles informations de sorte que la recherche exploratoire est requise pour introduire l'évolution de tels mouvements.

Les **conflits internes** au sein d'un mouvement constituent un autre phénomène qui exige l'utilisation des techniques de recherche qualitative. Généralement, il est à l'avantage des membres de présenter un front uni au monde extérieur; les désaccords sont habituellement gardés secrets aussi longtemps que possible. C'est peut-être seulement lorsqu'une rupture officielle semble imminente et quand il n'y a pas de compromis possible que les parties en conflit annoncent leurs positions à la communauté dans une tentative d'influencer l'opinion publique. Antérieurement, cependant, la présence de l'observateur et de l'enquêteur dans ce milieu avait de fortes chances de produire des informations plus précises et une compréhension plus exacte du conflit. Les conflits internes indiquent habituellement la présence de deux et même de plusieurs perspectives radicales chez les membres du mouvement menacé, mais encore faut-il les différencier et les reconnaître dans les décisions prises par le mouvement.

Finalement, l'analyse qualitative est spécialement utile pour étudier les **relations extérieures** qui existent entre le mouvement et la société dans laquelle il se déploie. De plus, parce qu'il fait partie du mouvement, le chercheur utilisant l'approche qualitative peut observer comment réagissent les gens n'appartenant pas au mouvement face à des activités comme les démonstrations publiques, le lobbying, les causeries radio-diffusées et les conférences. Le chercheur qui observe plusieurs manifestations de ces activités et les efforts de publicité acquérera éventuellement une bonne perception de la façon dont le grand public répond à ces activités.

Cette réponse peut se traduire par des réactions immédiates comme les railleries, les applaudissements, l'indifférence, le tir d'objets et l'intervention policière. Le chercheur qualitatif peut aussi noter quelques réactions subséquentes moins visibles comme les gestes de sympathie ou d'opposition envers les objectifs du mouvement sous forme d'appels téléphoniques, de lettres à l'exécutif et d'actes de vandalisme et de violence. Un mouvement tentant de modifier les attitudes du public dans une direction donnée n'est sûrement pas porté à publier de telles réactions contre lui. Donc, seuls les observateurs qui étudient le mouvement de l'intérieur ont la possibilité de développer une connaissance complète et approfondie de ses relations extérieures.

LIMITES DES METHODES QUALITATIVES

Une des limites des méthodes qualitatives dans l'étude des mouvements sociaux vient de la propension des chercheurs à concentrer leur attention sur un ou quelques cas du mouvement social en question. La recherche d'exploration est habituellement plus intensive qu'extensive, et les chercheurs ont tendance à apprendre, de la façon la plus détaillée possible, tout ce qui peut être connu au sujet d'un cas particulier. Conséquemment, ils réduisent la généralisation des résultats de leur étude. Cet obstacle se rencontre couramment, mais il peut devenir crucial dans l'étude des mouvements sociaux parce que les manifestations locales d'un mouvement donné peuvent varier grandement d'un groupe à l'autre. C'est seulement lorsque ces actions locales sont influencées par des organisations régionales ou nationales qu'une constante significative devient possible dans la pratique.

Une façon de corriger cette faiblesse consiste à mener plusieurs études qualitatives en différents endroits de manière à ce que la diversité régionale soit suffisamment examinée. Cela peut être réalisé par une équipe formée de nombreux chercheurs répartis dans plusieurs communautés, ou par un ou deux chercheurs menant une série d'études d'exploration sur un échantillon représentatif des communautés. Le temps énorme requis pour ce type d'étude est une limite évidente. En outre, il peut être difficile de réunir assez de chercheurs utilisant les méthodes exploratoires pour faire le travail. Lofland discute des nombreuses raisons expliquant pourquoi de tels chercheurs sont difficiles à trouver dans les sciences sociales⁸.

De plus, quelques mouvements sociaux recoupent plusieurs classes ou catégories sociales importantes de la société. Prenons comme exemple le mouvement de tempérance. Certaines personnes encouragent la pratique de la tempérance (sinon l'abstinence) parce qu'ils croient que boire de l'alcool diminue la motivation au travail. C'est en partie l'opinion de l'Union des femmes chrétiennes pour la tempérance. D'autres s'opposent à la consommation d'alcool par principes religieux, par exemple les Mormons et les Adventistes des Sept derniers jours. Un troisième groupe désirerait que l'alcool soit sévèrement contrôlé, sinon banni, à cause du danger de conduire en état d'ébriété. Finalement, certaines personnes s'opposent à la consommation d'alcool simplement pour des raisons de santé. Dans le mouvement anti-alcoolique, certaines personnes sont membres de plusieurs des groupes cités plus haut; il n'y a pas d'organisation parapluie les représentant tous. L'exploration de ce mouve-

ment devrait donc considérer les quatre genres de groupes où l'on trouve des perspectives quelque peu différentes et ce, dans diverses localités.

Une deuxième faiblesse provient du fait que dans certains mouvements sociaux, plusieurs membres ne sont pas organisés. Un petit nombre de ceux qui se disent eux-mêmes membres sont en effet les militants d'une collectivité quelconque (petit groupe non-officiel, association à charte, réseau d'actions). Les autres sont des membres de soutien sympathiques aux objectifs du mouvement et qui tentent parfois de convaincre leurs amis et parents de se joindre à eux. Ainsi, plusieurs personnes qui se considèrent comme faisant partie du mouvement des non-fumeurs peuvent être classées comme des sympathisants plutôt que comme des militants.

Les méthodes exploratoires se prêtent peu à l'étude des sympathisants d'un mouvement. Les questionnaires administrés au hasard dans plusieurs régions du pays sont probablement plus efficaces dans ce cas, malgré le fait qu'en les construisant, on doive deviner quelles questions poser et comment structurer les réponses. L'étude de cas est vraiment trop limitée pour nous apprendre quelque chose au sujet des perspectives et des activités d'une population si variée et si disparate.

La troisième limite de la recherche exploratoire dans l'étude des mouvements sociaux est reliée à la seconde. Les niveaux d'enthousiasme sont évitablement plus élevés chez les militants d'un mouvement qui se sont donnés la peine de participer plus ou moins régulièrement que chez les simples sympathisants. Ceux qui sont vraiment pour ou contre quelque

chose sont plus enclins à agir selon leurs convictions que ceux qui sont simplement tolérants. Le mépris et l'approbation sont des caractéristiques actives tandis que la tolérance est passive⁹. La recherche exploratoire, centrée uniquement sur les militants qui désirent sérieusement des changements, peut donner l'impression d'un grand enthousiasme alors qu'en fait, la majorité des membres est beaucoup moins enthousiaste qu'elle ne paraît. Comme il est suggéré dans le paragraphe précédent, une enquête par questionnaire est probablement le seul moyen pour obtenir une vue d'ensemble du niveau d'enthousiasme de tous les participants.

En guise de conclusion, les mouvements sociaux, parce qu'ils sont partiellement organisés en groupes identifiables, requièrent une combinaison des méthodes d'exploration et de validation. Utilisées seules, ces approches ne peuvent donner une vue complète d'un mouvement donné. Même les mouvements régionaux, les mouvements séparatistes par exemple, paraissent trop diversifiés d'une région à l'autre pour permettre au chercheur sur le terrain utilisant l'approche exploratoire d'utiliser uniquement les techniques qualitatives. A un certain point, il devra se tourner vers la méthode de sondage pour recueillir les données dont il a besoin pour compléter le profil du mouvement à l'étude.

Dans le processus de recherche, cette étape n'est cependant pas la première à être abordée. Autrement dit, le chercheur doit d'abord se livrer à quelques études de cas. A partir de ce qu'il a appris dans cette étape préliminaire, le champ d'investigation peut alors être élargi pour inclure le segment non organisé du mouvement qui est habituellement plus vaste.

Les questions et les réponses précises utilisées lors du sondage peuvent être formulées à partir des données qualitatives recueillies auparavant, éliminant ainsi une partie des conjectures qui seraient autrement nécessaires sans une telle base.

REFERENCES

- 1 Les termes "recherche exploratoire" et "recherche qualitative" sont ici utilisés comme synonymes.
- 2 MEAD, G.H., *Mind, Self, and Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1934.
- 3 WARSHAY, L.H., "Breath of Perspective", dans Rose, A.M. (ed.), *Human Behavior and Social Processes*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.
- 4 MICHELS, R., *Political Parties*, trad. Paul, E. et Paul, C., New-York, Dover, 1959.
- 5 ZALD, M.N. et ASH, R., "Social Movement Organizations, Growth, Decay and Change", *Social Forces*, vol. 44, 1966, pp. 327-341.
- 6 L'ECUYER, R., "L'analyse de contenu: notion et étapes", dans Deslauriers, J.P. (ed), *La recherche qualitative: résurgence et convergences*, Chicoutimi, Groupe de recherche et d'intervention régionales, Université du Québec à Chicoutimi, 1985, pp. 65-68.

- 7 KRIPPENDORF, K., *Content Analysis: an Introduction to its Methodology*, Beverly Hills, California, Sage, 1980.
- 8 LOFLAND, J., *Doing Social Life: the Qualitative Study of Human Interaction in Natural Settings*, New-York, Wiley, 1976.
- 9 STEBBINS, R.A., *Deviance: Tolerable Differences*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1987.

RECHERCHE ET PRATIQUE SOCIALE : UN RENDEZ-VOUS SANS CESSÉ À REPRENDRE?

LIONEL ROBERT

Agent de recherche

Centre de recherche sur les services communautaires

Université Laval

PREAMBULE

La question posée est la suivante: quel est le rôle de la recherche dans la pratique sociale? Je ne vais pas essayer de répondre à cette question en théoricien, mais plutôt en tant que praticien; à partir de mes expériences de travail où j'ai eu à faire de la recherche en vue d'éclairer l'action, à utiliser de la recherche faite par d'autres, à attendre la recherche des autres pour éclairer une action à laquelle je participais.

Ma réponse à la question posée prend comme point d'appui le postulat qui m'apparaît la susciter, soit que le rapport entre la recherche et la pratique est tout d'abord occupé par une absence, par un vide de relation. C'est comme si entre les deux termes de ce rapport le rendez-vous était sans cesse à reprendre. Ceci suppose deux choses: premièrement, que le rendez-vous est possible, et que pour le rendre possible, il faut se donner des conditions; deuxièmement, qu'il est possible de manquer le rendez-vous...

En fait, il semble que l'on manque davantage ses rendez-vous plutôt qu'on les réussisse. L'engouement actuel autour de la recherche-action traduit sans doute ce désir de développer une relation que l'on souhaite amoureuse entre la théorie et la pratique. Il ne faut pas oublier que les sociologues et les chercheurs ont vieilli; certains, avec beaucoup de nostalgie, regardent vers leurs années de jeunesse, les années '60, et ils ont inventé ce nouveau concept de la recherche-action qui, sur le plan de l'imaginaire, permet de retrouver cette unité désormais absente de leur vie... Car dans les années '60, on n'avait pas besoin du concept: on **faisait** de la recherche-action!

Pour amorcer la réflexion que je vous propose, je vais donc me référer à mes expériences de particien et réfléchir aux interrogations suivantes: que peut-on dire en toute vérité des rendez-vous entre la recherche et la pratique dans le champ du développement régional et en politique? Comment rendre compte du succès relatif de ces rendez-vous? Quelles conditions favoriseraient une amélioration des relations entre recherche et pratique?

DES RENDEZ-VOUS MANQUES

Commençons par une affirmation: les rendez-vous entre la recherche et la pratique sont plus souvent manqués que réussis. C'est, du moins, la conclusion que je tire de mon engagement dans les champs du développement régional et de la politique.

Dans le domaine du développement régional, si l'on retourne aux années '60 et aux années '70, on peut dire que la volonté d'établir une relation entre les deux termes du couple recherche/pratique existait. Les exemples ne manquent pas: le BAEQ, la création d'un Office de planification et de développement du Québec, la préparation des schémas d'aménagement et de développement. On y a cru et on y a travaillé. Mais, symptôme d'un changement, toute la section planification de l'OPDQ a disparu vers la fin des années '70, en même temps que l'opération de préparation des schémas régionaux est arrêtée au moment où elle va réussir. Par la suite, une autre stratégie prend place, davantage politique, à partir d'un processus d'échange entre politiciens de différents niveaux. Cette stratégie se retrouve d'ailleurs dans la préparation des schémas d'aménagement des MRC et dans le processus des sommets régionaux. La recherche et la planification sont des idées qui ont vieilli; les chercheurs, autant ceux de l'appareil gouvernemental que les universitaires, ont été écartés du processus de décision.

Cependant, on doit noter qu'il existe encore des lieux et des moments où se rétablit le rapport entre les deux termes de notre couple: je pense ici aux commissions d'enquête. Là encore, il y a des distinctions à établir, car certaines commissions font appel aux chercheurs universitaires. La Commission Lapointe sur la ville de Québec a placé plusieurs commandites auprès des chercheurs de la région de Québec; la Commission Rochon a déployé un imposant programme de recherches, soit soixante-cinq recherches en tout, mobilisant 250 chercheurs universitaires. Mais d'autres commissions d'étude ne font guère appel à la recherche, faute de moyens financiers ou tout simplement par choix

politique: les politiciens jugent qu'eux et les chercheurs n'ont plus grand'chose à se dire. Nous pensons ici à la Commission Parizeau, au rapport Gobeil et autres rapports de réputés sages.

Quant à la politique, pour m'y être introduit tant au niveau municipal que provincial, et, dans certains cas, pour avoir commis des textes, je ne pense pas me tromper beaucoup en affirmant que la sensibilité dominante en ces milieux ne se laisse pas émouvoir par la recherche, même quand on a affaire à des partis qui ont des idées.

S'il y avait un jugement global à porter sur cette relation entre recherche et pratique sociale, celle-ci étant réduite à la sphère du politique, on pourrait dire qu'elle est davantage travaillée par les forces de désunion que d'union. Du côté gouvernemental, on a parfois cru à des grandes opérations de recherche et de planification en développement régional: toutefois, au bout du compte, ça n'a pas donné de résultats notables.

Je tiens à faire remarquer que je ne suis pas seul à partager un tel pessimisme. Dans un colloque organisé par le Conseil des Sciences du Canada, en octobre 1984, sur le thème de *La recherche en sciences sociales au Canada: stagnation ou régénération?*, l'ex-éditorialiste du quotidien *Le Devoir*, Jean-Louis Roy, émettait le jugement suivant:

A tort ou à raison, la recherche en sciences sociales est perçue de plus en plus comme une vaste entreprise lointaine et entropique, entreprise enfermée dans des réseaux déconnectés des plus pressantes exigences sociales de cette fin de siècle. Pour plusieurs, ses

objets apparaissent dérisoires et ses démarches lointaines. Bref, on ne voit plus très bien à quels besoins actuels et prévisibles se rattachent les recherches sociales en chantier.

Cette perception est dévastatrice. Ce monde qui se pense en lui-même n'intéresse plus qu'une clientèle captive. Pour le grand nombre, il représenterait une espèce de paradis artificiel où s'évadent ceux qui, par ailleurs, ont les pleins pouvoirs pour définir: choix de domaines prioritaires, hypothèses de recherche, calendrier d'exécution et, ultimement, dissémination du nouveau savoir constitué. (...)

La communauté des chercheurs m'apparaît isolée, tragiquement isolée en ce moment. Elle est seule à débattre d'un sujet qui normalement devrait intéresser un grand nombre de groupes, d'organismes, d'individus.¹

A ce même colloque, le sociologue Guy Rocher, qui a pourtant une réputation certaine, n'y allait pas avec le dos de la cuillère:

Notre statut d'universitaires et de chercheurs nous a rangés parmi les intellectuels du pays. Mais n'y a-t-il pas là quelque fausse représentation? Ne sommes-nous pas des intellectuels sans légitimité? Car nous n'avons pas vraiment répondu à ce qu'une société peut attendre de son intelligentsia.²

POURQUOI L'ECHEC DU RENDEZ-VOUS?

Il faut donc se poser la question: pourquoi le rendez-vous a-t-il été si souvent manqué? Je vais y répondre en me basant sur une expérience vécue au moment où j'étais au cabinet du ministre délégué à l'aménagement et au développement régional. Par curiosité autant que par intérêt, je me suis pointé à un colloque qui voulait dresser le bilan de toutes les études régionales en cours, dans les différentes constituantes de l'Université du Québec. Or, dans un nombre assez important de communications (disons deux bonnes douzaines), aucune ne traitait des politiques de développement régional; bien que l'Etat eût sorti le livre *Le choix des régions*, on n'y fit mention qu'une ou deux fois. Par la suite je serai bien servi car, dans des colloques ultérieurs, on diffusera moult analyses idéologiques de ce texte, l'unanimité se faisant trop facilement, à mon goût, sur le diagnostic qu'il s'agit là d'une politique néo-corporatiste.

Pour en revenir à ce colloque-synthèse sur la recherche en développement régional, il n'y a eu, de mon point de vue, que les économistes de l'INRS-urbanisation qui se demandaient comment faire du développement régional. J'ai bien dit selon mon point de vue, c'est-à-dire à partir d'un lieu où j'espérais que le lien entre la recherche et la pratique puisse se nouer. Qu'en penser? Ce fait illustrerait-il le fossé qui s'est creusé entre la recherche et la pratique sociale dans ce domaine? La politique n'intéresse la recherche que comme cible de son esprit critique; alors, aux yeux du politique, le chercheur n'a rien à dire d'intéressant...

L'esprit sociologique le moins éveillé se doute bien que ce divorce ne s'explique pas que par les attitudes personnelles des individus en cause. Il faut y voir l'effet d'une conjoncture qui s'étire... ou, plus clairement, l'effet de la double marginalisation de la planification et de la politique de développement régional à l'intérieur des pratiques gouvernementales. Par ailleurs, c'est à se demander si la question traitant des tensions entre pratique sociale et politique ne devrait pas être reformulée. En somme, l'Etat qui se désengage ne peut plus parler au nom de toute la société, et le lien entre recherche et pratique sociale pourrait se nouer en contournant l'Etat.

Ceci dit, l'explication de l'échec du rendez-vous ne se trouve pas que d'un seul côté. Pour faire de la recherche-action, pour établir ce lien entre recherche et pratique sociale, il faut au point de départ une volonté ferme et les moyens pour le réaliser.

QUELLES CONDITIONS RENDRAIENT LE RENDEZ-VOUS POSSIBLE?

Au point de départ, il est nécessaire de prendre acte de la conjoncture difficile et de réfléchir à partir d'elle, et non pas la nier dans une sorte de dénonciation critique définitive et sans recours. Autrement dit, il ne suffit plus de se présenter devant le tribunal de l'histoire pour consommer le divorce. La conjoncture ne sera plus jamais celle des années '60 où une société qui se réveille faisait appel à toutes ses forces et à toutes ses lumières pour tracer son chemin dans l'avenir. Il n'y a plus depuis belle lurette de ces opérations d'ensemble, remettant en question

de vastes champs de la société, les labourant de fond en comble, et qui faisaient appel à tous, y compris les universitaires.

Ceci dit, il faut quand même se donner les moyens pour vivre des rendez-vous peut-être moins euphoriques, à court terme, mais sans aucun doute tout aussi plaisants. Pour être plus concret, on peut penser à deux moyens pour rétablir le lien entre recherche et pratique sociale dans le champ du développement régional: le travail de commandite et les échanges constants avec les preneurs de décision. Pour ce qui est du travail de commandite, il présuppose que le politique ait conservé le désir de faire appel aux universitaires, et dégagé l'argent pour ce faire. J'ose affirmer que ce désir pourrait naître s'il était davantage stimulé. Quant aux échanges entre décideurs et chercheurs, il revient me semble-t-il aux universitaires de suggérer et d'organiser des événements pouvant les provoquer. Je me souviens d'avoir assisté à un colloque fermé où des universitaires, des fonctionnaires et des hommes politiques discutaient de la décentralisation et du développement régional; à la fin de l'exercice, chacun commentait favorablement l'événement et souhaitait répéter l'expérience.

Pour essayer de résumer autrement le message, que je pense utile de livrer, il est devenu évident que le rendez-vous entre la recherche et la pratique sociale ne se déroulera plus comme dans le passé, soit à travers des opérations de planification, commandées par l'Etat, requérant l'apport fonctionnel de chercheurs. De nouvelles stratégies sont maintenant en place pour prendre des décisions, notamment dans le champ du développement régional, et c'est en s'infiltrant à l'intérieur de ces

stratégies que la communication pourra se rétablir entre décideurs et chercheurs. Pour ce faire, il faut avoir au moins deux chaises dans son bureau: un siège critique et un autre que l'on prend soi-même quand on laisse le premier au visiteur pour échanger...

Revenons à la recherche de commandite, celle qu'on accomplit pour les autres, ou à la recherche-action, celle qu'on désire accomplir pour et avec les autres. Voilà deux types de recherche qui posent d'emblée un rapport avec l'action — rapport médiatisé cependant par le décideur, l'homme ou la femme d'action, le militant. Ainsi, le rendez-vous peut se produire, mais la question reste ouverte quant à savoir s'il sera réussi. A ce sujet, posons quelques préalables:

- Le chercheur ne peut prendre la place du décideur ni ne doit se culpabiliser de se situer hors du champ de l'action. Je soupçonne qu'il y a beaucoup d'envie dans ces deux attitudes contradictoires: celle du critique-à-tout-crin et celle du chercheur engagé qui veut faire "peuple". Le chercheur et le décideur occupent des positions différentes, et la reconnaissance de cette différence constitue une des conditions pour réussir le rendez-vous. La seconde condition réside peut-être dans la reconnaissance de la possibilité d'établir des liens en dépit de cette différence.
- Pour ce qui est du rôle du politique ou du décideur dans son rapport avec le chercheur et la recherche, celui-ci peut vouloir l'utiliser de deux manières, passivement ou activement. L'utilisation est passive quand le décideur se sert du chercheur pour valider ses opinions et ses

projets. L'utilisation est active lorsque l'input de la recherche peut se transformer en output décisionnel: nouvelles finalités, nouveaux moyens, nouvelles stratégies. Cette deuxième manière représente tout un défi pour le décideur comme pour le chercheur. Elle suppose chez le premier une capacité de distanciation critique et d'accueil des idées nouvelles, et chez le second, une capacité à sortir de soi pour penser, se mettre à la place de l'autre, à partir des intérêts de l'autre.

Pour conclure ces quelques réflexions, il faut peut-être donner raison aux promoteurs de la recherche-action. Car une constante se dégage: ces promoteurs n'attendent plus que l'Etat leur accorde les ressources pour établir un lien avec l'action, ils cherchent à nouer des alliances avec les forces vives de la communauté. Du côté de l'Etat, la redécouverte du secteur communautaire, la lente réflexion qui n'en finit pas d'aboutir sur la décentralisation mais qui se poursuit quand même, et aussi ce recours à la privatisation, représentent autant de signes de cette reconnaissance que l'Etat fait à son propre sujet de n'être plus la synthèse de la société civile, ni son expression principale. Ça bouge ailleurs que dans l'Etat, mais aussi dans la société civile. Or, chacun sait que dans l'effervescence de la société civile, là surtout sont les meilleures chances d'y réussir ses rendez-vous!

REFERENCES

- 1 ROY, Jean-Louis, *La recherche en sciences sociales au Canada: stagnation ou régénération?*, Ottawa, compte rendu de colloque, 1985, pp. 140-141.
- 2 ROCHER, Guy, op. cit., p. 169.

DEUXIEME PARTIE : INTERVENTIONS

LA VALIDITE SCIENTIFIQUE D'UNE RECHERCHE-ACTION

MICHEL BELLEY

Doyen des études avancées et de la recherche
Université du Québec à Chicoutimi

A la question qui a été posée: "Comment peut-on être assuré de la validité scientifique des résultats produits par une recherche-action?", soulignons quelques éléments qui nous paraissent importants. Cette question de la validité revient aussi souvent dans des recherches aux protocoles plus traditionnels que dans des activités scientifiques faisant appel à des méthodologies moins bien établies. En recherche-action, la question est posée de manière plus régulière parce qu'on admet que le chercheur ne prend pas de distance absolue avec son objet de recherche; il devient lui-même partie du problème, risquant ainsi d'influer sur la perception du réel observé, particulièrement de manière "non-objective" sur le devenir de ce réel.

De très nombreux travaux ont fait avancer la réflexion dans le domaine des sciences humaines; nous pouvons maintenant compter sur toute une batterie de méthodologies qui possèdent en elles-mêmes leur mécanique de validité. Cependant, les dispositifs techniques programmés dans les méthodes d'observation, dans l'élaboration des modèles et dans le contrôle des résultats, ne peuvent pas en eux-mêmes assurer de la validité absolue du travail scientifique. Il faut cependant affirmer que les

exigences sont peut-être excessives... En demande-t-on autant en sciences naturelles ou dans les courants plus classiques de sciences humaines?

Si on considérait la validité non pas comme un état à vérifier mais comme un but à atteindre et qu'on faisait passer ce concept d'une situation statique à une situation dynamique, on pourrait développer des processus permettant de tendre vers cette nouvelle validité. **Le moteur principal de cette démarche serait celui de la communication.**

Mon passé de financier et de gestionnaire me permet d'emprunter à ce domaine et de développer cette idée en utilisant une analogie. En finance, ou plus généralement en économie, les marchés sont considérés comme parfaits quand la concurrence est maximale et que l'information y est disponible instantanément à tous et de façon gratuite. Le marché de la connaissance scientifique devrait pouvoir rencontrer ces critères. Le marché de la connaissance, c'est celui de la communication scientifique. Il faut que les résultats soient présentés, mais aussi les méthodologies, les bibliographies et l'ensemble des moyens utilisés pour parvenir à ces résultats. Comme sur les marchés des biens, une réglementation ou un office de protection des consommateurs devrait exiger la divulgation de la liste des ingrédients que contient le produit...

La vraie recherche-action ne peut être considérée que si elle est divulguée. C'est la divulgation qui établira, par un espèce d'arbitrage sur le marché de la connaissance, la validité de cette recherche. Sur un marché déréglementé où circule librement le savoir, les arbitrages pourront se faire

de manière efficace par le jugement des pairs qui sera le principal instrument de cette "main invisible" qui conduit infailliblement vers l'équilibre.

L'analogie, en prenant son inspiration chez Adam Smith, puise à des sources peut-être un peu vieilles, mais qui reprennent aujourd'hui toute leur pertinence avec les discours que nous entendons sur les privatisations et tous ces divers moyens qui devraient nous sortir de nos difficultés actuelles.

En résumé, les recherches-actions valides sont celles, bien sûr, qui ont été effectuées avec toutes les précautions méthodologiques, mais la seule présence de cette condition n'est pas suffisante. La recherche-action gagne sa validité en passant l'épreuve de marché que constitue la soumission à l'examen des pairs. Ceci rétablit, s'il en est besoin, toute la pertinence des revues consacrées à ce type de recherche, de même que toutes les activités de communication qui permettent aux chercheurs d'échanger leurs découvertes et leurs connaissances. Le présent colloque en constitue un excellent exemple.

UN CHAT PARMİ LES COLOMBES : QUELQUES REFLEXIONS SUR LE SAVOIR ET L'ACTION

RON LEVY
Professeur
Université de Montréal

INTRODUCTION

Agir comme catalyseur à partir des articles précédents et du discours sur la recherche-action n'est pas une tâche de simple réaction chimique. Le lecteur ne devrait donc pas chercher, dans ces quelques lignes, une transformation catalytique facile. Il s'agira plutôt d'une sorte d'observation synthétique des diverses approches qui alimentent le débat actuel sur le savoir et l'action. Pour faire suite aux auteurs-es qui focalisent sur le contexte général de la recherche-action, la réflexion portera sur les bases épistémologiques sur lesquelles la recherche qualitative est fondée et sur les attitudes émergentes qui sont liées aux intentionnalités de la recherche-action.

LE DISCOURS SOCIAL

Un des aspects les plus frappants des articles est l'unicité marquée du discours qui est indéniablement social; ceci ne vient pas du fait que chacun des auteurs-es soit sociologue, mais plutôt que la perception des orientations du discours soit marquée par le déterminisme social. Selon nous, le déterminisme social est la perspective dominante et, dans le contexte de la recherche qualitative, cette unidimensionnalité peut être

perçue comme une limite. Si, par exemple, l'orientation générale du colloque avait été dominée par le déterminisme technique, cette approche de la recherche qualitative n'aurait-elle pas été perçue comme naïve? Cet aspect de l'unidimensionnalité professionnelle et les caractéristiques du paradigme social des chercheurs impliqués revêtent une importance certaine pour notre réflexion.

Un autre aspect du discours sur la recherche-action est ce qu'on peut appeler le "syndrome du niveau". Deux niveaux de discussion sont utilisés dans ces articles. Ces niveaux constituent ce que Piaget appelle le "paradigme épistémique" et le "paradigme social". Le premier niveau est relié aux dimensions épistémologiques, aux axiomatiques générales des systèmes d'investigation d'un groupe particulier. Le deuxième niveau est relié aux dimensions théoriques et méthodologiques, aux règles d'action d'un système d'investigation. Globalement, il est possible de dire que le deuxième niveau, soit le paradigme social, domine les présents discours. Si, à un moment donné, les auteurs-es touchent au premier niveau, ils tombent très rapidement dans le deuxième. Toutefois, ce phénomène n'est pas particulier; il se retrouve dans toutes les disciplines. Le paradigme social éclipse toujours le paradigme épistémique, parce que c'est dans le paradigme social que nous trouvons la spécificité de la discipline. Il est donc, aussi, la pierre d'échoppement qui veut entrer dans l'incertitude des nouveaux systèmes d'investigation. Si nous cherchons à changer la façon d'appréhender le monde, c'est à ce niveau de paradigme épistémique qu'on doit s'ouvrir et que la reconstruction doit prendre forme.

L'EPISTEME SYSTEMIQUE

Bien que l'approche systémique ne soit pas identifiée ouvertement par les auteurs-es, il est possible de repérer de nombreux concepts systémiques sous-jacents aux discussions. Le concept le plus évident est peut-être celui de l'enssemblisme qui est une caractéristique inhérente aux systèmes d'investigation qualitative. La nécessité de faire la relation entre les différents aspects d'un objet d'étude est proposée par tous les auteurs-es. Cependant, ce sont presque exclusivement les "moyens" d'établir un processus mettant en relation les composantes qui dominant. Bien que les auteurs-es tentent de s'assurer que toutes les composantes du système soient considérées, un poids égal n'est pas accordé aux "fins" vers lesquelles l'investigation est dirigée. Le vieux débat sur la distinction entre les orientations (fins) et la réalisation (moyens) des systèmes d'investigation est toujours vivant, et devient aujourd'hui encore plus important.

Toutefois, nous croyons que ce ne sont pas seulement les moyens et les fins d'une approche spécifique qui donnent une explication cohérente de la réalité. Il y a deux autres dimensions qui s'ajoutent si nous nous situons dans une approche systémique. Ces deux dimensions sont celle de "l'être" et celle du "devenir". Il faut que soient articulés non seulement les moyens (réalisation) et les fins (orientation) d'un processus mais aussi l'être (forme) et le devenir (intentionnalité) du processus comme une émergence créatrice ou virtuelle de l'orientation, de la réalisation et de la forme.

Il est accepté que l'approche qualitative témoigne de l'évolution du système d'investigation scientifique positiviste et analytique vers l'approche systémique. Nous sommes témoins du changement qui survient aux axiomes réductionnistes, soit l'objectivité et le causalisme cartésiens. Ils sont remplacés par les "axiomes" systémiques émergeant du constructivisme, soit la non-neutralité et la récursivité. Le mode de raisonnement déductif a évolué vers un mode techno-scientifique plus heuristique. Cette vision techno-scientifique "émergentiste" de l'action humaine ne cherche pas seulement le quoi des choses mais aussi le comment, le pourquoi et l'intention de ces dites choses. Elle utilise un schéma de pensée, de raisonnement et de rationalisation élargi plutôt qu'un mode de logique exclusive. C'est à travers ce processus élargi et qualitatif d'investigation que de nouvelles connaissances et entités commencent à apparaître.

Le constructivisme soutient que la connaissance n'est pas prédéterminée. Elle émerge plutôt d'une construction continue, impliquant qu'il y ait toujours un aspect de nouveauté dans l'élaboration de la connaissance. La non-neutralité signifie qu'un objet d'étude est modelé en raison de l'intentionnalité de l'observateur. La non-neutralité établit aussi que la liaison récursive inhérente entre l'observateur et l'objet est imprégnée par des valeurs. Il n'y a pas de pensée, d'objet, de processus et de plan qui soit neutre. La récursivité suppose que l'observateur perçoit, en même temps: 1) la totalité du phénomène observé (qui inclut l'observateur), 2) le processus duquel la totalité a émergé et 3) les directions dans lesquelles la totalité peut évoluer.

Si l'approche qualitative des systèmes d'investigation (et cela inclut la notion de recherche-action) est reliée au type de contexte systémique décrit plus haut, le commentaire précédent, à savoir la limite des discours centrés seulement sur le paradigme social, devient significatif. Dans un contexte où le paradigme épistémique systémique est en évolution, les discours dirigés seulement vers les moyens du processus d'investigation ne pourront générer des intérêts constitutifs suffisants de la connaissance. Pour en arriver à comprendre la signification du paradigme épistémique des investigations qualitatives de l'activité humaine, il est nécessaire de produire des discours qui englobent l'épistémologie, la méthodologie, l'ontologie et la téléologie¹. Si l'univers n'est plus perçu comme un univers câblé mais plutôt comme un univers construit, alors chaque investigation devient responsable de créer la connaissance, l'organisation, la matérialité et l'intentionnalité d'un "monde vivant" particulier. C'est ce qui pourrait s'appeler la créativité existentielle.

C'est dans cette perspective du paradigme constructiviste précédemment décrit qu'il est possible de déceler une nouvelle éthique en émergence. Cette créativité existentielle intentionnelle n'est-elle pas le médiateur universel parmi les fins idéologiques, les moyens de réalisation et les êtres matériels des systèmes du monde vivant? Si c'est le cas, on doit prolonger la portée de l'éthique existante en se préoccupant davantage d'axiologie, de déontologie et de téléologie vers une éthique intégrant l'ontologie. Une éthique de la science fondée sur le constructivisme plutôt que sur le réductionnisme doit être une éthique de la créativité de l'être. Car, après tout, ce n'est pas l'observation neutre mais l'action créatrice qui nous donne un meilleur accès à la réalité perçue.

Nous croyons qu'il n'y a pas de création sans autocréation. C'est vraiment la conjonction de l'être avec le devenir qui donne une impulsion pour une éthique nouvelle.

CONCLUSION

Cette tentative d'agir comme catalyseur des articles sur la recherche-action pourrait être qualifiée de quelque peu malicieuse. Ce travail est malicieux parce qu'il accuse les sociologues de déterminisme social. Certes, cela s'avère une critique facile à faire, mais d'un autre côté, le déterminisme social nous apparaît comme un des obstacles majeurs à l'émergence du paradigme systémique. Nous croyons que le système d'investigation qualitative présuppose une approche transdisciplinaire et qu'il est, comme tel, la seule forme de déterminisme acceptable, à savoir celui du monde vivant construit.

De plus, ce travail a été malicieux en suggérant que les moyens de la recherche-action, pas plus que les fins d'ailleurs, ne sont pas les seuls précurseurs de tous les intérêts constitutifs de l'approche qualitative en rapport avec l'action sociale. Combien de fois n'avons-nous pas entendu affirmer que le couple fins/moyens est la meilleure façon de tout expliquer? Mais cela n'explique peut-être pas tout. Les orientations et la réalisation d'un système particulier ne sont pas suffisantes pour décrire toutes les qualités d'un système en émergence. Pour cela, nous devons inclure les matérialités et les intentionnalités du système pour commencer à créer la réalité du système. On doit ajouter à nos réserves de savoir-faire et de

savoir-savoir de l'action humaine d'autres tout aussi importantes, soit celles du savoir-être et du savoir-devenir.

En résumé, vous vous demandez sans doute ce que la comparaison du chat et des colombes vient faire dans cet essai? Comme le chat, cet essai a été à la fois enjoué et malicieux. Il est à souhaiter que la malice du chat sera pardonnée et que, malgré tout, son enjouement aura été source de réflexion créatrice.

NOTE

- 1 Le champ épistémologique concerne l'activité d'abstraction et comporte des modes de cognition, de système de valeurs et de connaissance. Le champ ontologique est lié à l'être et est constitué des modes physique, chimique, biologique, psychique, de social et technique. Le champ méthodologique est celui de l'organisation. Il peut être décrit par des modes de procédure déductive, inductive, descriptive, historique et psychologique. Le champ téléologique est celui du devenir et est défini selon des modes du déterminisme, causalité ou non causalité (chaos, hasard, synergie), et de l'intentionnalité. Le champ téléologique alimente l'intention ou la finalité à toute action humaine.

ETHIQUE FONDAMENTALE ET METHODE EN SCIENCES SOCIALES

ALEJANDRO RADA DONATH
Professeur
Université du Québec à Chicoutimi

LE RISQUE DE CHERCHER A CONTRE-COURANT

"Depuis que la subordination constante de l'imagination à l'observation a été unanimement reconnue comme la première condition fondamentale de toute saine élaboration scientifique, une vicieuse interprétation a souvent conduit à abuser beaucoup de ce grand principe... pour faire dégénérer la science réelle en une sorte de stérile accumulation de faits incohérents, qui ne pourraient offrir d'autre mérite essentiel que celui de l'exactitude partielle". Ce texte, qui reflète avec beaucoup d'approximation la situation de l'épistémologie des sciences sociales, appartient aux notes de cours faites entre 1830 et 1842 par Auguste Comte¹. La critique de celui qui est considéré comme le fondateur de la sociologie nous semble encore pertinente en tant qu'expression de certains aspects de l'esprit scientifique qui est à l'origine des sciences sociales. Le tri des "méthodes qualitatives" n'est pas fait encore et malgré leur valeur indéniable de signes d'une nouvelle époque des sciences, ces dernières peuvent — au dire d'Auguste — faire dominer "l'imagination" sur "l'observation". Alors, la tendance de la méthodologie qualitative courrait le risque d'offrir rien d'autre que des "exactitudes partielles".

Il semblerait que — selon ce que l'on entend dire — nous sommes en train de nous orienter principalement vers les "exactitudes partielles" et encore! En effet, après avoir déjà assisté à la mort des "grands récits" (même s'ils ne sont pas encore enterrés), nous avons proclamé pratiquement la fin des universaux au nom desquels semble s'annoncer une proclamation de l'universalité de l'étude du contextuel, nous doutons de la certitude scientifique au nom de plusieurs sortes de nouvelles certitudes encore à l'épreuve; ce qui nous amène à affirmer que nous ne croyons plus à la valeur de vérité et de neutralité de la science au nom de la valeur absolue de l'influence du milieu et des intérêts individuels et sociaux². Déçus parfois de ne pas pouvoir changer ou influencer suffisamment la société avec la "recherche-action" qui nous donnait tellement d'espoir il y a quelques années, nous regardons, effrayés, comment notre société "objet" de nos analyses nous entraîne tous à la dérive avec son énorme vague de destruction de la terre, de la couche d'ozone, avec la pollution de l'eau, de l'air, de la prolifération atomique, de la course aux armements, de l'érosion génétique, de la démographie galopante et de la dénatalité vieillissante, de la crise nord-sud et de l'étranglement du capitalisme par l'arrêt de la croissance.

C'est à ce moment là que, parfois, nous appelons l'éthique à notre aide. Nous ne le faisons pas comme une partie constitutive de nouvelles démarches méthodologiques, mais en prenant du recul par rapport à notre propre discours, en nous posant des questions autres que celles qui sont spécifiques aux sciences sociales. Ainsi, nous appelons l'éthique comme on appelait la Providence en tant que dernier recours, ou bien on s'adressait au Dieu "bouche-trou" au moment d'un danger. Malgré tout,

voilà que l'éthique arrive. Mais hélas! comme discipline scientifique, elle n'est pas mieux placée. Dans des colloques de date récente³, malgré qu'il faille reconnaître que la question reste équivoque, la sensation de l'inexistence d'un fondement sûr pour l'éthique semblait avoir de sûrs fondements!

Il semblerait que l'éthique est une science humaine comme toutes les autres. Disons d'une façon imagée, qu'elle aussi un jour est tombée de l'autel de la religion comme l'ont fait aussi toutes les sciences de leur autel dogmatique rationaliste. Donc, il ne faut pas attribuer à l'éthique un nouveau sacerdoce sécularisé qui, avec son dictat extérieur à la démarche scientifique, s'approcherait pour nous dire qu'il faut être scientifiquement neutre malgré nos multiples implications, que nous devons être désintéressés malgré nos recherches mercenaires, que nous devons prendre distance des mouvements sociaux malgré nos péchés de désirs psychosociaux, et qu'il faut de la rigueur méthodologique malgré le mythe de la méthode scientifique. Après tout cela, il ne nous resterait plus qu'à aller à la confesse pour accuser notre impuissance d'objectivité scientifique.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner d'une certaine orientation de pensée en France qui a pris forme ces derniers temps pour pencher vers la critique de démolition plutôt que vers un empirisme pratique équilibré, vers le "sens" de la linguistique plutôt que vers ses "significations" réelles, vers la déconstruction de tout discours plutôt que vers des projets d'avenir. C'est ainsi que le sociologue finit parfois par embrasser les poètes et affirmer qu'il n'y a pas beaucoup de différence

entre leurs discours et ceux des méthodologies scientifiques qualitatives⁴. L'Auguste fondateur doit se retourner dans sa tombe...

Il nous semble que les sciences humaines ne peuvent pas — en paraphrasant le texte qui nous a servi d'amorce — subordonner leur "observation" du réel à leur "imagination" épistémologique où elles sont guettées, à notre avis, par l'impasse d'un cercle vicieux herméneutique. Les nouvelles méthodes ne doivent pas perturber la rigueur du savoir mais le stimuler pour saisir davantage le réel et éviter de nourrir encore une fois de nouvelles idéologies de remplacement. Dans notre hypothèse, le lien éthique et méthode signifie que la méthode des sciences sociales est éthique tout en restant scientifique ou bien simplement elle n'est pas une science "humaine". C'est-à-dire que les sciences sociales en tant que sciences humaines sont "humaines" ou bien tout simplement elles ne le sont pas, malgré l'apparence d'un changement de cap avec la recherche qualitative. Il faudra montrer à Auguste Comte, qu'on m'excuse de le ressusciter une troisième fois, que malgré la crise actuelle nous n'allons pas "dégénérer la science réelle en une sorte de stérile accumulation de faits incohérents".

Cette hypothèse est liée au problème du fondement réel des sciences en général et à celui des sciences de l'homme en particulier. Parler du fondement réel d'une science implique nécessairement considérer la méthode, c'est-à-dire le chemin, pour y arriver. Nous sommes très conscients du risque de nous embarquer dans la plus ardue des questions. C'est un moment dans lequel un consensus très répandu ne cherche autre chose que l'affranchissement des systèmes, des grands

discours, des dogmatismes et des normes universelles, c'est-à-dire de tout ce qui constituait, il n'y a pas longtemps, une partie considérable du credo des sciences sociales. Essayer de rejoindre quelque chose au-delà des "exactitudes partielles", franchement, c'est nager à contre-courant. Nous essaierons de montrer quelques pistes de notre recherche située au plan des fondements encore en chantier et que nous nous risquons à proposer; nous croyons que nous ne pouvons pas parler d'éthique sans parler de l'homme, de la vie et des fondements de la méthode pour ne pas refaire les chemins battus par le rationalisme. Beaucoup de gens préfèrent, souvent à leur insu, la sécurité d'un toit posé sur les murs de leur science captive, tandis qu'ils ne regardent pas, par la petite fenêtre de leur prison, le vide qui les entoure. Risquer de parcourir un nouveau chemin sous les intempéries de l'extérieur nous fera marcher parfois à tâtonnements et même nous bousculera, mais cela nous donnera le goût, au moins, de respirer l'air frais de l'horizon qui pointe et, pourquoi pas, d'explorer avec étonnement l'inconnu?

APRES LA DISPARITION DE L'ETRE

Le vide de sens que nous a laissé la disparition de la métaphysique n'a pas été encore comblé. Le problème se situe aujourd'hui dans le fondement même du réel. Nous avons la sensation d'y être proche tout en sachant que les instruments que nous employons très souvent ne touchent pas un réel plus profond qui nous échappe. Et en disant cela, nous tombons dans la pire des équivoques. Nous avons toujours cru que la science était impuissante à rejoindre le réel parce qu'elle n'était pas capable de saisir l'être qui se trouve dans la profondeur ultime du réel, être

offert par les philosophes. Mais voilà que l'on découvre que ni l'être ni la pensée étaient ce que l'on pensait. Mais, comme tout était basé sur l'être y inclus la pensée, la perplexité fut complète⁵.

Les sciences fonctionnent par inertie. Chacune détient son statut scientifique, son savoir accumulé, ses chercheurs, et son consensus collectif qui lui est propre avec son langage et son méta-langage qui l'identifie en même temps comme un groupe social déterminé. Et puisqu'il n'y a plus de fondement commun et que personne n'ose le chercher parce que cela signifie envahir le domaine des autres langages qui constitue une frontière aussi grande que celle des pays souverains, et parfois ennemis, la communication devient pratiquement impossible. La preuve éclate dans la difficulté pratiquement insurmontable de créer une interdiscipline, intradiscipline, multidisciplinaire, transdiscipline, métadiscipline (il y a encore d'autres inventions à sortir bientôt...).

Les épistémologues essaient alors de trouver les points communs, mais cela s'est avéré peu utile; ceux qui parlent des méthodes ne sont pas ceux qui, généralement, les emploient par après, et chaque science suit le chemin qui lui est tracé par sa tradition linguistique et sociale. C'est alors à l'intérieur de chaque science qu'émerge aujourd'hui l'épistémologie comme partie intégrante de la réflexion sur la méthode et sur la validité de ses affirmations. Tout le monde devient un peu psychologue, un peu gnoséologue, un peu historien, un peu philosophe, un peu épistémologue, un peu éthicologue et on se demande parfois s'il reste encore assez des sociologues.

Sans savoir où mettre les pieds avec certitude et sécurité, il ne faut pas s'étonner que les sciences soient la proie de tous les intérêts humains... et inhumains. Elles manquent de discernement propre sur le fondement scientifique du réel. La science, complètement atomisée, partialisée, incertaine, douteuse, s'avère incapable d'orienter les meilleurs cerveaux de l'humanité vers un point commun. "L'honnête homme scientifique" se trouve comme un sauvage, renfermé, impuissant dans la cage de la civilisation industrielle d'hier, post-industrielle d'aujourd'hui, et de celle que l'on nommera demain d'une autre façon attirante mais qui sera encore une nouvelle cage productive pour les forces parfois aveugles qui guident notre histoire politique planétaire. La liste de choses, qui n'ont pas de bon sens au niveau social, est interminable. L'accumulation des bombes atomiques, d'une économie... enfin, nous connaissons déjà cette liste. Le discernement sur les choses les plus sensées n'est plus l'objet d'un jugement "objectif", c'est-à-dire scientifique, parce que la science même se prive épistémologiquement de cette "objectivité". Au niveau des sciences humaines surtout, au lieu de s'en sortir, le verbalisme croissant augmente parfois les problèmes. Il n'y a pas non plus une "science du bon sens" parce que les normes de conduite qui étaient dans les mains de la religion, de la philosophie comme sagesse ou d'une habitude presque naturelle de faire les choses sont définitivement disparues. Sauf pour quelques nostalgiques du passé, elles sont disparues pour toujours.

L'insécurité interne prend la place aujourd'hui d'une sécurité externe qui, il y a quelques siècles encore, était donnée comme projet commun pour toute l'humanité, identifiée avec l'Occident par la religion, par

la philosophie et par ce que l'on appelait le "sens commun".⁶ Mais nous n'avons plus aujourd'hui de recours possible dans l'ancienne façon de concevoir la religion; la philosophie érigée aujourd'hui en pensée d'un auteur est respectable mais ne dépasse pas le cercle de l'opinion; la morale restreinte à ses normes d'action ne suffit plus; répondre à ces questions n'était pas non plus le domaine de la science. C'est cette dernière affirmation qui, à notre avis, il faut mettre en question aujourd'hui. Nous croyons que c'est à la science d'essayer de rentrer dans ce domaine, et il nous semble qu'elle est en train de le faire déjà.

TENDANCE DES SCIENCES A LA GLOBALITE

La pratique même de la science nous révèle une nouvelle orientation déjà à l'oeuvre vers la globalité. Il nous semble pouvoir affirmer que celle-ci est en train de germer au sein même du développement de la science. Il s'agit de la préoccupation pour la vie et la mort de l'homme au plan social. Rien de plus normal. Les discours scientifiques touchent très souvent directement ou indirectement le thème de l'homme, de la vie, de la société, de la planète devenue village. Beaucoup s'en inquiètent. Une extrapolation du discours scientifique devient souvent philosophique et théologique. Des scientifiques pensent qu'il est même déjà trop tard pour arrêter la machine de la civilisation occidentale qui nous dévore⁷. Les données de la science sont de plus en plus regardées selon leur signification pour l'homme et l'avenir de la vie. Ce n'est plus un phénomène isolé de voir des physiciens, des astronomes, des biologistes se servir de leurs connaissances scientifiques pour parler du destin de

l'homme. Le problème éthique déborde ainsi les disciplines particulières pour devenir un problème touchant le sens de la recherche scientifique.

L'isolement des sciences commence à éclater. La biotechnologie n'est plus neutre face à la vie humaine surtout naissante. Les sciences politiques se trouvent impuissantes sans l'économie. La sociologie se rapproche de la psychologie avec les nouvelles méthodes qualitatives. Dernièrement, la polémique sur le développement de l'intelligence artificielle se trouve interpellée par la politique spatiale. Ce ne sont que des exemples. Les efforts pour rejoindre des visions globales, systémiques et holistiques, deviennent de plus en plus importants parce que la somme de l'honnêteté des individus ne peut assurer que les résultats collectifs ne seront pas mauvais⁸.

C'est ainsi que dans la constellation du savoir, un nouveau type de science vient de naître. Il s'agit des sciences dites de synthèse ou holistiques, qui cherchent à étudier les interactions de tous les éléments et s'efforcent d'embrasser le système entier pour en dégager l'orientation. L'écologie est le meilleur exemple du dépassement de l'atomisation des sciences et de la constitution d'une unité d'étude complexe où participent plusieurs disciplines en fonction d'un objet commun⁹. Nous voulons mettre en relief que l'écologie est le lieu premier où l'objet scientifique est à la veille de prendre pour sujet le destin de la vie humaine comme cible. Les résultats de la recherche écologique indiquent combien la vie de l'homme peut être en danger, dans une zone déterminée ou bien dans l'ensemble de la planète. Basé sur la dynamique de la vie dans les écosystèmes, l'écologisme vient de naître comme mouvement à la recherche de la

protection de la nature en raison de sa signification pour la vie de l'homme sur la terre¹⁰.

Si nous regardons chaque science isolément, nous allons être déçu du manque de certitude. Mais si la nous regardons dans son ensemble, le panorama est différent. C'est pour cela que concevoir le monde du langage comme fondement de nos affirmations, c'est peut-être encore rester dans le monde des opinions. Quand chaque science fonde ses affirmations sur le consensus collectif, c'est son statut scientifique qui établit le discours. Elle se situe comme point de départ dans le monde du langage, disons encore davantage, de ce méta-langage qui la caractérise et qui constitue une culture spécifique relativement fermée. Sans fondement critique extérieur qui justifie sa discipline, la pratique des sciences n'est plus l'expression de l'humanité mais des sociétés auxquelles elle est fonctionnelle et qui la soutiennent.

Chercher le fondement de la science dans ce qui constitue la vie même de l'humanité ce n'est pas le chercher dans un discours, mais dans l'homme et la femme en chair et en os qui luttent pour leur vie. Il s'agit de l'homme et de la femme vivant et mourant aujourd'hui pour différentes causes et raisons ou pour aucune quand la mort de leurs aspirations, de leurs illusions, et même de leurs corps par la faim leur est fatalement imposée. Dans les sciences humaines, prendre comme axe de toute recherche le processus dialectique de l'évolution vers la vie et de l'involution vers la mort, c'est une façon de dépasser l'idéologie de la science et l'aliénation des discours qui ont perdu leurs racines historiques et avec elles les sens du vrai et du faux. Ce n'est pas le langage

scientifique qui semble seul faire défaut dans ce cas aux sciences. C'est probablement aussi la société qu'elles habitent. Donc, nous avons deux points de départ possible: la science et son savoir ou bien les événements mêmes de l'histoire.

DISCOURS SCIENTIFICO-ETHIQUE DE L'HOMME?

Si notre point de départ est le statut des sciences en tant que savoir accumulé et si nous cherchons un point d'appui relativement sûr, il faudra viser les constats de la science où le savoir se manifeste comme un acquis. Il y a des constats qui sont considérés comme des "événements" et qui sont devenus patrimoine commun de notre culture scientifique¹¹. Il y a des acquis qui sont du genre des constats parce qu'ils se confirment continuellement par la naissance de nouvelles disciplines qui permettent de comprendre toujours davantage les phénomènes sans nier la première approche. Il ne s'agit pas seulement des faits ponctuels empiriques directement observables dans un sens positiviste mais aussi de certaines théories qui se confirment de plus en plus à mesure que les sciences avancent et convergent dans le même sens. La théorie de l'évolution de l'homme, qui remonte à plus d'un siècle, constitue un bon exemple de cette assertion. Ce que l'on dit pour l'évolution des espèces peut être dit aussi pour certaines théories astronomiques, anthropologiques ou autres.

C'est le processus actuel de la vie de l'homme et de la femme qui constitue finalement le sens dernier du réel pour nous tous. S'il y a une réalité qui ne se réduit pas à des concepts, c'est certainement la chaîne

continuelle de vie et de mort des êtres vivants y inclus l'être humain. L'être et le non être, qui constituaient jadis la base de toute pensée, sont moins certains aujourd'hui que l'histoire elle-même. Vie et mort sont plus qu'une catégorie mentale de la pensée. La vie a eu un commencement que l'on peut dater scientifiquement avec une relative précision. Tous les êtres vivants naissent, vivent et meurent. Ils sont situés dans l'espace et datés dans le temps cosmique. Et ces existants touchent tous aussi à un terminus inéluctable que nous appelons mort et que, de façon analogue, nous appliquons aussi aux êtres non vivants comme c'est le cas, par exemple, de la vie et de la mort des étoiles. Vie et mort constituent des balises bien claires pour établir l'histoire d'une étoile ou d'un être humain, de la matière ou d'un être vivant, d'une civilisation ou d'une culture. C'est la loi la plus universelle de tout ce qui est réel pour nous.

La signification ultime d'un acte social se mesure par sa signification directe ou indirecte au profit de la vie ou de la mort de l'être humain en tant que processus individuel ou collectif. Nous disons "en tant que processus" parce que la vie et la mort ne sont pas à prendre seulement comme des concepts abstraits à saisir à la limite de notre pensée tels que l'étaient l'être et le non être. En effet, nous les trouvons à tous les niveaux de la dynamique du réel, agissant dialectiquement dans chaque système spécifique comme, par exemple, dans la croissance ou la régression au niveau pédagogique, la maladie et la convalescence au niveau de la santé, le développement ou le sous-développement au niveau économique, la dépendance ou la libération au niveau socio-politique, l'évolution ou l'involution dans l'ascension de l'homme, etc. qui sont tous des processus. Vie et mort sont des phénomènes et compor-

tent en tant que tels des indicateurs précis pour savoir si notre discours aboutit dans l'histoire, s'il est vrai ou s'il est faux. On peut déceler les agents de vie et de mort à tous les niveaux (social, politique, économique, culturel etc.) pour établir davantage et d'une façon plus précise l'orientation du mouvement d'une histoire locale, régionale, etc., mais en tenant compte du fait que l'interprétation non-idéologique est celle qui finira par savoir ce qui se passe finalement avec la vie des vivants. Il ne s'agit pas de bâtir une nouvelle philosophie. Il s'agit de faire émerger l'éthique à partir des phénomènes sociaux.

Considérons, en guise d'exemple, des événements liés aux sciences sociales qui regardent directement la réalité de notre histoire contemporaine. Il y a des données qui nous indiquent si le mouvement de l'histoire contemporaine va plutôt vers la vie ou vers la mort. Il s'agit d'interpréter la signification de certaines données dans la perspective de la vie de l'homme pour essayer de découvrir sa signification. Si nous regardons rapidement, par exemple, les hommes de la préhistoire, les estimations des archéologues leur donnent l'espérance de vie égale à celle d'un vieux chien d'aujourd'hui: 18 ans. C'est l'oeuvre de l'homme, de son évolution, de sa science, s'il a réussi à faire reculer de plusieurs années la mort dans sa vie. C'est une victoire sur le temps dans l'histoire. Mais la mort n'a pas reculé dans le Sud et toutes les données nous disent que l'inégalité de vie s'accroît entre pays riches et pauvres. Aujourd'hui, par exemple, pendant que l'espérance de vie de l'homme sur la planète tend à se rapprocher de 80 ans, l'espérance de vie de l'homme en Afrique est encore au niveau du Moyen-Age et sa tendance est à la baisse¹².

L'amélioration progressive est inégale et les différences s'amplifient. En relation avec le problème qui précède se situe l'échec définitif du développement international. Les événements, les chiffres et un consensus aujourd'hui généralisé ne trompent plus. Depuis la dernière guerre mondiale, les habitants des pays riches ont accru de 36 à 344 grammes leur ration de protéines. Celle-ci par contre a baissé de onze à huit grammes pour la plus grande partie du globe.¹³ Le fossé ne cesse de croître. Cet abîme grandissant nous amènera à l'an 2 000 (dans 13 ans) avec 92% de la population mondiale dans le Tiers Monde et 8 % dans les pays riches. Si la tendance ne se renverse pas, le pouvoir politique international, le contrôle de l'économie mondiale et un niveau de vie supérieur se maintiendront dans une poignée de pays qui continueront à consommer les ressources de toute la planète aux dépens de la vie de la grande majorité.

Tout cela se traduit par des morts massives dans l'espèce humaine, ce qui constitue l'événement le plus grave de la civilisation contemporaine. L'inconscience de cette suppression massive de la vie humaine est peut-être l'aliénation fondamentale de notre culture. Il s'agit de la survivance de l'humanité. L'anonymat du pouvoir semble favoriser les puissants et empêche une prise de conscience réelle par l'attribution de responsabilités concrètes dans les crimes collectifs de l'humanité contemporaine. L'exploitation de l'homme par l'homme à travers le système économique qui se reproduit à l'intérieur de chaque pays, bien que différemment au Nord et au Sud, semble être une des raisons qui engendre aujourd'hui la croissance universelle de la violence. La dépendance économico-politique provoque la domination sur les grandes

masses sous-développées qui vivent entre l'ambiguïté de l'idéologie progressiste et la recherche progressive de libération. La religiosité qui est fonctionnelle à ce système sociétaire devient parfois complice d'oppression et de mort. Par contre, la conscience religieuse centrée sur un changement radical de ce système d'injustice contre la vie, alimente l'espérance de libération de la mort surtout parmi les opprimés. Les indices donnés par les recherches montrent que le mouvement de l'histoire contemporaine pour la majorité de l'humanité semble pencher plutôt vers la mort que vers la vie. Cette tendance s'accroît, ce qui accentuera les déséquilibres d'ici la fin du siècle.

L'HORIZON DE REALITE DU MOUVEMENT

Une recherche approfondie pourra permettre de nuancer certaines affirmations sur la dynamique de la société contemporaine que nous venons de décrire et d'en changer d'autres. La vérification n'a besoin d'autres arguments que les résultats des sciences pour ceux qui sont de l'hémisphère Nord. Pour les habitants de l'hémisphère Sud, il leur suffit de franchir la porte de leur maison s'ils ne sont pas encore inclus dans le nombre de ceux qui perçoivent les conséquences de la pauvreté dans leur corps. Mais une recherche qualitative ou quantitative au niveau des sciences sociales rate le problème le plus important de l'analyse sociale si elle ne considère pas l'horizon dans lequel émergent les événements qui conduisent l'humanité, un pays, une région, un groupe humain à s'émanciper ou à disparaître, à se développer ou à se sous-développer, à son évolution ou son involution, et dans certains cas à vivre ou à mourir.

Une recherche de ce type ne pourra pas savoir où elle va parce qu'elle ne se situe pas dans le mouvement de l'histoire comme fondement de ses assertions mais dans le poids de l'encadrement d'un sens construit par une discipline, même si elle est très cohérente dans son discours. Cela ne sera pas toujours si dérangeant que ça, mais nous voyons parfois des recherches qui ignorent le problème réel au nom d'une scientificité douteuse, utile seulement à ceux qui sont renfermés dans l'inertie de leur cercle herméneutique socio-scientifique, qui n'offre — comme disait quelqu'un déjà cité — "d'autre mérite essentiel que celui de l'exactitude partielle". Le problème éthique apparaît finalement au niveau de la recherche sociale comme un corps étrange qui s'ajoute. Et il en est ainsi pour le problème épistémologique qui se questionne sur les implications subjectives et les conditions sociales et cognitives des assertions scientifiques — même s'il ne faut pas exclure — au lieu d'être une partie intégrante de la validation de la recherche qui se manifeste par la portée humaine réelle des phénomènes sociaux observés.

Le problème de fond est plus subtil. L'horizon de l'être est disparu en tant que fondement du réel scientifique, mais il est resté ancré mentalement dans la configuration structurelle de notre pensée¹⁴. On a affirmé pendant des siècles que la science regarde les phénomènes, qu'elle est phénoménale et qu'elle n'a pas le droit de porter des jugements sur la réalité. On fait de la recherche comme si l'être était toujours là, tandis que sa présence est imaginaire parce que l'être que l'on supposait tout soutenir, scientifiquement, n'existe plus. La science officiellement s'est affranchie de la métaphysique mais tous les chercheurs n'ont pas

substitué mentalement le vide de l'être par ce que la science a de plus réel: la perception de la dynamique du mouvement.

Notre civilisation occidentale développe deux lignes parallèles dans la culture profonde du cerveau humain: celle de l'abstraction du réel qui se constitue en système de savoir caractérisé principalement par les structures idéologiques et par la science, et une autre, qui est celle de la vie et de l'homme à travers l'histoire concrète du cosmos et de l'évolution qui produit des effets pratiques indépendamment de notre pensée. Si la science est reconnue actuellement avec le prestige qu'elle a conquis, ce n'est pas dû, à notre avis, aux systèmes qu'elle a construits à travers son développement et par son accumulation de connaissances, mais surtout par sa capacité de lecture de la dynamique du réel qui n'est pas du tout fixé dans l'horizon imaginaire d'un être qui joue à la cachette. Celui-ci est le produit de notre réflexion qui n'est pas toujours la meilleure. Les sciences de la nature ont été les premières à voir très clairement que c'est la dynamique et le mouvement réel qu'il fallait observer¹⁵.

C'est dans sa capacité de vérification dans le mouvement même, que résident la force et la valeur de la science. Tous ceux qui sont restés à leur insu encore dans le monde mental de l'être auront la tendance à chercher la "compréhension" de la réalité dans un "sens" statique. "Sens" et "signification" prennent la place de "sujet" et "objet" de recherche mais la cohérence mentale reste la même. Leur vérification scientifique aura tendance à se centrer dans la pensée ce qui est bien possible en sciences humaines où la "signification" joue un rôle important. Ainsi, la rigueur de la méthode d'analyse compte parfois plus que l'observation de la réalité¹⁶.

Ces chercheurs devraient connaître les leçons de l'ancien philosophe Héraclite ou bien les satires de Feyerabend¹⁷. Et tous ceux qui dans l'épistémologie des sciences sociales sont encore au stade de sa critique interne et de ses conditions de production des connaissances, risquent de rester renfermés dans le cercle de leur pensée herméneutiquement. Plus cette pensée est profonde, plus complexe devient sa dialectique interne, plus elle s'enfonce dans les méandres psycho-existentiels de leur individualité subjective et inter-subjective. Sont-ils des aspects à nier? Certainement pas. Mais ils sont à situer comme des effets secondaires de la découverte d'une pensée humaine qui trouve sa certitude dans le mouvement; le sens des hypothèses trouve sa confirmation dans le déroulement de la dynamique même du réel, de la vie, de l'histoire. Le point de repère est toujours l'histoire de la vie humaine que les sciences sociales véhiculent souvent dans l'horizon de leurs inquiétudes.

AXE DU DISCERNEMENT SCIENTIFIQUE

Quand il faut distinguer le vrai du faux, les sciences sociales finissent souvent comme Ponce Pilate. Pendant qu'elles demandent: qu'est-ce que la vérité?, elles font un demi-tour sans attendre la réponse. La raison, c'est qu'elles ne semblent plus croire que la certitude soit possible dans leur discipline. Nous croyons aussi, sans aucun doute, que la certitude n'est pas toujours facile, et d'ailleurs, il faut savoir sur quoi elle porte son jugement. Mais la nier d'avance, c'est se déclarer aveugle parce que dans la nuit de cette crise de fondements, on n'a pas trouvé l'interrupteur. Mais quel est-il le critère de vérité s'il n'y a pas de champ

scientifique en dehors du rapport social? Dans celui-ci, le savoir est-il une marchandise, une arme et un outil pour différents groupes et pour différentes formes de vie en société?

Nous avons déjà avancé notre hypothèse de réponse. Réaffirmons seulement que, à notre avis, la "vérité" marche main dans la main avec la méthode scientifique et l'éthique comme composantes intrinsèques de l'arbitrage de l'histoire humaine telle que nous avons essayé de la décrire. Et puisque la "vérité" ne se trouve jamais toute faite, il faut la produire scientifiquement, ce qui veut dire "objectivement" dans le sens du "moins arbitraire". Des signes non équivoques de destruction de la nature et de l'espèce humaine nous disent où est la "vérité" et la "fausseté" quand les indicateurs nous montrent la dynamique actuelle de l'histoire des hommes. Dans cet ensemble, il n'y a pas de nations, ni de régions, ni de groupes humains ou personne qui puisse comme Pilate faire demi-tour.

Si la vérité n'existe plus toute faite, c'est parce que le réel est dynamique et que la vérité suit la vie qui se développe au rythme de l'évolution de l'homme et de son processus historique. Malheureusement, nous ne vivons pas dans des rapports sociaux qui favorisent beaucoup cette recherche dynamique de la vérité parce que les intérêts de notre structure sociétaire sont ailleurs. Il ne faut pas s'étonner alors que la science se trouve dans l'impasse. Sans capacité de lecture du réel la science devient sceptique et toute interprétation a autant de valeur qu'une autre. Dans ce contexte, le conflit fait la loi. Ce qui est plus fort prime et ce n'est pas nécessairement du côté de la vie. Les sciences sociales

rejoignent une demie vérité où on ne sait pas quelle partie prendre parce qu'on ne sait pas quelle est la vraie et quelle est la fausse. Enfin, elle n'est pas tout à fait scientifique, elle est aussi idéologique. Sa vérité finalement reste à moitié "faite", elle manque de méthode, elle avorte...

Si nous prétendons avoir enterré le déterminisme scientifique depuis longtemps, ne faut-il pas affirmer alors que l'esprit scientifique n'est pas tout à fait "déterminé" par les rapports sociaux? La liberté du chercheur, à notre avis, se traduit dans la conquête de la "vérité" qui émerge dans le fondement même qui soutient tous ces rapports. Cette vérité n'est pas absolue parce qu'elle est toujours relation entre les affirmations de la théorie et de leurs vérifications au sein de la dynamique réelle des mouvements sociaux. Mais si ces théories se basent sur le fondement du réel tel que nous l'avons exposé, nous pouvons peut-être sortir de l'ambiguïté. En effet, la "vérité" scientifique ne relève pas seulement des rapports sociaux isolément construits par l'état des sciences sociales. Il y a aussi une perception phénoménale et intellectuelle du processus de l'histoire à développer qui valide en dernière instance les affirmations scientifiques.

C'est ce qui nous fait distinguer entre théorie et interprétation souvent confondues au niveau des disciplines scientifiques. L'interprétation est un acte de l'esprit qui voit, grâce à sa perception phénoménale et intellectuelle¹⁸, des aspects du mouvement du réel, tandis que la théorie est un sous-produit symbolique ou formel de notre pensée, un modèle provisoire, qui, grâce aussi à sa formulation abstraite, trouve la compréhension nécessaire pour procéder à la vérification¹⁹.

L'interprétation est l'acte même de notre connaissance humaine dans laquelle la théorie est mise à l'épreuve en relation avec la dynamique des phénomènes et cela en vue de sa validation. C'est ce qui nous approche de la certitude quand nous commençons à découvrir avec nos yeux où nous amènent les phénomènes sociaux observés. C'est grâce à l'acte d'interprétation qui relève toujours du phénomène perçu que notre pensée commence à rentrer dans le dynamisme du réel. Notre connaissance commence à devenir conscience. Nos théories se rapprochent de la certitude. Notre connaissance globale commence à devenir éthique. Notre méthode scientifique devient artisan de vérité dans le grand mouvement social de l'histoire.

REFERENCES

- 1 COMTE, Auguste, *Philosophie des sciences*, seconde édition identique à la première, Paris, 1907, p. 15, reproduite partiellement par Jean Laubier, Paris, 1974. Nous nous sommes permis de changer le terme "spéculation" par "élaboration" pour faire justice au contexte dans lequel l'auteur fait son exposé.
- 2 Sur toutes ces problématiques: Cf. *Actes du colloque: Le renouveau méthodologique en sciences humaines: recherches et méthodes qualitatives*, Harold BHERER, Jean Pierre DESLAURIERS, Yvon PEPIN, Paul VILLENEUVE, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985. Cf. aussi *Les méthodes de la recherche qualitative*, sous la direction de Jean-Pierre DESLAURIERS, Québec, P.U.Q., 1987, en particulier Marc-Henry SOULET, "La recherche qualitative ou la fin des certitudes",

pp.9-22; André FORTIN, "L'observation participante au coeur de l'altérité"; Claude MARTIN, "Entre les logiques du savoir et de l'action: les voies d'une solution", pp.107-119; Richard LEFRANCOIS, "Les nouvelles approches qualitatives et le travail sociologique", pp.144-153.

- 3 *L'éthique à venir*, Rimouski, 29-31 octobre 1986.
- 4 Même si nous ne visons aucun auteur en particulier et si nous attribuons une valeur symbolique au texte que nous citons, cette attitude que nous venons de décrire, elle se retrouve dans les nouveaux discours. "Si l'ambition de la science sociale est d'éclairer notre réalité et nos pratiques, elle ne peut exclure la dimension poétique de son projet. Toute la partie de notre vie en société qui n'est pas discours est proprement indicible. Viser par les mots un au-delà des mots, dire l'indicible, sont un travail sur l'intuition qui est proprement celui de la poésie". DOLLE, J. P., "Les enjeux de la technique", *Le Magazine littéraire*, n° 172-173, mai 1981, p. 20. Cité par Marc-Henry Soulet, *Les méthodes de la recherche qualitative*, Québec, P.U.Q., 1987, p. 18 .
- 5 L'être, supposé encore caché derrière les phénomènes d'une façon ou d'une autre, est en crise et devient en même temps la crise de la connaissance scientifique. D'un point de vue philosophique, c'est surtout Kant qui commence quand il nie à l'entendement la possibilité de rejoindre "les choses en soi", suivi encore plus loin par l'affirmation du nihilisme de Nietzsche, et par Heidegger qui met en question l'être même. Quand la science n'accepta plus la métaphysique, elle a cru à un certain moment avoir trouvé finalement la structure de la réalité même. Elle assurait sa découverte par la vérification empirique qu'elle légitimait dans les structures logico-mathématiques, linguistiques ou dans l'axiomatisation des théories

scientifiques comme fidèle reflet du réel. Mais voilà que l'on découvre que la vérification empirique n'était pas suffisante pour assurer la vérité et la valeur de ses affirmations. De même, la théorie qui devait refléter la structure définitive de la réalité gardait sa valeur justement dans la possibilité de son remplacement. L'induction n'était plus suffisante pour la preuve logique, et le principe de contradiction même au niveau logique faisait défaut pour certains types de phénomènes micro-physiques. Le réel était devenu incompréhensible avec la notion fondamentale d'unité de l'être, où la particule oscillait entre l'onde et le corpuscule, où on ne savait pas si la relativité de l'espace et du temps, l'identification de l'énergie et de la matière — les quatre éléments de base de la nature — étaient plus dans la pensée du chercheur ou dans le réel inaccessible en tant que substance. L'indéterminisme se fait de la place comme une partie intégrante des phénomènes et tout empirisme du réel et son correspondant rationaliste disparaissent. Cf. E. MORIN, *Connaissance de la connaissance*, Paris, 1986, pp. 1- 25.

- 6 Avant que le siècle de lumières arrive, l'autorité intellectuelle de l'homme occidental n'était que la Bible et les classiques. La Renaissance et la Réforme protestante n'avaient que fait renforcer leur autorité. Le sens de la vie, de l'univers, le destin de l'homme, tout était harmonieusement inclus dans la science-sagesse du temps qui était la théologie aristotélicienne, avec son "ancilla", la philosophie. Tous les astronomes étaient profondément religieux. Newton a consacré de nombreuses années aux études bibliques, Galilée vivait dans l'inquiétude de concilier science et révélation, et même si, tôt ou tard, révélation et science devaient se heurter, la société vivait avec un projet commun. (Cf. Norman HAMPSON, *The Enlightenment*, London, 1968, traduction française *Le siècle de lumières*, Paris, 1972, pp. 9-30). Rien n'exprimait mieux la sécurité pour le projet d'une société fruit d'un plan divin que Bossuet quand, dans la

conclusion de son histoire universelle, il affirmait..."que ce long enchaînement des causes particulières, qui font et défont les empires, dépend des ordres secrets de la divine Providence...Ce qui est hasard à l'égard de nos conseils incertains est un dessein concerté dans un conseil plus haut...De cette sorte tout concourt à la même fin". Jacques-Bénigne BOSSUET, *Discours sur l'histoire universelle*, Paris, 1681, réédition de 1966, pp. 427-428.

- 7 Cf. la collection d'articles de Michel SALOMON, *L'avenir de la vie*, Paris, 1981.
- 8 Ecoutons, par exemple, un généticien qui parle en éthicien. "La dynamique, qui a mis peu à peu en place cet immense réseau liant chaque homme à tous les autres, résulte des efforts dispersés d'une multitude d'individus. Chacun s'efforçait d'agir dans son domaine propre pour atteindre un objectif parfaitement légitime; sans doute, aucun d'eux n'était pervers, mais le résultat global de tous ces efforts peut fort bien lui, être pervers; l'addition de toutes les réussites individuelles peut aboutir à un total qui est un échec pour tous". Albert JACQUARD, *Inventer l'Homme*, Paris, 1984.
- 9 "L'écosystème", nous le savons très bien, est l'objet de recherche de l'écologie qui étudie les conditions de vie des organismes vivants dans un espace et dans un temps donné. Les gens commencent à s'apercevoir que l'écologie ne parle pas seulement des baleines, mais de la vie même de l'humanité dans l'écosystème planétaire, mis en danger par la civilisation industrielle, le mythe du progrès, le déséquilibre du système économique, la pollution, la course aux armements, le désordre international.
- 10 L'écosystème est utilisé par l'homme pour vivre mais en même temps pour produire la société industrielle de consommation que lui-même a

créée dans le processus de son évolution occidentale. Cette contradiction a provoquée une prise de conscience écologique chez beaucoup de mouvements à répercussion sociale et politique. Il ne faut pas confondre écologie et écologisme mais ils ne se comprennent pas non plus isolés l'un de l'autre. Cf. FRANCESCO DI CASTRI, "L'écologie: naissance d'une science de l'homme et de la nature", *Le Courrier de l'Unesco*, L'homme et la biosphère, Avril 1981, pp. 6-11.

- 11 L'époque du déterminisme est révolue depuis longtemps. L'étude de l'univers, de la vie, des espèces, de l'homme n'est plus compréhensible sans certains "événements" qui n'ont rien d'universel et qui se sont produits historiquement une seule fois. Les événements décisifs de l'évolution des espèces, par exemple, se sont tous produits en marge et dans des zones d'improbabilité extrêmes. Les catégories universalistes, le savoir généralisateur, les statistiques mêmes font défaut. Aujourd'hui, est considérée naïve l'affirmation qu'il n'existe rien qu'on ne puisse pas appréhender avec des méthodes et des instruments scientifiques. Au nom de la science, on ne nie plus Dieu et on admet même que l'on peut l'avancer comme hypothèse.
- 12 L'espérance de vie est généralement définie comme le seuil maximal moyen de vie. Au début de l'ère chrétienne, la moyenne de vie rejoignait déjà les vingt-deux ans. Il faut attendre le Moyen-Age pour voir monter la moyenne de dix ans, en Angleterre. C'est seulement au milieu du XIX^e siècle, toujours en Angleterre, que la moyenne atteindra quarante-et-un ans. Les Etats-Unis, au tout début du XX^e siècle, seront le premier pays qui arrive à cinquante ans de moyenne de vie. Cette accélération se poursuit, et la Suède est le premier pays à rejoindre le chiffre de soixante-douze ans pour les hommes et soixante-seize ans pour les femmes — toujours en moyenne de vie.

(Cf. Marie FERRAUD, Olivier QUEROUIL, *Les territoires de la mort*, Paris, 1976, p.13 ss).

- 13 Les données illustrant ce déséquilibre croissant sont innombrables. Un exemple: l'accroissement du produit national brut réel par habitant de 1970 à 1980 dans les pays les plus pauvres: + \$17 par habitant; l'ensemble des pays en développement: + \$251; dans les pays industrialisés occidentaux: + \$ 2,117.
- 14 Si les principes mathématiques qui semblaient les plus sûrs ont été contestés il y a longtemps au niveau logique, plus intéressante encore est la contestation de la réalité de l'être dans son principe le plus inexpugnable que les philosophes exprimaient par le dicton: "ex nihilo nihil fit" (le néant ne produit rien). Chaque fois que, par la complexification, ce qui apparaît dans l'histoire de l'univers est supérieur à ce qui le précède, il faut reconnaître qu'il est né une créature qui en aucune manière n'était précontentue dans le berceau de ses origines et qui ne correspond pas non plus à la "réalité" de la somme des éléments qui la précède. Dès que la science nous montre le comportement de la nature, par exemple au niveau microphysique, il est impossible de découvrir tout notre présent par ses origines. Il est impossible d'expliquer la vie par l'explosion de la matière identifiée à l'énergie; de découvrir la production des vivants par les étoiles préexistantes; de comprendre l'homme par les lois de la vie, l'esprit par la pensée, ce qui a évolué par l'évolution.
- 15 Il s'agit d'une recherche de la compréhension de la dynamique réelle du mouvement par l'observation interprétative des phénomènes. Cela apparaît à partir de l'oeuvre fondamentale qui fixe un point de départ décisif pour la science, le *Principia Philosophiae naturalis principia mathematica* de Newton publié en 1687. Einstein affirmera que le mouvement est "Un problème fondamental, entièrement

obscurci, à cause de ses complications, pendant des milliers d'années...". Il en fait "Le premier fil conducteur" et le sujet central de tout son exposé sur la théorie de la relativité. Cf. Albert EINSTEIN et Léopold INFELD, *L'évolution des idées en Physique*, Paris, édition de 1968, p. 9.

- 16 Ils vont chercher rien de plus que de "comprendre" et ils se sentiront satisfaits. Ils vont croire qu'ils ont fait l'oeuvre la plus neutre et indépendante au monde parce que leur implication est nulle ou presque, même si reconnue comme inévitable dans certains aspects mais qu'ils pensent corriger grâce à la conscience critique du milieu scientifique. Il ne se rendent pas compte qu'ils se situent dans la position la moins scientifique de toutes parce qu'ils ont la foi implicite dans un être qui scientifiquement n'existe pas.
- 17 Cf. FEYERABEND, Paul, *Against Method*, 1975, London, traduction française *Contre la méthode. Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance*, Paris, 1979. Héraclite employait des symboles pour exprimer très clairement ce qui arrive dans la pensée qui ne pense pas l'être mais le devenir et qui suit le mouvement au lieu de se fixer. Il disait, par exemple, que l'on ne peut pas se baigner dans le même fleuve deux fois. En effet, toi et le fleuve ont déjà changé quand tu penses t'y plonger la seconde fois. Elle sera toujours une première fois tel que l'inépuisable mouvement de la réalité. L'être devient ennuyeux. Le devenir et l'avenir, la vie même.
- 18 Nous essayons d'éviter ici le problème de la phénoménologie en tant que problème philosophique de l'intentionnalité. C'est néanmoins un problème inévitable, à notre avis, d'un point de vue de l'approfondissement de la connaissance humaine et de ses répercussions concrètes sur les sciences comme c'est le cas, par exemple, dans la première crise des grands projets sur l'intelligence artificielle. (Cf.

Hubert L. DREYFUS, *What computers can't do. The limits of artificial intelligence*, New York, 1979, en particulier la deuxième partie). Mais cela exige une autre sorte de discours.

- 19 La valeur de l'orientation qualitative des sciences sociales dans l'actualité c'est, peut-être, de se rapprocher davantage à ce type d'interprétation.

CONCLUSION

JEAN-PIERRE DESLAURIERS
Professeur
Université du Québec à Chicoutimi

Voilà que mon tour est arrivé et qu'il faut conclure. Mais que dire, après que tant de beaux esprits nous aient fait part de leurs réflexions? Car chaque auteur a conclu à sa façon, et plus le colloque avançait, plus les conclusions devenaient générales.

Tout d'abord, risquons-nous à écrire ce que d'aucuns déclaraient à la fin de la rencontre: ce fut un colloque intéressant. Sans être triomphaliste, le tout s'est bien déroulé. Certaines rencontres ne parviennent jamais à décoller et se terminent en queue de poisson; d'autres atteignent rapidement leur point culminant et plafonnent ensuite. Parfois, sans que personne ne l'ait cherché, un fluide commence à circuler entre les participants-es: la discussion est soutenue, les échanges captivants, et chaque allocution relance le débat dans une direction nouvelle.

C'est bel et bien ce qui est arrivé le 13 mars 1987. Des délibérations surgirent des questions à la fois imprévues et pertinentes se rapportant à l'Etat, l'éthique, l'avenir des sciences humaines. La présence d'étudiants-es et de jeunes chercheurs-es y a certainement contribué. Bref, la journée s'est déroulée comme une course de 100 mètres, en accélération constante.

Mais, que sont les intellectuels devenus? Ils avaient pourtant le verbe haut et clair, annonçant le Québec en mutation, la société de participation ou de loisir. Ils n'avaient pas entièrement tort: la prospérité se maintenait, la création culturelle se développait, le nationalisme prenait des allures d'indépendance possible. La mutation continue de se faire, mais pas dans le sens souhaité! Les idées de droite qu'on pensait révolues, quel mauvais réflexe, refont surface avec un petit air revanchard. On vante de nouveau la PME pour prendre le relais des monopoles dans la course à la croissance. La crise économique perdure et continue d'écarter les jeunes du marché de l'emploi. L'échec du référendum de 1980 plane toujours au-dessus de la classe des intellectuels qui y avait mis beaucoup d'espoirs secrets quand elle ne l'avait pas appuyé ouvertement.

Au plan théorique et méthodologique, les sciences humaines connaissent un tournant important, et nous y reviendrons. Ensuite, les scientifiques sociaux constituent un groupe vieillissant d'une société elle-même dangereusement vieillissante. Bref, tout dans la situation actuelle déjoue les rêves des années passées. Dans ces conditions, à quoi servent les idées, si elles doivent s'avérer fausses? A quoi sert un intellectuel en sciences humaines?

Ces temps-ci, on entend souvent porter l'accusation que les intellectuels, surtout ceux de l'université, vivent dans une tour d'ivoire, isolés des contraintes de l'action. C'est un vieux refrain que le pouvoir entonne périodiquement: tant que le politicien se distingue de l'homme de science, selon la célèbre formulation de Weber, l'un apparaît suspect à l'autre, et les deux se le rendent bien. Au fond, quand les notables jugent

les sciences humaines inutiles, ne pourrait-on pas y voir un compliment plutôt qu'une injure? Certes, il ne faut pas se complaire dans l'inutilité: la connaissance doit nous aider à augmenter notre prise sur le réel et à agir plus efficacement. De ce point de vue, il est évident que les sciences humaines doivent démontrer leur pertinence à leurs contemporains. Cependant, encore faut-il distinguer le court du long terme: les idées les plus adaptées à leur époque sont parfois devenues rapidement désuètes alors que les utopies farfelues ont conservé au-delà du temps une grande actualité.

Du début des années soixante et durant les deux décennies qui ont suivi, les sciences humaines ont exercé une influence non négligeable dans la politique québécoise: les grandes opérations de planification, les commissions d'enquête, les réformes étatiques ont souvent été le fait de politologues, de sociologues, d'économistes, d'historiens et d'écrivains. Ceux qui sont devenus par la suite des technocrates avaient d'abord été formés dans ces branches de la connaissance. Durant ces années, les chercheurs des sciences humaines ont été proches du pouvoir, que ce soit pour jouer à l'avant-scène ou pour souffler au politicien défaillant la réplique qu'ils avaient écrite. De nos jours, le ressentiment provient peut-être du fait que le Prince a changé de conseillers: il écoute désormais les avis des ingénieurs, des informaticiens, des administrateurs, des hommes d'affaires. Changement d'époque, changement d'équipe.

Dans ce nouveau contexte, les intellectuels, les chercheurs, l'université, les sciences humaines sont-ils coupés de la réalité, débranchés, pour employer le terme à la mode? Au contraire, le savoir constitue

plus que jamais un enjeu. Cette fois-ci, il s'agit de résister à la force centripète du pragmatisme et du court terme. Récemment, le docte Conseil de la science et de la technologie déplorait la coupure des sciences humaines de la production et joignait sa voix au chœur de ceux qui voudraient qu'elles deviennent plus applicables et plus appliquées, qu'elles se rentabilisent en se rapprochant de l'industrie. Mais pour quoi faire? Pour devenir les serviteurs des guerriers de l'émergence, le héraut de l'entrepreneur, le théoricien du virage technologique, le porte-parole du politicien myope? Débranchées, les sciences humaines, vous disiez? Tour d'ivoire si vous voulez, mais assiégée!

Les relations des intellectuels au pouvoir constituent la trame d'une intéressante histoire parce que pleine de rebondissements. Au cours des vingt dernières années, elles ont oscillé entre l'engouement et la déception pour aboutir souvent au divorce. A vrai dire, l'Etat est un peu ratoureux, et les intellectuels qui s'en sont approchés de trop près se sont souvent brûlés les ailes. Toutefois, le pouvoir constitue une réalité qu'on ne peut ignorer et avec laquelle il faut compter. De plus, l'Etat n'est pas monolithique: il a sa structure, sa logique, sa propension, mais tout n'est pas si uniforme non plus.

Si les intellectuels doivent se méfier à juste titre de l'Etat, il n'en reste pas moins que cette position appelle des nuances. En effet, il se trouve parfois des directions, des fonctionnaires, des personnes de bonne volonté qui ne demandent pas mieux que de se rapprocher des intellectuels et des chercheurs pour avoir des suggestions, des idées, pour confronter l'action à la théorie. Il me semble important de se méfier de

la critique à tout crin qui condamne tout sans ménagement. S'il ne faut jamais abandonner les armes de la critique pour sombrer dans la complaisance béate, il est parfois tout aussi important d'appuyer que de combattre, dépendamment des moments. Par exemple, au début des années soixante, l'Etat a été le fer de lance de réformes auxquelles l'Eglise s'opposait et qu'elle avait retardées pendant trop longtemps. Dans ces circonstances, malgré les effets néfastes qui pouvaient s'ensuivre, il était important de soutenir les hommes de pouvoir qui voulaient faire différent. Après coup, il est toujours facile de trouver qu'ils auraient pu faire mieux, mais il n'en reste pas moins que des politiques sociales importantes datent de cette époque.

A la position ultra-critique s'ajoute une autre conception héroïque de l'intellectuel. Ce chercheur adopte une position théorique et pratique évidente envers le changement social: il affiche ses couleurs, prend position, appuie ouvertement les groupes ou personnes exploités. Cette position généreuse n'est cependant pas toujours aussi dangereuse qu'il ne le semble. En effet, il y a presque toujours moyen pour le chercheur de transférer à la théorie l'investissement qu'il fait dans l'action. L'engagement sera recyclé en publication d'articles, de livres, de documents de travail. Ensuite, du point de vue de la carrière, l'appui donné pourra se muter en service à la collectivité. Bref, le héros court beaucoup moins de dangers qu'il ne semble en s'approchant des mouvements de changement et son action pas toujours aussi désintéressée. Non pas qu'elle soit banale, loin de là; car elle démontre simplement qu'il existe encore des espaces de liberté dont il faut faire bon usage.

L'enjeu de la liberté des intellectuels se retrouve au cœur même de la méthode sociologique. Depuis quelques années, les intellectuels connaissent une crise théorique. Il n'y a plus de modèle qui résiste. Le marxisme a tenu le coup longtemps mais il a aussi été miné par l'expérimentation concrète du parti, des nationalisations, de l'étatisation. Un autre ballon de crevé. Cette incertitude théorique a engendré un réalignement méthodologique qui se traduit par la résurgence des méthodes qualitatives. Utilisées par les pionniers mais mises en veilleuse à partir des années trente jusqu'au milieu des années soixante, elles s'imposent de nouveau sur le marché de la connaissance. La brèche est encore étroite.

Le changement méthodologique n'est pas purement théorique mais il contient aussi une part de social: la technique n'est pas adoptée à cause de sa seule efficacité. Le moulin à vent où nos ancêtres allaient obligatoirement faire moudre leur grain avait détrôné le moulin à bras, non pas parce qu'il donnait un meilleur rendement mais bien parce que fermiers et métayers ne pouvaient plus ainsi tricher le seigneur sur le produit de leur récolte. Il en est de même de la recherche qualitative qui, en ces temps incertains, se rapproche de l'acteur, du citoyen, de la vie quotidienne; le chercheur veut obtenir une connaissance plus sûre à partir d'observations *in situ*. Ces choix méthodologiques ne se basent pas sur la simple efficacité mais plutôt sur des transformations sociétales qui les suscitent.

L'Etat est friand de ces recherches-actions qui produisent des résultats concrets, rapides, et il ne craint pas de les subventionner. Si elle n'y prend garde, la recherche qualitative peut se transformer en une sorte

de taylorisme social. A l'instar du chronomètreur qui cherche à surprendre l'employé dans ses moments de créativité, le chercheur qualitatif peut devenir la tête chercheuse de l'Etat en panne de légitimité. Dans ce cas, la méthode qualitative peut masquer une approche positiviste plus insidieuse parce que plus cachée.

Qu'une branche de la sociologie sente le besoin de se rapprocher de l'action traduit son doute théorique. Le véritable test de la connaissance est toujours la réalité, et le fait que des chercheurs confrontent l'une à l'autre accorde plus de valeur aux acteurs; c'est ainsi que les sciences humaines se font plus humbles. Elles pensaient provoquer le changement parce qu'elles le décrivaient et de fait, la science représente le noyau dur du magma des significations sociales, d'où sa redoutable efficacité. Cependant, la réalité dépasse de loin tout concept qui entend l'épuiser, et nous réalisons une fois de plus que la science sociale se fait l'écho de la société dans laquelle elle se développe, écho parfois trop faible, parfois trop amplifié, mais écho tout de même.

Pour conclure la conclusion, les sciences humaines peuvent-elles encore jouer un rôle dans cette société, en 1987? Peut-être. Cependant, elles auront un avenir en abandonnant le totalitarisme théorique qui dégénère trop souvent en terrorisme intellectuel. Sans renoncer au travail théorique, les sciences humaines devraient viser à produire des exactitudes partielles, comme le suggère un des auteurs du recueil: ces îlots de vérité permettent de connaître tout en laissant la porte ouverte à la vérité tout court. La force de la méthode scientifique, plus particulièrement en sciences humaines que dans les autres sphères de la connaissance,

réside dans sa capacité de reconnaître le mouvement et le changement. A cela, j'ajouterai un autre élément: sa force réside dans sa capacité de retracer le filon de la liberté, d'en démontrer les ruptures et les continuités. C'est dans ce sens que les sciences humaines peuvent aider à éclaircir les questions de l'heure, et faire en sorte que le lien savoir-action soit fécond.

Parlant des besoins de nos contemporains, C. Wright-Mills avait déjà avancé cette proposition:

Ce dont ils ont besoin, ce dont ils éprouvent le besoin, c'est une qualité d'esprit qui leur permette de tirer parti de l'information et d'exploiter la raison, afin qu'ils puissent, en toute lucidité, dresser le bilan de ce qui se passe dans le monde, et aussi de ce qui peut se passer au fond d'eux-mêmes. C'est cette qualité que journalistes et universitaires, artistes et collectivités, hommes de science et annotateurs attendent de ce qu'on peut appeler l'imagination sociologique.¹

On ne saurait mieux dire.

REFERENCE

- ¹ WRIGHT-MILLS, C., *L'imagination sociologique*, Paris, Maspero, 1967, p. 7.

TRAVAUX DU GRIR

VOLUMES

• COLLECTION RENOUVEAU MÉTHODOLOGIQUE

1. Groupe de recherche et d'intervention régionales, Actes du colloque recherche-action , Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1984, 2e édition, 255 p. Prix: 8\$
2. Groupe de recherche et d'intervention régionales, Le renouveau méthodologique en sciences humaines: recherche et méthodes qualitatives , Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 108 p. Prix: 10\$
3. DESLAURIERS, Jean-Pierre et Christiane GAGNON, Entre le savoir et l'action: choix éthiques et méthodologiques, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1987, 145p. Prix: 14\$

• COLLECTION DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

4. CHARBONNEAU, Roland, DESLAURIERS, Jean-Pierre, PRIGENT, Alain et Claude VIENNEY, Analyse socio-économique comparée des coopératives d'habitation en France et au Québec, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, p. 394 Prix: 20\$
5. KLEIN, Juan-Luis et Robert LAROUCHE, L'État et l'élite locale à la croisée des chemins: les alternatives du développement régional vues au travers des SODEQ du Québec , Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1985, 115 p. Prix: 10\$
6. DIONNE, Hugues, GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN (Éds), Du local à l'État: les territorialités du développement , Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ et GRIR/UQAC, 1986, 141 p. Prix: 14\$
7. DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et Jean LARRIVÉE (Éds), Vers de nouveaux territoires intermédiaires? , Rimouski et Chicoutimi, GRIDEQ et GRIR/UQAC, 1986, 230 p. Prix: 8\$
8. Groupe de recherche et d'intervention régionales, Le développement agro-forestier au Québec et en Finlande, Montréal et Chicoutimi, ACFAS et GRIR/UQAC, 1985, 249 p. Prix: 12\$
9. DESY, Jean et al. avec la participation de Jacques PARIZEAU, M.R.C. et municipalités: vers une union libre? Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1988, 152 p. Prix: 16\$
10. DESLAURIERS, Jean-Pierre, BRASSARD, Marie-Joëlle, Pouvoir habiter, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1989, 184 P. Prix: 16\$
11. GAGNON, Christiane, KLEIN, Juan-Luis, TREMBLAY, Marielle et Pierre-André TREMBLAY, Le local en mouvements, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1989, 398 p. Prix: 22\$

12. GAGNON, Christiane et KLEIN, Juan-Luis, et al. **Le social apprivoisé**, Hull, Ed. Asticou, 1989, 146 p. Prix: 16\$
13. BERGERON, G. (Ed.), **Technologie et territoire. La maîtrise territoriale du changement technologique**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, 1990 (à paraître). Prix: 16\$

NOTES ET/OU RAPPORTS DE RECHERCHE

- A. BOUDREAU, Richard, GAGNON, Christiane, KLEIN, Juan-Luis et Francine SAVARD, **L'ancrage territorial du mouvement associatif en région périphérique**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, janvier 1986, 53p. Prix: 6\$
- B. BERGERON, Gilles, **La contribution du Sommet sur le développement et l'économie de la région 02 à la mise en place d'un processus d'autodéveloppement régional**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, janvier 1986, p. 36 Prix: 4\$
- C. AMEGAN, Samuel, BLACKBURN, Louis-Marie, BONNEAU, Gilles, BOUCHER, Louis-Philippe et Jacques OUELLET, **L'École polyvalente Jonquière: modélisation d'un système-école**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, mai 1986, p. 109 Prix: 8\$
- D. MORENCY, Marc-André, BRETON, Gilles, PROULX, Gilles, DESGAGNE, Lévis et Lysette BOUCHER, **Le marché mondial des produits de l'aluminium: perspectives et contraintes de développement**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, novembre 1986, 33 p. Prix: 4\$
- E. DESLAURIERS, Jean-Pierre, **(L')A propos de l'anarchie**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, septembre 1987, 38 p. Prix: 4\$
- F. GAGNON, Rodolphe, **L'apprentissage adulte au mitan de la vie**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, mai 1988, 38 p. Prix: 4\$
- G. ANADON Marta, MASSON, Dominique, TREMBLAY, Marielle et Pierre-André TREMBLAY, **Vers un développement rose: pratiques sociales des femmes en région**, Chicoutimi, GRIR/UQAC, avril 1990, 80 p. Prix: 7\$